



Bureau
international
du Travail

Rapport analytique de l'enquête 2012 auprès des entreprises du Cameroun

Équipe d'Appui technique au travail décent pour l'Afrique centrale
Et Bureau pays pour le Cameroun, l'Angola et Sao Tomé-et-Prince
Département des entreprises – Genève

Novembre 2013

Copyright © Organisation internationale du Travail 2013

Première édition 2013

Les publications du Bureau international du Travail jouissent de la protection du droit d'auteur en vertu du protocole no 2, annexe à la Convention universelle pour la protection du droit d'auteur. Toutefois, de courts passages pourront être reproduits sans autorisation, à la condition que leur source soit dûment mentionnée. Toute demande d'autorisation de reproduction ou de traduction devra être envoyée à l'adresse suivante: Publications du BIT (Droits et licences), Bureau international du Travail, CH-1211 Genève 22, Suisse, ou par courriel: pubdroit@ilo.org. Ces demandes seront toujours les bienvenues.

Bibliothèques, institutions et autres utilisateurs enregistrés auprès d'un organisme de gestion des droits de reproduction ne peuvent faire des copies qu'en accord avec les conditions et droits qui leur ont été octroyés. Visitez le site www.ifro.org afin de trouver l'organisme responsable de la gestion des droits de reproduction dans votre pays.

Données de catalogage du BIT

Rapport analytique de l'enquête 2012 auprès des entreprises du Cameroun / Bureau international du Travail. - Genève: BIT, 2013

ISBN 9789222281138; 9789222281145 (web pdf) ; 9789222281152 (CD-ROM)

International Labour Office

petite entreprise / entreprise industrielle / économie informelle / enquête / Cameroun

08.02.1

Les désignations utilisées dans les publications du BIT, qui sont conformes à la pratique des Nations Unies, et la présentation des données qui y figurent n'impliquent de la part du Bureau international du Travail aucune prise de position quant au statut juridique de tel ou tel pays, zone ou territoire, ou de ses autorités, ni quant au tracé de ses frontières.

Les articles, études et autres textes signés n'engagent que leurs auteurs et leur publication ne signifie pas que le Bureau international du Travail souscrit aux opinions qui y sont exprimées.

La mention ou la non-mention de telle ou telle entreprise ou de tel ou tel produit ou procédé commercial n'implique de la part du Bureau international du Travail aucune appréciation favorable ou défavorable.

Les publications et les produits électroniques du Bureau international du Travail peuvent être obtenus dans les principales librairies ou auprès des bureaux locaux du BIT. On peut aussi se les procurer directement, de même qu'un catalogue ou une liste des nouvelles publications, à l'adresse suivante: Publications du BIT, Bureau international du Travail, CH-1211 Genève 22, Suisse, ou par courriel: pubvente@ilo.org.

Visitez notre site Web: www.ilo.org/publns.

Imprimé à Yaoundé

Avant-Propos

Le Bureau international du travail (BIT) a réalisé en 2012 une enquête auprès des entreprises camerounaises. Cette enquête fait partie d'un exercice d'évaluation de l'environnement des affaires que le BIT a entrepris en coopération avec les partenaires nationaux au Cameroun. L'enquête a été menée auprès des entreprises pour l'évaluation des 17 critères identifiés par la Conférence internationale du travail (CIT) pour apprécier un environnement favorable à la promotion de l'entreprise durable.

En 2007, la CIT a inscrit à son agenda la question du rôle du secteur privé dans la promotion de l'emploi et du développement économique et social en général. Les discussions ont porté sur la notion d'entreprises durables laquelle recouvre 17 critères regroupés en quatre piliers : Politique, Economique, Social et Environnemental.

C'est dans ce contexte que, en partenariat avec les interlocuteurs nationaux, le BIT a lancé en 2012 une enquête pour collecter les statistiques devant servir à l'évaluation des 17 critères.

Le présent rapport publie l'analyse des résultats de l'enquête. Il met à la disposition du pays les données nécessaires pour mieux comprendre l'environnement des affaires. Ce rapport sur les résultats de l'enquête comporte une partie descriptive et d'autres parties analytiques sur les principaux résultats pouvant donner la situation globale sur les conditions de développement des entreprises au Cameroun. Il fournit pour la première fois, sur les 17 thèmes de la CIT, des données statistiquement significatives.

Par ailleurs, il fournit les renseignements dont ont besoin les entreprises, les autorités politiques, administratives, les partenaires bilatéraux et multilatéraux de développement, les chercheurs. Nul doute que ces données seront également très utiles pour les planificateurs, décideurs, les étudiants et différents utilisateurs.

Le travail d'analyse statistique des données de l'enquête a été réalisé par un groupe d'experts du cabinet Ernst & Young basé à Paris.

Dayina Mayenga
Directrice
Équipe d'Appui technique au
travail décent pour l'Afrique
centrale et bureau de pays pour le
Cameroun, l'Angola et Sao
Tomé-et-Principe

Peter Poschen
Directeur
Département des entreprises
BIT, Genève

Remerciements

Le présent rapport a été préparé comme un projet conjoint du BIT entre l'Équipe d'Appui Technique au travail décent pour l'Afrique Centrale (Yaoundé) et Bureau pays pour le Cameroun, Sao Tomé et Príncipe et Angola et le Département des Entreprises (Genève).

L'équipe responsable du projet est composée de Mario Berrios du BIT/Genève, Aminata Maiga et Gilles Bertrand Njike Njikam du BIT/Yaoundé. Aminata Maiga et Gilles Bertrand Njike Njikam ont assuré la coordination des activités au Cameroun, y compris la conception de l'enquête, la supervision de la collecte, du codage et l'analyse préliminaire des données. Annie Guyon du BIT/Genève a réalisé un superbe travail de révision du document.

René Aymar Bertrand Amougou a agi en qualité de consultant principal pour l'enquête. L'équipe du projet tient à lui adresser, ainsi qu'à son équipe d'enquêteurs, un remerciement pour la qualité du travail réalisé. Le projet a largement bénéficié des contributions de plusieurs autres activités importantes y compris un atelier tripartite de validation méthodologique.

Le travail d'analyse des données et d'élaboration d'un rapport statistique séparé a été mené par une équipe d'Ernst & Young (Paris) composée de Luc Veysiere, Robin Gallouet et David Quach. Le projet a pu compter sur une excellente coopération et contribution de la part de plusieurs collègues et partenaires.

Francis Sanzouango (ACT/EMP, Genève) et Lassina Traoré (ACT/EMP Yaoundé) se sont impliqués de manière soutenue pour assurer la prise en compte des préoccupations et la participation des organisations d'employeurs. L'assistance à la recherche a été fournie par Thérèse Quang.

Au niveau du BIT Yaoundé, Paul Ningini, Claude Mvolo, Christine Bejedi ont apporté leur soutien à l'organisation pratique, la planification et le financement des activités. Zuchuon Rodrigue a aussi contribué par ses commentaires et suggestions techniques.

Résumé exécutif

Cette étude a pour but d'identifier les principaux obstacles au développement des entreprises du Cameroun. L'étude effectue l'analyse statistique des résultats d'une enquête auprès des entreprises du pays. L'objectif principal est de contribuer à améliorer le climat des affaires dans le pays et de créer un environnement propice à l'entrepreneuriat et à l'investissement.

Pour ce faire, l'étude s'appuie sur l'analyse statistique des réponses de 501 entreprises à l'Enquête d'évaluation de l'environnement des affaires.

Le rapport commence par décrire les entreprises sondées et faire ressortir leurs caractéristiques. Il présente les contraintes pesant sur le développement des entreprises exprimées lors de l'enquête. Le rapport identifie ensuite le profil des entreprises ainsi que les liaisons entre les contraintes, de manière statistique.

La suite de l'étude s'intéresse aux entreprises informelles, c'est-à-dire celles qui n'ont pas de comptabilité ou pas de numéro de contribuable. L'analyse économétrique de ces entreprises fait ressortir leurs principales caractéristiques et les facteurs qui favorisent l'informalité.

L'analyse, qui porte sur les entreprises économiquement solides, c'est-à-dire les entreprises qui ont plus de cinq ans d'existence, un chiffre d'affaires supérieur à 100 millions FCFA et une non-décroissance forte du chiffre d'affaires ces 3 dernières années, donne des orientations sur les raisons de leurs solidités.

Les entreprises ayant participé à l'étude

Les entreprises sondées sont représentatives de l'économie camerounaise. Cependant, les entreprises du secteur primaire, les petites et très petites entreprises sont moins nombreuses dans l'échantillon. Pour ces groupes d'entreprises, les statistiques obtenues ont ainsi une valeur illustrative.

D'une manière générale l'échantillon se caractérise par des entreprises qui :

- ✓ appartiennent principalement au secteur tertiaire.
- ✓ ont connu une décroissance modérée de leur chiffre d'affaires ces trois dernières années.
- ✓ sont principalement importatrices de biens. Les grandes entreprises sont parfois exportatrices.
- ✓ ont une fréquence d'utilisation des Technologies de l'Information et de la Communication (TIC) fonction de leur taille. Les grandes entreprises ont aussi une utilisation plus fréquente des TIC.

Description de l'environnement des affaires

Les réponses des entreprises concernant les contraintes pesant sur leurs activités montrent que par ordre d'importance : (i) les délestages et coupures d'électricité ; (ii) la hausse du coût des marchandises ; (iii) l'état de santé des travailleurs ; (iv) l'émigration des travailleurs qualifiés ; (v) la concurrence déloyale ; (vi) la difficulté d'accès au financement ; (vii) les tracasseries administratives ; (viii) la corruption ; et (ix) un enseignement non conforme aux besoins des entreprises pèsent sur le développement des entreprises camerounaises. La Figure 10 permet de visualiser l'ensemble des contraintes mises en avant.

L'importance des coupures d'électricité est à nuancer car l'enquête s'est déroulée pendant une période où les conditions climatiques augmentaient la fréquence des coupures d'électricité.

Ces résultats font écho à d'autres études sur l'environnement des affaires du Cameroun telles que Doing Business 2012, BCS 2011, WEF 2012-2013 (Tableau 5). A la différence de ces études, celle-ci est la première à identifier certaines autres contraintes importantes aux yeux des entreprises telles que l'état de santé des travailleurs et l'émigration des travailleurs qualifiés.

Caractéristiques des entreprises contraintes

Une étude statistique décrit les caractéristiques des entreprises affectées par chaque contrainte et met en évidence des relations entre contraintes. Il ressort de cette analyse que :

- ✓ les tracasseries administratives sont associées au dysfonctionnement du système judiciaire et aux problèmes de corruption. Les entreprises se plaignant des lenteurs de l'administration se disent aussi souvent gênées par la fiscalité (Tableau 8).
- ✓ les impôts pesant le plus sur les entreprises sont, par ordre décroissant, la TVA et les autres taxes indirectes, l'IS et l'IRPP. Les entreprises se plaignant de la fiscalité camerounaise soulignent aussi les tarifs douaniers, les tracasseries administratives, le dysfonctionnement du système judiciaire ainsi que l'insécurité (Tableau 12).
- ✓ les entreprises soulignent l'inadéquation entre les qualifications des travailleurs et les compétences qu'elles recherchent. Elles considèrent également que l'offre de services destinés au développement des entreprises (formations, conseil) est à améliorer.

Le secteur informel

L'analyse économétrique du secteur informel montre que les tracasseries administratives sont un vecteur d'informalité (Tableau 23). Elle montre aussi que la formation des employeurs des entreprises informelles permettrait leur migration vers le formel.

Ces employeurs sont globalement moins qualifiés que leurs homologues du secteur formel, mais paradoxalement leur demande en formation est moindre.

Les entreprises économiquement solides

L'analyse économétrique des entreprises économiquement solides révèle plusieurs facteurs favorisant le développement des entreprises (Tableau 25).

Etre financée par une banque augmente la probabilité d'être une entreprise économiquement solide. De même, plus le niveau d'étude de l'employeur est élevé, plus son entreprise a des chances d'être économiquement solide. Enfin, l'ouverture commerciale augmente également la probabilité d'être économiquement solide.

Sommaire

Résumé exécutif	v
Liste des figures	x
Liste des tableaux	xiii
Glossaire	xiv
1. Introduction	3
2. Contexte et objectifs	7
3. Entreprises ayant participé à l'étude	11
3.1 Typologie des entreprises	11
3.2 Un échantillon représentatif des moyennes et grandes entreprises	11
3.3 La couverture géographique de l'enquête.....	13
3.4 Caractéristiques des entreprises interrogées	13
3.4.1 Principaux secteurs d'activité.....	13
3.4.2 Le chiffre d'affaires des entreprises et son évolution	14
3.4.3 Niveau de scolarisation des entrepreneurs.....	15
3.4.4 Principal mode de financement	15
3.4.5 Affiliation à des organisations ou des associations	16
3.4.6 Participation des entreprises aux activités du commerce extérieur.....	16
3.4.7 Usage des Technologies de l'information et de la Communication (TIC)	16
3.5 En synthèse	17
4. Description de l'environnement des affaires	21
4.1 Méthodologie.....	21
4.2 Principales contraintes pesant sur l'environnement des affaires pour l'ensemble des entreprises.....	22
4.3 Contraintes pesant sur les entreprises en fonction de leur taille	25
4.4 Contraintes pesant sur les entreprises en fonction du secteur d'activité	27
4.5 Contraintes pesant sur les entreprises en fonction de leurs localisations	28
4.6 En synthèse	30
5. Caractéristiques des entreprises contraintes	35
5.1 Infrastructures matérielles.....	36
5.1.1 Profil des entreprises contraintes par les délestages et coupures d'électricité	36
5.1.2 Les opinions de l'ensemble des entreprises sur les infrastructures.....	37
5.1.3 En synthèse.....	39
5.2 Tracasseries administratives	39
5.2.1 Profil des entreprises contraintes par les tracasseries administratives	39
5.2.2 L'opinion de l'ensemble des entreprises sur les tracasseries administratives.....	40
5.2.3 En synthèse.....	41
5.3 Criminalité, insécurité et système judiciaire.....	41
5.3.1 Profil des entreprises contraintes par la criminalité et l'insécurité	41
5.3.2 Profil des entreprises contraintes par le dysfonctionnement du système judiciaire	42
5.3.3 Les opinions de l'ensemble des entreprises sur la criminalité et l'insécurité	43
5.3.4 En synthèse.....	44
5.4 Accès au financement	44
5.4.1 Profil des entreprises contraintes par l'accès au financement	44
5.4.2 L'opinion de l'ensemble des entreprises sur l'accès au financement	45
5.4.3 En synthèse.....	46
5.5 Fiscalité directe et indirecte	46
5.5.1 Profil des entreprises contraintes par la fiscalité directe et indirecte	46
5.5.2 L'opinion de l'ensemble des entreprises sur la fiscalité directe et indirecte.....	47
5.5.3 En synthèse.....	47
5.6 Corruption.....	47

5.7	Enseignement.....	48
5.7.1	Profil des entreprises contraintes par l'enseignement.....	48
5.7.2	L'opinion de l'ensemble des entreprises sur l'enseignement	48
5.7.3	En synthèse.....	50
5.8	Réglementation et tarifs douaniers	50
5.8.1	Profil des entreprises contraintes par la réglementation et les tarifs douaniers	50
5.8.2	L'opinion de l'ensemble des entreprises sur le commerce	51
5.8.3	En synthèse.....	51
5.9	Difficulté d'accès à la propriété.....	52
5.10	Mauvaise gouvernance des opérateurs du secteur privé	52
5.11	Problèmes environnementaux.....	53
5.11.1	Profil des entreprises contraintes par les problèmes environnementaux	53
5.11.2	L'opinion de l'ensemble des entreprises sur les problèmes environnementaux	53
5.11.3	En synthèse.....	54
5.12	Sécurité sociale	54
5.12.1	Profil des entreprises impactées par la sécurité sociale	54
5.12.2	L'opinion de l'ensemble des entreprises sur la sécurité sociale	54
5.12.3	En synthèse.....	56
5.13	Législation sur le travail	56
5.13.1	Profil des entreprises contraintes par la législation sur le travail.....	56
5.13.2	L'opinion de l'ensemble des entreprises sur la législation sur le travail	57
5.13.3	En synthèse.....	59
5.14	Synthèse sur les contraintes rencontrées par les entreprises	60
6.	Le secteur informel.....	63
6.1	Statistiques sur les entreprises informelles	63
6.1.1	Secteur d'activité des entreprises informelles	63
6.1.2	Niveau de scolarisation des entrepreneurs.....	63
6.1.3	Mode de financement en fonction des entreprises informelles/formelles.....	64
6.1.4	Besoin en formation en fonction des entreprises formelles/informelles.....	64
6.1.5	Ouverture commerciale des entreprises.....	65
6.1.6	Usage des TIC	66
6.1.7	En synthèse.....	66
6.2	Test de Kruskal Wallis : définition du profil des entreprises informelles.....	67
6.3	Gouvernance des entreprises informelles	68
6.4	Facteurs favorisant l'informalité.....	69
6.5	Quelques pistes de réflexion	72
7.	Les entreprises économiquement solides.....	75
7.1	Statistiques sur les entreprises économiquement solides.....	75
7.1.1	Secteur d'activité pour les entreprises économiquement solides / faibles	75
7.1.2	Niveau de scolarisation des entrepreneurs des entreprises économiquement solides.....	75
7.1.3	Mode de financement	76
7.1.4	Besoin de formation pour les entreprises économiquement solides/faibles.....	76
7.1.5	Affiliation à des organisations ou des associations	77
7.1.6	Ouverture commerciale des entreprises.....	78
7.1.7	Usage des TIC	78
7.1.8	En synthèse.....	79
7.2	Test de Kruskal Wallis : définition du profil d'une entreprise économiquement solide.....	79
7.3	Facteurs favorisant les entreprises économiquement solides.....	81
7.4	Quelques pistes de réflexion	82
8.	Conclusions	85
8.1	Méthodologie d'analyse.....	85
8.2	Contraintes.....	85
8.3	Entreprises informelles et entreprises économiquement solides.....	86
9.	Annexes	88

9.1	Les questionnaires	88
9.2	Méthodologie de l'enquête	95
9.2.1	Méthodologie de l'étude.....	95
9.3	Présentation des données	98
9.3.1	Description de l'enquête.....	98
9.4	Les réponses des entreprises sont de bonne qualité	99
9.4.1	Des taux de non réponses faibles.....	99
9.4.2	Peu de réponses aberrantes	104
9.4.3	Age des entrepreneurs	105
9.5	Opinions des entreprises	112
9.5.1	Infrastructures matérielles	112
9.5.2	Protection sociale	116
9.5.3	Environnement juridique et réglementaire	119
9.5.4	Gouvernance des entreprises	119
9.5.5	Etat de droit et protection des droits de propriété.....	125
9.5.6	Efficacité des services publics.....	127
9.5.7	Education, formation et apprentissage tout au long de la vie	128
9.5.8	Respect des droits humains universels et des normes internationales du travail	132
9.5.9	Justice sociale et insertion sociale	134
9.5.10	Culture d'entreprise.....	137
9.5.11	Gestion responsable de l'environnement.....	138

Liste des figures

Figure 1 : Répartition géographique des entreprises, par taille d'entreprise.....	13
Figure 2 : Répartition des principaux secteurs d'activité en fonction de la taille d'entreprise	14
Figure 3 : Répartition des chiffres d'affaires en 2011 des entreprises interrogées	14
Figure 4 : Sur les 3 dernières années, comment a évolué votre Chiffre d'affaire? Par taille d'entreprise.....	15
Figure 5 : Niveau de scolarisation des entrepreneurs par taille d'entreprise.....	15
Figure 6 : Mode de financement principal par taille d'entreprise.....	15
Figure 7 : Affiliation à une ou plusieurs organisation(s) ou association(s) professionnelle(s) par taille d'entreprise	16
Figure 8 : Importations / exportations par taille d'entreprise.....	16
Figure 9 : Usage régulier de la TIC de l'entreprise dans le cadre de son activité	17
Figure 10 : Principales contraintes pesant sur l'ensemble des entreprises au global.....	22
Figure 11 : Productivité du travail par secteur d'activité en 2001 et 2010. (1990 USD) Source: Conference Board Total Economy Database, janvier 2013	25
Figure 12 : Impact des contraintes en fonction de la taille d'entreprise.....	25
Figure 13 : Impact des contraintes sur les entreprises en fonction du secteur d'activité (uniquement GE et ME).....	27
Figure 14 : Impact des contraintes en fonction de leur localisation géographique	29
Figure 15 : Qualité globale de l'ensemble des infrastructures par taille d'entreprise	37
Figure 16 : Qualité des infrastructures d'eau et d'assainissement par taille d'entreprise	37
Figure 17 : Qualité des infrastructures des transports par taille d'entreprise	38
Figure 18 : Développement des infrastructures relatives aux TIC par taille d'entreprise	38
Figure 19 : Comment sont les lois camerounaises relatives à l'utilisation des TIC? Par taille d'entreprise	38
Figure 20 : Les investissements et les dépenses publiques favorisent-ils le développement de l'entreprise? Par taille d'entreprise.....	39
Figure 21 : Votre entreprise est-elle affectée par les procédures réglementaires suivantes?.....	41
Figure 22 : La capacité de la police à protéger les entreprises du comportement criminel est-elle efficace? Par taille d'entreprise.	43
Figure 23 : Les droits de propriété physique sont-ils bien définis et protégés? Par taille d'entreprise.....	44
Figure 24 : Les droits de marques, d'auteur et d'invention sont-ils bien définis et protégés? Par taille d'entreprise	44
Figure 25 : Problèmes rencontrés lors d'une demande de financement par taille d'entreprise	45
Figure 26 : Impact des taxes suivantes sur les activités des entreprises par taille d'entreprise	47
Figure 27 : Besoin de formation par taille d'entreprise	49
Figure 28 : Quelle position adopte votre entreprise concernant la formation de son personnel? Par taille d'entreprise	50
Figure 29 : Le commerce avec les pays voisins est-il important pour la croissance de votre entreprise? Par taille d'entreprise.....	51
Figure 30 : Au Cameroun, existe-il une législation adéquate et appliquée pour protéger l'environnement? Par taille d'entreprise ..	53
Figure 31 : Le système de protection sociale est-il bien développé au Cameroun? Par taille d'entreprise	54
Figure 32 : Opinions sur les améliorations du système de protection sociale en fonction de la taille d'entreprise.....	55
Figure 33 : La sécurité au travail est-elle garantie par les entreprises camerounaises? Par taille d'entreprise.....	55
Figure 34 : Les cotisations sociales versées à la sécurité sociale gênent-elles le développement de votre entreprise? Par taille d'entreprise	56
Figure 35 : Le Cameroun ayant signé la totalité des conventions internationales du travail, pensez-vous que les dispositions suivantes soient comprises et respectées par les entreprises nationales? Par taille d'entreprise	57
Figure 36 : Les hommes et les femmes disposent-ils des mêmes accès? Par taille d'entreprise	58
Figure 37 : Le dialogue social est-il essentiel pour obtenir des résultats mutuellement bénéfiques aux travailleurs et employeurs? Par taille d'entreprise.....	58
Figure 38 : En pratique, le droit syndical des employés est-il respecté? Par taille d'entreprise.....	59
Figure 39 : Les négociations collectives entre employeurs et employés sont-elles encouragées par le Gouvernement? Par taille d'entreprise.....	59
Figure 40 : Les institutions sont-elles efficaces pour régler les conflits employeurs-employés? Par taille d'entreprise	59
Figure 41 : Répartition du secteur d'activité principal pour les entreprises informelles / formelles	63
Figure 42 : Niveau de scolarisation des entrepreneurs pour les entreprises formelles / informelles	64
Figure 43 : Mode de financement des entreprises formelles / informelles	64
Figure 44 : Besoin de formation pour les entreprises formelles / informelles.....	65
Figure 45 : Importations / exportations pour les entreprises formelles / informelles	66
Figure 46 : Fréquence d'usage des TIC pour les entreprises formelles / informelles.....	66
Figure 47 : Connaissance des réformes pour les entreprises formelles / informelles	68
Figure 48 : Connaissance des centres de facilitations de création d'entreprises et des CGA (Uniquement pour les entreprises localisées à Douala ou Yaoundé) pour les entreprises formelles / informelles	69
Figure 49 : Répartition des principaux sous-secteurs d'activité en fonction des entreprises économiquement solides / faibles	75
Figure 50 : Niveau de scolarisation en fonction des entreprises économiquement solides / faibles	76
Figure 51 : Mode de financement des entreprises économiquement solides / faibles	76
Figure 52 : Besoin de formation pour les entreprises économiquement solides / faibles	77
Figure 53 : Affiliation à une ou plusieurs organisation(s) ou association(s) professionnelle(s) en fonction des entreprises économiquement solides / faibles.....	78
Figure 54 : Importations / exportations en fonction des entreprises économiquement solides / faibles	78
Figure 55 : Fréquence d'usage de la TIC pour les entreprises économiquement solides / faibles.....	78
Figure 56 : Taux de valeurs manquantes pour les variables discrètes pour la base de données employeurs.....	99
Figure 57 : Taux de valeurs manquantes pour les variables discrètes pour la base de données travailleurs	103
Figure 58 : Distribution de l'âge des répondants pour les employeurs (S0Q03).....	105
Figure 59 : Distribution de l'expérience professionnelle des répondants pour les employeurs (S0Q04).....	106
Figure 60 : Distribution de l'âge de l'entreprise pour les employeurs (S0Q16)	106
Figure 61 : Distribution de l'âge des répondants pour les travailleurs (S0Q03).....	107

Figure 62 : Distribution de l'expérience des répondants pour les travailleurs (SOQ04).....	107
Figure 63 : Taux de réponse « Ne sait pas » en fonction de la taille des entreprises	108
Figure 64 : Taux de réponse « Ne sait pas » dans la base de données employeurs.....	108
Figure 71 : Qualité globale de l'ensemble des infrastructures par secteur d'activité.....	112
Figure 72 : Qualité des infrastructures des transports par secteur d'activité	113
Figure 73 : Qualité des infrastructures d'électricité par secteur d'activité.....	113
Figure 74 : Qualité des infrastructures de l'eau et l'assainissement par secteur d'activité.....	113
Figure 75 : Développement des infrastructures relatives aux TIC par secteur d'activité	114
Figure 76 : Les investissements et les dépenses publiques favorisent-ils le développement de l'entreprise? Par secteur d'activité.....	114
Figure 77 : Qualité globale de l'ensemble des infrastructures par ville.....	114
Figure 78 : Qualité des infrastructures des transports par ville	115
Figure 79 : Qualité des infrastructures d'électricité par ville.....	115
Figure 80 : Qualité des infrastructures de l'eau et l'assainissement par ville.....	115
Figure 81 : Développement des infrastructures relatives aux TIC par ville	116
Figure 82 : Les investissements et les dépenses publiques favorisent-ils le développement de l'entreprise? Par ville.....	116
Figure 87 : Le système de protection sociale est-il bien développé au Cameroun? Par secteur d'activité.....	117
Figure 88 : Opinion sur les améliorations du système de protection sociale en fonction du secteur d'activité.....	117
Figure 89 : La sécurité au travail est-elle garantie par les entreprises camerounaises? Par secteur d'activité.....	117
Figure 90 : Les cotisations sociales versées à la sécurité sociale gênent-elles le développement de votre entreprise? Par secteur d'activité	118
Figure 91 : Le système de protection sociale est-il bien développé au Cameroun? Par ville	118
Figure 92 : La sécurité au travail est-elle garantie par les entreprises camerounaises? Par ville.....	118
Figure 93 : Les cotisations sociales versées à la sécurité sociale gênent-elles le développement de votre entreprise? Par ville	118
Figure 94 : Comment sont les lois camerounaises relatives à l'utilisation des TIC? Par taille d'entreprise	119
Figure 95 : Comment sont les lois camerounaises relatives à l'utilisation des TIC? Par secteur d'activité.....	119
Figure 96 : Comment sont les lois camerounaises relatives à l'utilisation des TIC? Par ville	119
Figure 97 : Connaissance des centres de facilitation de création d'entreprises et des CGA (Uniquement pour les entreprises localisées à Douala ou Yaoundé).....	120
Figure 98 : Connaissance des réformes par taille d'entreprise	120
Figure 99 : Le dialogue social est-il essentiel pour obtenir des résultats mutuellement bénéfiques aux travailleurs et employeurs? Par taille d'entreprise.....	121
Figure 100: En pratique, le droit syndical des employés est-il respecté? Par taille d'entreprise.....	121
Figure 101: Les négociations collectives entre employeurs et employés sont-elles encouragées par le Gouvernement? Par taille d'entreprise.....	121
Figure 102: Les institutions sont-elles efficaces pour régler les conflits employeurs-employés? Par taille d'entreprise	122
Figure 103: Connaissance des réformes en fonction du secteur d'activité	122
Figure 104: Le dialogue social est-il essentiel pour obtenir des résultats mutuellement bénéfiques aux travailleurs et employeurs? Par secteur d'activité	123
Figure 105 : En pratique, le droit syndical des employés est-il respecté? Par secteur d'activité.....	123
Figure 106: Les négociations collectives entre employeurs et employés sont-elles encouragées par le Gouvernement? Par secteur d'activité	123
Figure 107: Les institutions sont-elles efficaces pour régler les conflits employeurs-employés? Par secteur d'activité.....	123
Figure 108: Le dialogue social est-il essentiel pour obtenir des résultats mutuellement bénéfiques aux travailleurs et employeurs? Par ville	124
Figure 109: En pratique, le droit syndical des employés est-il respecté? Par ville	124
Figure 110: Les négociations collectives entre employeurs et employés sont-elles encouragées par le Gouvernement? Par ville.....	124
Figure 111: Les institutions sont-elles efficaces pour régler les conflits employeurs-employés? Par ville.....	124
Figure 112: Le droit du travail est-il connu et respecté par les entreprises? Par taille d'entreprise.....	125
Figure 114: L'administration judiciaire est-elle efficace pour régler des litiges commerciaux? Par taille d'entreprise.....	125
Figure 115: Le droit du travail est-il connu et respecté par les entreprises? Par secteur d'activité	125
Figure 116: Les droits de propriété physique sont-ils bien définis et protégés? Par secteur d'activité	126
Figure 117: L'administration judiciaire est-elle efficace pour régler des litiges commerciaux? Par secteur d'activité	126
Figure 118: Le droit du travail est-il connu et respecté par les entreprises? Par ville.....	126
Figure 119: Les droits de propriété physique sont-ils bien définis et protégés? Par ville.....	126
Figure 120: L'administration judiciaire est-elle efficace pour régler des litiges commerciaux? Par ville.....	127
Figure 122: Le Gouvernement est-il efficace pour lutter contre la corruption? Par taille d'entreprise	127
Figure 123: La capacité de la police à protéger les entreprises du comportement criminel est-elle efficace? Par secteur d'activité.....	127
Figure 124: Le Gouvernement est-il efficace pour lutter contre la corruption? Par secteur d'activité.....	128
Figure 125: La capacité de la police à protéger les entreprises du comportement criminel est-elle efficace? Par ville.....	128
Figure 126: Le Gouvernement est-il efficace pour lutter contre la corruption? Par ville	128
Figure 127: Pensez-vous que les travailleurs ont les qualifications recherchées par les entreprises camerounaises? Par taille d'entreprise	129
Figure 130: Pensez-vous que les travailleurs ont les qualifications recherchées par les entreprises camerounaises? Par secteur d'activité.....	129
Figure 131: Besoin de formation par secteur d'activité.....	130
Figure 132: Quelle position adopte votre entreprise concernant la formation de son personnel? Par secteur d'activité.....	130
Figure 133: Pensez-vous que les travailleurs ont les qualifications recherchées par les entreprises camerounaises? Par ville	131
Figure 134: Besoin de formation par ville	131
Figure 135: Quelle position adopte votre entreprise concernant la formation de son personnel? Par ville	131
Figure 136: Les droits de l'homme sont-ils respectés au Cameroun? Par taille d'entreprise.....	132

Figure 138: Les droits de l'homme sont-ils respectés au Cameroun? Par secteur d'activité	132
Figure 139: Le Cameroun ayant signé la totalité des conventions internationales du travail, pensez-vous que les dispositions suivantes soient comprises et respectées par les entreprises nationales? Par secteur d'activité	133
Figure 140: Les droits de l'homme sont-ils respectés au Cameroun? Par ville	133
Figure 141: Le Cameroun ayant signé la totalité des conventions internationales du travail, pensez-vous que les dispositions suivantes soient comprises et respectées par les entreprises nationales? Par ville	134
Figure 142: Les hommes et les femmes disposent-ils des mêmes accès? Par taille d'entreprise	135
Figure 143: Existe-il des lois camerounaises soutenant l'égalité hommes-femmes sur les lieux de travail? Par taille d'entreprise ..	135
Figure 144: Les hommes et les femmes disposent-ils des mêmes accès? Par secteur d'activité.....	136
Figure 145: Existe-il des lois camerounaises soutenant l'égalité hommes-femmes sur les lieux de travail? Par secteur d'activité...	136
Figure 146: Les hommes et les femmes disposent-ils des mêmes accès? Par ville	137
Figure 147: Existe-il des lois camerounaises soutenant l'égalité hommes-femmes sur les lieux de travail? Par ville	137
Figure 148: Selon vous, quelles perceptions ont les jeunes de l'entrepreneuriat? Par taille d'entreprise	137
Figure 149: Selon vous, quelles perceptions ont les jeunes de l'entrepreneuriat? Par secteur d'activité.....	138
Figure 150: Selon vous, quelles perceptions ont les jeunes de l'entrepreneuriat? Par ville	138
Figure 151: Votre entreprise fait-elle face à ces problèmes? Par taille d'entreprise	139
Figure 153: Votre entreprise fait-elle face à ces problèmes ? Par secteur d'activité	139
Figure 154: Au Cameroun, existe-il une législation adéquate et appliquée pour protéger l'environnement? Par secteur d'activité.	140
Figure 155: Votre entreprise fait-elle face à ces problèmes ? Par ville.....	140
Figure 156: Au Cameroun, existe-il une législation adéquate et appliquée pour protéger l'environnement? Par ville	140

Liste des tableaux

Tableau 1 : Nombre d'entreprises au Cameroun en fonction de leur taille et de leur secteur d'activité (source : INS/RGE 2009) ...	11
Tableau 2 : Employeurs répondants en fonction de la taille et du secteur d'activité.....	12
Tableau 3 : Employeurs répondants en fonction de la taille et de la région	13
Tableau 4 : Questions utilisées pour étudier l'environnement des affaires	21
Tableau 5 : Récapitulatif des contraintes majeures sur les entreprises camerounaises	30
Tableau 6: Test de Kruskal-Wallis	36
Tableau 7 : Test de Kruskal Wallis sur les délestages et coupures d'électricité	36
Tableau 8 : Test de Kruskal Wallis sur les tracasseries administratives	39
Tableau 9 : Test de Kruskal Wallis sur la criminalité, l'insécurité.....	42
Tableau 10 : Test de Kruskal Wallis sur le dysfonctionnement du système judiciaire.....	42
Tableau 11 : Test de Kruskal Wallis sur l'accès au financement.....	45
Tableau 12 : Test de Kruskal Wallis sur la fiscalité directe et indirecte	46
Tableau 13 : Test de Kruskal Wallis sur la corruption.....	48
Tableau 14 : Test de Kruskal Wallis sur la conformité de l'enseignement par rapport aux besoins des entreprises	48
Tableau 15 : Test de Kruskal Wallis sur la réglementation et tarifs douaniers	50
Tableau 16 : Test de Kruskal Wallis sur la difficulté d'accès à la propriété.....	52
Tableau 17 : Test de Kruskal Wallis sur la mauvaise gouvernance des opérateurs du secteur privé.....	52
Tableau 18 : Test de Kruskal Wallis sur les problèmes environnementaux	53
Tableau 19 : Test de Kruskal Wallis sur la sécurité sociale.....	54
Tableau 20 : Test de Kruskal Wallis sur la législation sur le travail.....	56
Tableau 21 : Test de Kruskal Wallis sur les entreprises du secteur informel	67
Tableau 22: Modèle logit.....	71
Tableau 23 : Modèle logit sur les entreprises du secteur informel	71
Tableau 24 : Test de Kruskal Wallis sur les entreprises économiquement solides.....	79
Tableau 25 : Régression logistique sur les entreprises économiquement solides / faibles.....	82
Tableau 26 : Travailleurs en fonction de la taille et du secteur d'activité.....	98
Tableau 27 : Taux de valeurs manquantes pour les variables continues pour la base de données employeurs	99
Tableau 28 : Taux de valeurs manquantes pour les variables discrètes pour la base de données employeurs	99
Tableau 29 : Taux de valeurs manquantes pour les variables continues pour la base de données travailleurs	102
Tableau 30 : Taux de valeurs manquantes pour les variables discrètes pour la base de données travailleurs	103
Tableau 31 : Indicateurs statistiques pour les variables continues pour la base de données employeurs.....	105
Tableau 32: Taux de réponse « Ne sait pas » sur les variables discrètes pour la base de données employeurs.....	109
Tableau 33 : Cohérences testées pour la base de données employeurs	110
Tableau 34 : Résultats des tests de cohérence pour la base de données employeurs	110
Tableau 35 : Tests de cohérences pour la base de données travailleurs	111
Tableau 36 : Résultats des liens de cohérence pour la base de données travailleurs	111
Tableau 37 : Répartition du secteur d'activité par taille d'entreprise	111
Tableau 38 : Répartition du secteur d'activité par entreprises formelles / informelles	111
Tableau 39 : Répartition du secteur d'activité par entreprises économiquement solides / faibles.....	112

Glossaire

BCS	Business Climate Survey
BIT	Bureau International du Travail
CGA	Centre de Gestion Agréé
CGR	Competitiveness Global Report
EMF	Etablissement de Micro Finance
GE	Grande Entreprise
INS	Institut National de la Statistique
IRPP	Impôt sur le Revenu des Personnes Physiques
IS	Impôt sur les Sociétés
ME	Moyenne entreprise
PE	Petite entreprise
OHADA	Organisation pour l'Harmonisation en Afrique du Droit des Affaires
RGE	Recensement Général des Entreprises
TIC	Technologies de l'Information et de la Communication
TPE	Très petite entreprise
TVA	Taxe sur les valeurs ajoutées
WEF	World Economic Forum

Partie 1:

Introduction

1. Introduction

Aujourd'hui sur une pente ascendante, le Cameroun s'est fixé des objectifs ambitieux. Dans sa « stratégie 2035 », le pays déclare vouloir devenir un acteur émergent dans une vingtaine d'années. Pour ce faire, le pays s'est doté d'objectifs à l'horizon 2020, désireux notamment d'améliorer son taux de croissance mais aussi son taux de sous-emploi et son taux de pauvreté.

Bien que la plupart de ses indicateurs économiques soient au vert, le Cameroun a enregistré un retard par rapport aux objectifs évoqués. A titre d'exemple, le taux de croissance du pays de 4,4% en 2012 était en deça de l'objectif fixé pour la période 2010-2020 : 5,5% en moyenne annuelle. Ces objectifs seront difficiles à concrétiser sans une amélioration du climat des affaires dans le pays. Ceci constitue une condition indispensable à la croissance et à l'amélioration des divers indicateurs économiques mais aussi sociaux.

Ce rapport met en évidence les obstacles à considérer afin d'améliorer l'environnement économique camerounais. Il fait suite à une enquête menée auprès de 501 entreprises camerounaises, à la fois formelles et informelles, par le Bureau international du travail (BIT). Soigneusement choisies en fonction de leur taille, de leur secteur d'activité ainsi que de leur localisation au sein du pays, l'échantillon des entreprises sondées se veut le plus représentatif possible du paysage économique national. L'élaboration de l'enquête a été assurée par le BIT afin de permettre la mise en évidence des contraintes rencontrées par les entreprises. Les données récoltées ont ensuite été analysées à l'aide des statistiques descriptives pour réaliser un état des lieux du climat des affaires dans le pays. Des modélisations économétriques ont également été utilisées notamment pour mettre en avant les facteurs conduisant les entreprises à l'informalité ou à la viabilité économique.

L'enquête a abordé l'impact de contraintes d'ordre politique, économique, social et environnemental sur l'état de santé des entreprises. La perception des entrepreneurs constitue une première base solide de diagnostic du climat des affaires camerounais.

Les résultats de l'enquête ont mis en évidence plusieurs contraintes pointées par les entrepreneurs comme empêchant le bon déroulement de leur activité et la fructification de leurs affaires. Par le biais de techniques statistiques avancées, les caractéristiques des entreprises les plus affectées par les contraintes ciblées ont été identifiées. Ce faisant les relations entre contraintes sont apparues.

Enfin, le secteur informel et les entreprises considérées comme économiquement solides ont fait l'objet d'une étude approfondie. Après avoir clairement défini les critères permettant de délimiter ces deux types d'entreprise, une étude des caractéristiques des entreprises concernées a été menée. Les facteurs conduisant à l'informalité d'une part et à la solidité économique d'autre part ont été mis en avant par des analyses statistiques afin de mieux les appréhender.

Les différents résultats obtenus fournissent un diagnostic de l'environnement des affaires camerounais. Ce diagnostic pourra servir de base pour orienter des propositions de réformes de l'environnement des affaires.

Ce rapport s'appuie sur la perception et le témoignage des entrepreneurs locaux. Le rapport a pour objectif d'apporter une vision de la réalité des entrepreneurs afin de mieux cerner les axes d'interventions prioritaires pour améliorer leur environnement.

Partie 2:

Contexte et objectifs

2. Contexte et objectifs

En 2012/2013, le Bureau international du travail a préparé une évaluation de l'environnement des affaires pour le développement des entreprises au Cameroun. Dans le contexte de cet exercice, le BIT et ses partenaires camerounais ont organisé une enquête auprès des entreprises. L'enquête a été menée sur un échantillon de 501 entreprises en tenant compte de la répartition selon la taille, les secteurs d'activités et la localisation géographique des entreprises au Cameroun. Les données de l'enquête offrent une base d'information qui complète l'exercice de l'évaluation de l'environnement des affaires au Cameroun entrepris en parallèle par le BIT. Ces deux exercices serviront d'argumentaire pour des propositions de réforme.

Créer un environnement propice à l'entrepreneuriat et à l'investissement est un défi pour tout gouvernement car cela représente une des clés de la croissance, de l'emploi et d'un développement économique durable.

L'amélioration du climat des affaires constitue l'une des priorités du BIT. En effet, dans le cadre de l'Agenda global pour l'emploi, de l'Agenda du travail décent et de l'atteinte des objectifs de développement du Millénaire, la création d'entreprises durables, y compris l'auto-emploi, représente un moyen efficace de réduction de la pauvreté dans le monde et particulièrement en Afrique. Grâce aux opportunités d'emplois décents qu'elle peut offrir aux jeunes, la promotion des entreprises durables en général et des entreprises de jeunes en particulier, est une réponse à la lutte contre le chômage des jeunes.

La notion de durabilité de l'entreprise regroupe des éléments de l'environnement politique, économique, social et environnemental. Ces quatre dimensions ont été prises en compte dans l'enquête menée par le BIT.

L'étude s'inscrit dans le cadre d'une série d'évaluations de l'environnement de l'entreprise durable réalisées par le BIT. Les résultats permettront d'engager un dialogue avec des mandants du BIT afin de convenir des axes d'interventions futures.

L'objectif de cette étude est de développer des analyses statistiques approfondies des données de l'enquête sur les entreprises. En particulier, l'étude:

- ▶ identifie les questions clés et contraintes auxquelles les entreprises camerounaises sont confrontées
- ▶ établit pour chacune des contraintes le profil des entreprises affectées
- ▶ identifie les facteurs favorisant les entreprises informelles
- ▶ identifie les facteurs permettant l'émergence d'entreprises économiquement solides.

Le rapport s'articule de la façon suivante :

- ▶ Présentation des entreprises ayant participé à l'étude
- ▶ Description de l'environnement des affaires au Cameroun
- ▶ Caractéristiques des entreprises contraintes
- ▶ L'étude du secteur informel
- ▶ L'étude des entreprises économiquement solides.

Partie 3:

Entreprises ayant participé à l'étude

3. Entreprises ayant participé à l'étude

Cette section présente les caractéristiques des entreprises ayant participé à l'étude.

3.1 Typologie des entreprises

Cette étude considère cinq catégories d'entreprises :

- ▶ Les grandes entreprises¹ (GE), elles emploient plus de 100 personnes et réalisent plus d'un milliard de FCFA de chiffre d'affaires.
- ▶ Les moyennes entreprises² (ME), elles emploient entre 21 et 100 personnes et réalisent un chiffre d'affaires compris entre 15 et 100 millions FCFA.
- ▶ Les très petites entreprises (TPE) et les petites entreprises (PE). Les TPE³ emploient au plus 5 personnes et réalisent un chiffre d'affaires strictement inférieur à 15 millions FCFA. Les PE⁴ emploient entre 6 et 20 personnes et réalisent un chiffre d'affaires compris entre 15 et 100 millions FCFA.
- ▶ Les entreprises du secteur informel⁵, elles n'ont pas de comptabilité ou pas de numéro de contribuable.
- ▶ Les entreprises économiquement solides, elles ont plus de cinq ans d'existence, un chiffre d'affaires supérieur à 100 millions FCFA et une non-décroissance forte du chiffre d'affaires ces 3 dernières années.

3.2 Un échantillon représentatif des moyennes et grandes entreprises

Le Tableau 1 donne les répartitions des entreprises camerounaises en fonction de leur taille et de leur secteur d'activité d'après le Recensement Général des Entreprises 2009 (RGE).

Tableau 1 : Nombre d'entreprises au Cameroun en fonction de leur taille et de leur secteur d'activité (source : INS/RGE 2009)

Secteur	Sous-secteur	GE	ME	PE	TPE	Total
Primaire	Agriculture	16	34	24	71	145
	Elevage	1	7	4	74	86
	Sylviculture	28	9	2	8	47
	Pêche et pisciculture	0	0	2	4	6
	Sous total	45	50	32	157	284
Secondaire	Extraction	9	5	5	6	25
	Industrie alimentaire	64	154	112	365	695
	Autres industries manufacturières	128	367	490	9 242	10 227
	Electricité eau et gaz	28	13	9	24	74
	Construction	31	176	177	280	664
Sous total	260	715	793	9 917	11 685	
Secteur	Sous secteur	GE	ME	PE	TPE	Total

¹ Définition de l'Institut National de la Statistique (INS)

² Idem.

³ Idem.

⁴ Idem.

⁵ Définition de l'Organisation pour l'Harmonisation en Afrique du Droit des Affaires (OHADA)

Secteur	Sous-secteur	GE	ME	PE	TPE	Total
Tertiaire	Commerce	184	1141	8 675	36 788	46 788
	Transport	60	251	92	115	518
	Banque et assurance	49	306	121	120	596
	Autres services	121	2022	6 092	18 728	26 963
	Sous total	414	3720	14 980	55 751	74 865
Non-déclaré		3	14	1 132	161	1 310
	Total	722	4 499	16 937	65 986	88 144

Le Tableau 2 représente le nombre d'entreprises ayant participé à l'étude en fonction de leur taille et leur secteur d'activité.

Tableau 2 : Employeurs répondants en fonction de la taille et du secteur d'activité

Secteur	Sous-secteur	GE	ME	PE & TPE	Total
Primaire	Agriculture et sylviculture	4	3	0	7
	Elevage	1	1	0	2
	Pêche et pisciculture	2	1	0	3
	Sous total	7	5	0	12
Secondaire	Extraction	1	1	0	2
	Industrie alimentaire	18	9	9	36
	Autres industries manufacturières	17	11	12	40
	Electricité eau et gaz	5	1	2	8
	Construction	8	14	1	23
	Sous total	49	36	24	109
Tertiaire	Commerce	40	43	66	149
	Transport	16	5	0	21
	Banque et assurance	12	11	0	23
	Autres services	36	83	60	179
	Sous total	104	142	126	372
Non-déclaré		0	4	4	8
	Total	160	187	154	501
Secteur informel		6	11	72	89
Entreprises économiquement solides		108	61	0	169

La comparaison des Tableaux 1 et 2 montre que les grandes et moyennes entreprises sont bien représentées dans l'échantillon. Ce choix est justifié par le fait que celles-ci apparaissent les mieux placées pour fournir une appréciation objective des 17 critères d'évaluation de l'environnement favorable au développement des entreprises durables. Les PE, TPE et entreprises du secteur primaire ne sont quant à elles pas statistiquement représentatives. Les résultats sur ces derniers groupes d'entreprises resteront donc illustratifs et ne peuvent être considérés comme statistiquement robustes.

3.3 La couverture géographique de l'enquête

La couverture géographique de l'enquête (Douala, Yaoundé ainsi que les villes du Nord, du Nord-ouest, de l'Ouest et du Sud-ouest) prend en compte plus de 82% des entreprises du pays. Le tableau ci-dessous représente le nombre d'entreprises ayant répondu en fonction de leur taille et de leur localisation géographique. Les villes de Douala et Yaoundé sont fortement représentées. Cela est en adéquation avec la forte concentration des entreprises dans ces deux villes.

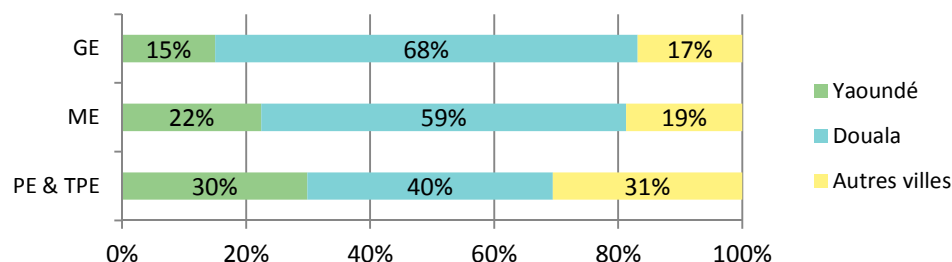
Tableau 3 : Employeurs répondants en fonction de la taille et de la région

Région / Ville	GE	ME	PE & TPE	Total	Entreprises économiquement solides	Entreprises informelles
Douala	109	110	61	280	115	35
Yaoundé	24	42	46	112	32	24
Nord	5	10	6	21	4	1
Nord-ouest	12	7	13	32	10	9
Ouest	10	12	16	38	7	11
Sud-ouest	0	6	12	18	1	9
Total	160	187	154	501	169	89

Les entretiens ont principalement eu lieu dans les villes de Douala et Yaoundé. Pour avoir des statistiques qui se basent sur un nombre suffisant de données, les entreprises ont été segmentées géographiquement en trois groupes : les entreprises de la ville de Douala, de Yaoundé et les autres villes (localisées dans les régions du Nord, Nord-ouest, Ouest et Sud-ouest).

La Figure 1 présente la localisation des entreprises selon leur taille. Les GE sont relativement plus implantées à Douala alors que les PE & TPE sont plus équitablement réparties entre les trois segments géographiques retenus.

Figure 1 : Répartition géographique des entreprises, par taille d'entreprise



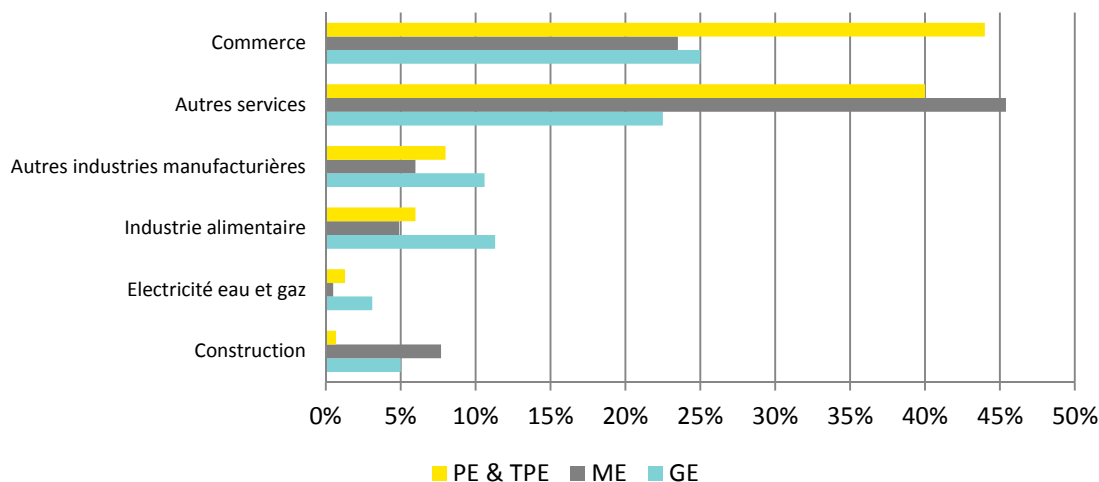
3.4 Caractéristiques des entreprises interrogées

Cette sous-section présente les principales caractéristiques des entreprises interrogées.

3.4.1 Principaux secteurs d'activité

La Figure 2 présente les taux de répartition des principaux secteurs d'activité en fonction de la taille de l'entreprise. La répartition complète se trouve en annexe (Tableau 37).

Figure 2 : Répartition des principaux secteurs d'activité en fonction de la taille d'entreprise

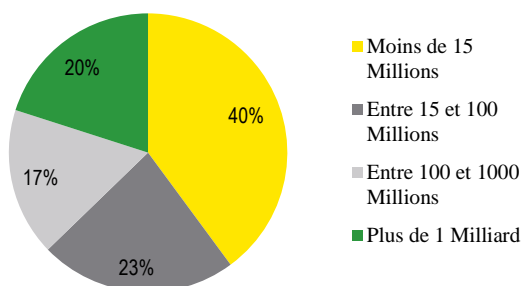


La Figure 2 montre que les PE et TPE sont plus nombreuses que les ME et les GE à opérer dans le secteur tertiaire (commerce, autres services). Le secteur tertiaire est propre aux PE et TPE (84%). Le secteur secondaire (autres industries manufacturières, industries alimentaires, électricité eau et gaz et construction) est propre aux GE (30%) et dans une moindre mesure aux ME (20%).

3.4.2 Le chiffre d'affaires des entreprises et son évolution

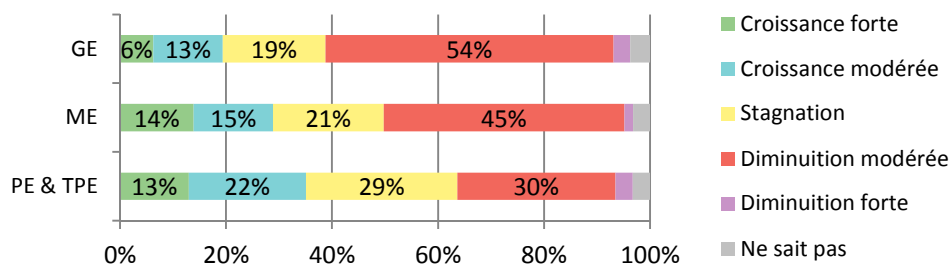
La Figure 3 présente la répartition du chiffre d'affaires des entreprises sondées.

Figure 3 : Répartition des chiffres d'affaires en 2011 des entreprises interrogées



La Figure 4 présente l'évolution du chiffre d'affaires des entreprises sur les trois dernières années en fonction de leur taille. La taille de l'entreprise est négativement corrélée avec l'évolution du chiffre d'affaires sur les trois dernières années. Les PE et TPE sont relativement nombreuses à avoir enregistré une croissance de leur chiffre d'affaires sur ces trois dernières années. A l'inverse, une majorité des GE (58%) a connu une diminution modérée de son chiffre d'affaires.

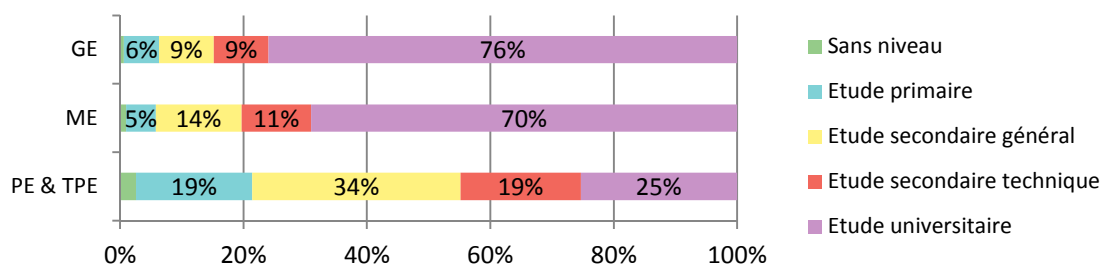
Figure 4 : Sur les 3 dernières années, comment a évolué votre Chiffre d'affaire? Par taille d'entreprise



3.4.3 Niveau de scolarisation des entrepreneurs

La Figure 5 présente le niveau de scolarisation des entrepreneurs selon la taille de l'entreprise. L'analyse de la figure montre que la très grande majorité des gérants d'entreprises possèdent au moins un niveau d'étude secondaire (général ou technique). Les gérants de GE et de ME interrogés ont, pour la plupart, un niveau d'étude universitaire (respectivement 76% et 70%). Pour les PE et TPE interrogées, plus de 20% des entrepreneurs n'ont pas effectué d'études ou ont un niveau d'étude primaire.

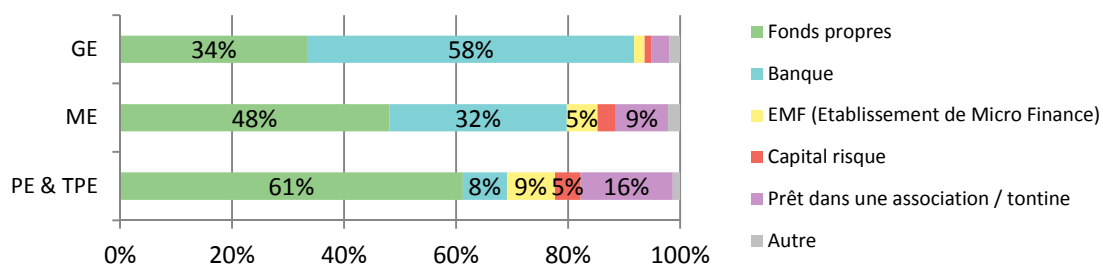
Figure 5 : Niveau de scolarisation des entrepreneurs par taille d'entreprise



3.4.4 Principal mode de financement

La Figure 6 présente le mode de financement principal selon la taille de l'entreprise. Les entreprises de petite taille se financent en majorité par fonds propres. Elles n'ont souvent pas les garanties nécessaires pour l'obtention d'un prêt auprès d'une banque. Plus une entreprise est grande, plus elle a tendance à se financer auprès des banques. Les PE et TPE ont par ailleurs davantage recours que les GE ou les ME à des sources de financement alternatives : EMF, associations ou tontines.

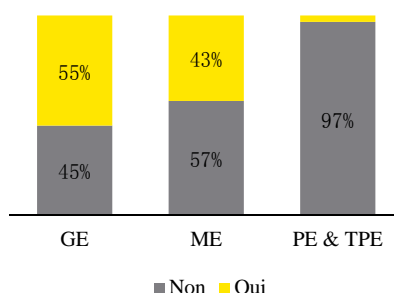
Figure 6 : Mode de financement principal par taille d'entreprise



3.4.5 Affiliation à des organisations ou des associations

La Figure 7 représente la proportion des entrepreneurs affiliés à des organisations ou des associations en fonction de la taille de l'entreprise. L'analyse révèle que la taille de l'entreprise est positivement corrélée à l'affiliation à une organisation ou association professionnelle. Ainsi les GE sont 55% à être affiliées à une ou plusieurs organisation(s) ou association(s) professionnelle(s) contre 43% pour les ME et seulement 3% pour les PE et TPE.

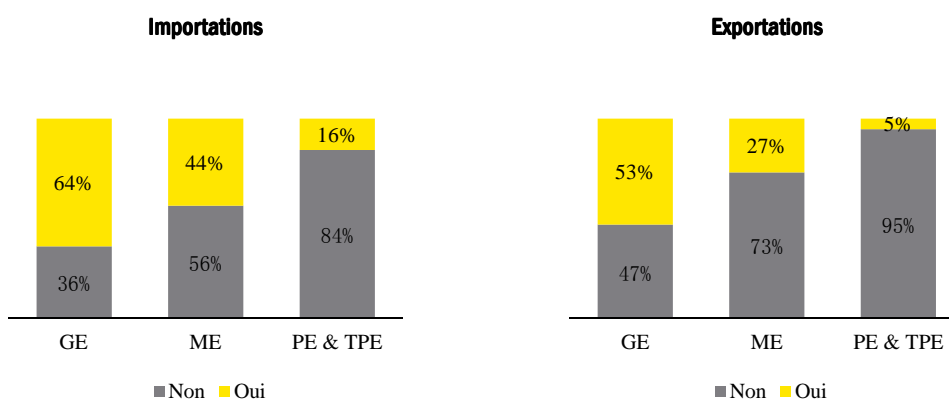
Figure 7 : Affiliation à une ou plusieurs organisation(s) ou association(s) professionnelle(s) par taille d'entreprise



3.4.6 Participation des entreprises aux activités du commerce extérieur

La Figure 8 présente les proportions d'entreprises interrogées ayant une activité d'import / export en fonction de la taille d'entreprise. Les entreprises de grande taille sont plus nombreuses à s'ouvrir au commerce international. Quelle que soit la taille de l'entreprise, la proportion d'entreprises important des biens et services est plus importante que la proportion d'entreprises exportant.

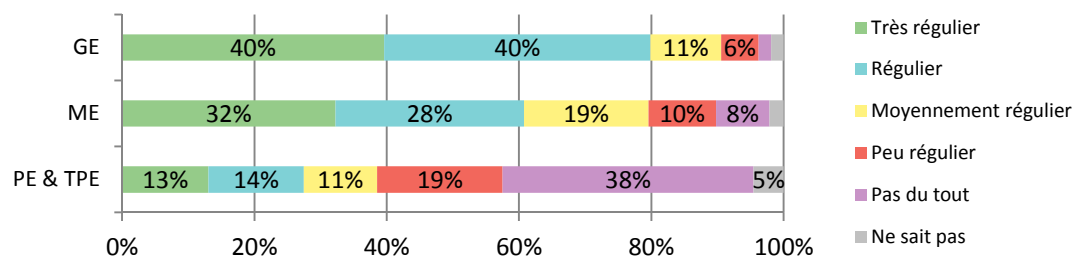
Figure 8 : Importations / exportations par taille d'entreprise



3.4.7 Usage des Technologies de l'information et de la Communication (TIC)

La Figure 9 présente la fréquence d'utilisation des TIC des entreprises interrogées selon la taille des entreprises. D'après cette figure l'usage régulier de TIC est positivement corrélée à la taille des entreprises. 80% des GE, 60% des ME et seulement 27% des PE et TPE utilisent régulièrement des TIC.

Figure 9 : Usage régulier des TIC de l'entreprise dans le cadre de son activité



3.5 En synthèse

L'analyse de l'échantillon des entreprises interrogées révèle que :

- ▶ Les données étudiées sont représentatives pour les GE et les ME.
- ▶ Plus de 80% des PE et TPE sont dans le secteur tertiaire, principalement le commerce et les autres services.
- ▶ Une majorité des GE ont connu une diminution de leur chiffre d'affaires ces trois dernières années alors que la plupart des PE et TPE ont enregistré une stagnation ou une augmentation de leur chiffre d'affaires.
- ▶ 20% des employeurs des PE et TPE interrogés ont un niveau d'étude primaire.
- ▶ Plus une entreprise est de grande taille, plus elle se finance auprès des banques. Inversement plus une entreprise est de petite taille, plus elle s'autofinance.
- ▶ Plus une entreprise est de grande taille, plus il est probable que l'entrepreneur appartienne à des organisations ou des affiliations professionnelles.
- ▶ Les entreprises de grande taille font un usage régulier des TIC.
- ▶ Les entreprises camerounaises sont plus nombreuses à importer qu'à exporter.

Partie 4:

Description de l'environnement des affaires

4. Description de l'environnement des affaires

Cette section examine les réponses des employeurs sur les contraintes affectant le développement de leur entreprise.

4.1 Méthodologie

Parmi les questions posées, les entrepreneurs ont été amenés à se prononcer sur l'importance de certaines contraintes sur l'activité de leur entreprise. Le tableau ci-dessous présente les contraintes et questions associées. La colonne « Id » représente l'identité de la question indiquée dans le questionnaire employeurs, situé en annexe.

Les contraintes présentées dans le Tableau 4 couvrent les différents thèmes associés à la notion d'entreprise durable – politique, économique et social et environnemental.

Tableau 4 : Questions utilisées pour étudier l'environnement des affaires

Thèmes	Critère	Questions associées	Id
Politique	Gêne de la corruption	La corruption gêne-t-elle les performances de votre entreprise ?	S1Q02
Politique	Influence négative de la législation sur le travail	Comment la législation actuelle du travail (code du travail) influence-t-elle votre entreprise ?	S1Q09
Economique	Coûts des marchandises (2 dernières années)	Au cours des 2 dernières années, votre entreprise a-t-elle souffert de la hausse des prix/ du coût des marchandises?	S2Q01b
Economique	Concurrence déloyale	Dans votre activité, souffrez-vous de concurrence déloyale (monopole, cartel)?	S2Q15
Social	Enseignement non conforme aux besoins des entreprises	Pensez-vous que l'enseignement professionnel soit conforme aux besoins des entreprises camerounaises ?	S3Q04
Social	Emigration des travailleurs qualifiés	Comment l'émigration des travailleurs qualifiés influence-elle le développement des entreprises?	S3Q07
Social	Etat de santé des travailleurs	L'état de santé des employés nuit-il aux activités de votre entreprise?	S3Q10
Economique	Difficulté d'accès au financement	Quel est l'impact de la difficulté d'accès au financement sur les activités de votre entreprise ?	S5Q01b
Economique	Délestages et coupures d'électricité	Quel est l'impact des délestages et coupures d'électricité sur les activités de votre entreprise ?	S5Q01c
Economique	Tracasseries administratives	Quel est l'impact des tracasseries administratives sur les activités de votre entreprise ?	S5Q01d
Economique	Mauvaise gouvernance des opérateurs du secteur privé	Quel est l'impact de la mauvaise gouvernance des opérateurs du secteur privé sur les activités de votre entreprise ?	S5Q01e
Politique	Criminalité, insécurité	Quel est l'impact de la criminalité et de l'insécurité sur les activités de votre entreprise ?	S5Q01f
Economique	Fiscalité directe et indirecte	Quel est l'impact de la fiscalité directe et indirecte sur les activités de votre entreprise?	S5Q01g
Economique	Réglementation et tarifs douaniers	Quel est l'impact de la réglementation et tarifs douaniers sur les activités de votre entreprise ?	S5Q01h
Economique	Difficulté d'accès à la propriété (mobilière et immobilière)	Quel est l'impact de la difficulté d'accès à la propriété (mobilière et immobilière) sur les activités de votre entreprise ?	S5Q01j
Economique	Dysfonctionnement du système judiciaire	Quel est l'impact du dysfonctionnement du système judiciaire sur les activités de votre entreprise ?	S5Q01k
Social	Sécurité sociale	Quel est l'impact de la sécurité sociale sur les activités de votre entreprise ?	S5Q01m
Environnement	Problèmes environnementaux	Quel est l'impact des problèmes environnementaux sur les activités de votre entreprise ?	S5Q01n

Dans leur réponse, les entreprises ont évalué les contraintes selon qu'elles avaient :

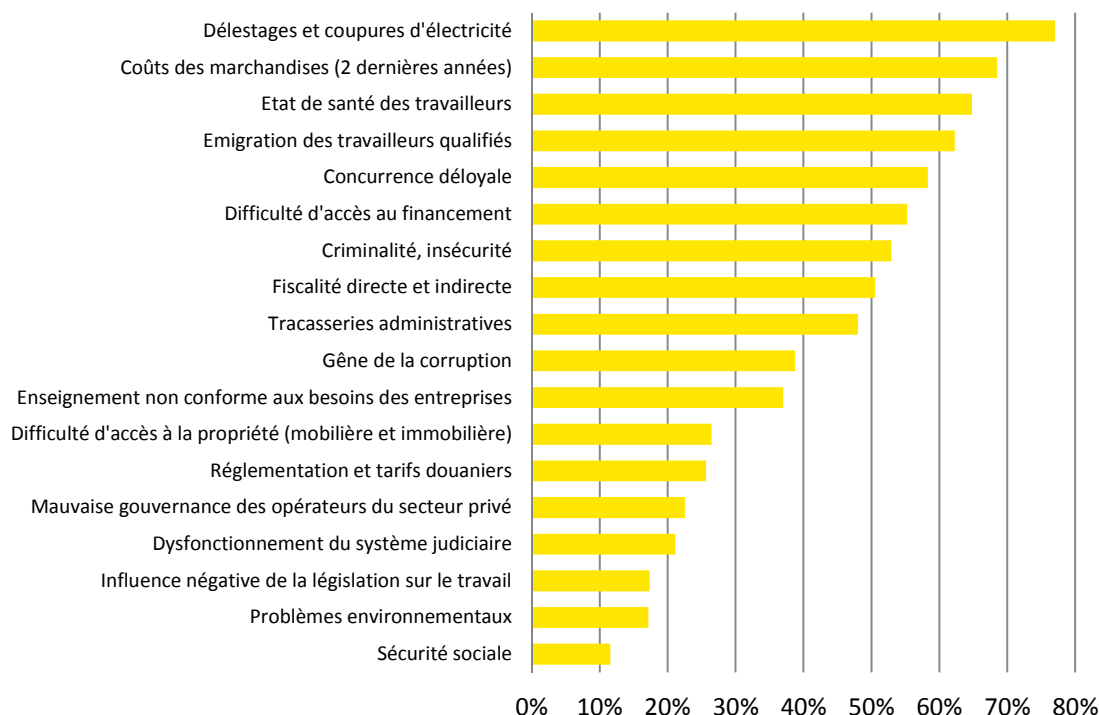
- ▶ un impact négatif très élevé sur le développement de l'entreprise
- ▶ un impact négatif élevé sur le développement de l'entreprise
- ▶ un impact négatif moyen sur le développement de l'entreprise
- ▶ un impact négatif limité sur le développement de l'entreprise
- ▶ aucun impact.

La somme des réponses « impact négatif très élevé » et « impact négatif élevé » a été choisie pour mesurer l'importance de chaque contrainte. Cet indicateur de l'amplitude d'une contrainte prend une valeur comprise entre 0 et 1. Plus la valeur de cet indicateur est élevée, plus une contrainte a des conséquences négatives importantes sur le développement des entreprises. Un taux de 100% associé à une contrainte indique que, pour toutes les entreprises, la contrainte représente une barrière importante pour leur développement.

4.2 Principales contraintes pesant sur l'environnement des affaires pour l'ensemble des entreprises

La Figure 10 présente les contraintes classées par ordre d'importance pour les entreprises camerounaises.

Figure 10 : Principales contraintes pesant sur l'ensemble des entreprises au global



Sur la base de l'enquête, les principales contraintes des entreprises sont les suivantes :⁶

- ▶ **Délestages et coupures d'électricité.** 77% des entreprises jugent que les délestages et coupures d'électricité ont un impact négatif pour leurs activités. Ce résultat est à nuancer car les délestages et coupures d'électricité sont des phénomènes saisonniers (fonction de la quantité d'eau dans les barrages). L'enquête a été menée lors d'un faible niveau d'eau dans les barrages et la conjoncture peut affecter l'importance de cette contrainte. Cependant, il n'en reste pas moins que les infrastructures sont un problème majeur au Cameroun. Le *Global Competitiveness Report 2012-2013* du World Economic Forum classe l'offre et la qualité des infrastructures comme la 3^{ème} contrainte au développement des affaires. Le *Business Climate Survey 2011* considère que l'indisponibilité de l'énergie électrique est un problème majeur (7^{ème} contrainte). Enfin, selon le *RGE 2009* menée par l'Institut National de la Statistique (INS), l'énergie et l'eau constituent un obstacle majeur à l'entrepreneuriat (9^{ème} contrainte).
- ▶ **Coût des marchandises (2 dernières années).** 68% des entreprises déclarent être négativement impactées par la hausse des coûts des marchandises.
- ▶ **Etat de santé.** 65% des entreprises considèrent que l'état de santé des employés nuit aux activités de leur entreprise.
- ▶ **Emigration des travailleurs qualifiés.** 62% des entreprises considèrent que l'émigration de travailleurs qualifiés dans les autres pays a un impact négatif sur les activités de leur entreprise. Ce résultat fait écho au résultat de l'enquête *BCS 2011* qui montre que le manque de personnel qualifié constitue un des problèmes majeurs des entreprises camerounaises (11^{ème} contrainte).
- ▶ **Concurrence déloyale.** 58% des entreprises estiment souffrir d'une concurrence déloyale. Le *BCS 2011* révèle également que la concurrence déloyale fait partie des problèmes majeurs relevés par les entreprises (5^{ème} contrainte). De la même façon ; le *RGE 2009* considère la concurrence déloyale comme un obstacle majeur à l'entrepreneuriat (5^{ème} contrainte).
- ▶ **Difficulté d'accès au financement.** Cette contrainte regroupe tout type d'accès au financement (bancaire, microfinance, boursier, etc.). 43% des entreprises affirment être impactées négativement par la difficulté d'accès au financement. L'étude *BCS 2011* indique que le manque de financement (taux d'intérêts élevés, difficultés d'accès au crédit, etc.) constitue le 2^{ème} problème majeur relevé par les entreprises camerounaises. Selon le *RGE 2009*, l'accès au crédit est un problème majeur puisqu'il arrive en 3^{ème} position.
- ▶ **Criminalité, insécurité.** 52% des entreprises se disent impactées par la criminalité et l'insécurité. L'étude *BCS 2011* montre que l'insécurité est un des quinze problèmes majeurs relevés par les entreprises (11^{ème} contrainte). Le *Global Competitiveness Report* révèle que la criminalité et les vols sont également un des problèmes majeurs pour l'environnement des affaires (11^{ème} contrainte).
- ▶ **Fiscalité directe et indirecte.** Cette contrainte couvre l'ensemble des impôts et taxes de la fiscalité camerounaise (l'impôt sur le revenu (IS), l'impôt sur le revenu des personnes physiques (IRPP), la patente, le centime additionnel, le mode de fiscalité, la taxe sur les

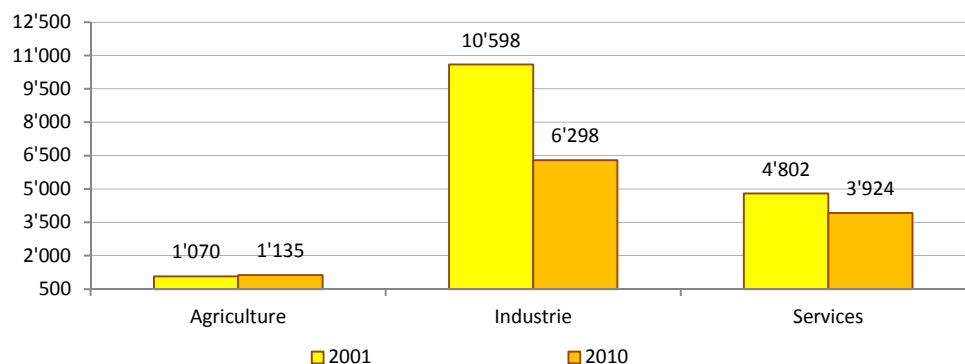
⁶ Les résultats de l'enquête et les taux de sondage ont permis de d'extrapoler les résultats de l'impact des contraintes à l'ensemble des entreprises camerounaises.

valeurs ajoutées (TVA), etc.). 50% des entreprises considèrent que la fiscalité directe et indirecte a un impact négatif sur leurs activités. L'étude *BCS 2011* montre que les pressions fiscales (taux d'imposition élevé, multiplicité des taxes, tracasseries fiscales, etc.) constituent la première contrainte relevée par les entreprises. Le *Global Competitiveness Report* montre que la fiscalité constitue la 5^{ème} contrainte. Selon le *RGE 2009*, la fiscalité est le principal obstacle à l'entrepreneuriat. L'étude *Doing Business 2011* classe la fiscalité camerounaise au 171^{ème} rang en terme d'attractivité.

- ▶ **Tracasseries administratives.** Cette contrainte inclut notamment la lenteur des procédures administratives, le manque de transparence dans les procédures. 48% des entreprises sont négativement impactées par les tracasseries administratives. L'étude *BCS 2011* montre que les tracasseries administratives représentent l'une des contraintes majeures des entreprises (4^{ème} contrainte). L'étude *Global Competitiveness Report 2012-2013* montre que les tracasseries administratives arrivent en 4^{ème} position. L'étude *RGE 2009* traite de formalités administratives, il s'agit d'un des principaux obstacles à l'entrepreneuriat (4^{ème} contrainte). L'étude *Doing Business 2012* ne traite pas des tracasseries administratives au global. Cependant, elle traite de sujets qui sont considérés comme des tracasseries administratives tels que les mécanismes d'exécution des contrats (174^{ème} rang sur 183 pays), l'enregistrement des propriétés (154^{ème} rang sur 183 pays) ou encore la création d'entreprise (128^{ème} rang sur 183).
- ▶ **Corruption.** 38% des entreprises considèrent que la corruption a un impact négatif élevé sur leur développement. Selon l'étude *BCS 2011* la corruption fait partie des principaux problèmes relevés par les entreprises, elle apparaît en 10^{ème} position. Le *Competitiveness Global Report 2012-2013* annonce que la corruption est la 1^{ère} contrainte pour les entreprises. L'étude *RGE 2009* révèle également que la corruption est un obstacle à l'entrepreneuriat, elle apparaît en 2^{ème} position.
- ▶ **Enseignement non conforme aux besoins des entreprises.** 37 % des entreprises jugent que l'éducation et la formation peuvent être améliorées en étant plus conformes aux besoins des entreprises. D'après l'étude *BCS 2011*, le « manque de personnel qualifié » est l'une des contraintes majeures relevées par les entreprises camerounaises (11^{ème} contrainte). Le *Global Competitiveness Report* traite également de cette contrainte, cette dernière apparaît en 10^{ème} position.

Les résultats de l'enquête sont généralement cohérents avec les résultats des études précédentes. Seule l'importance de certaines contraintes diffère. En outre, de nouvelles contraintes ont été évaluées comme l'état de santé des employés et l'émigration des travailleurs qualifiés. Ces dernières se révèlent être des barrières importantes au développement des entreprises. Si la dernière contrainte renvoie aux difficultés des entreprises camerounaises à trouver de la main d'œuvre qualifiée, l'état de santé peut être à rapprocher à la faible productivité des travailleurs camerounais, comme le montre la Figure 11.

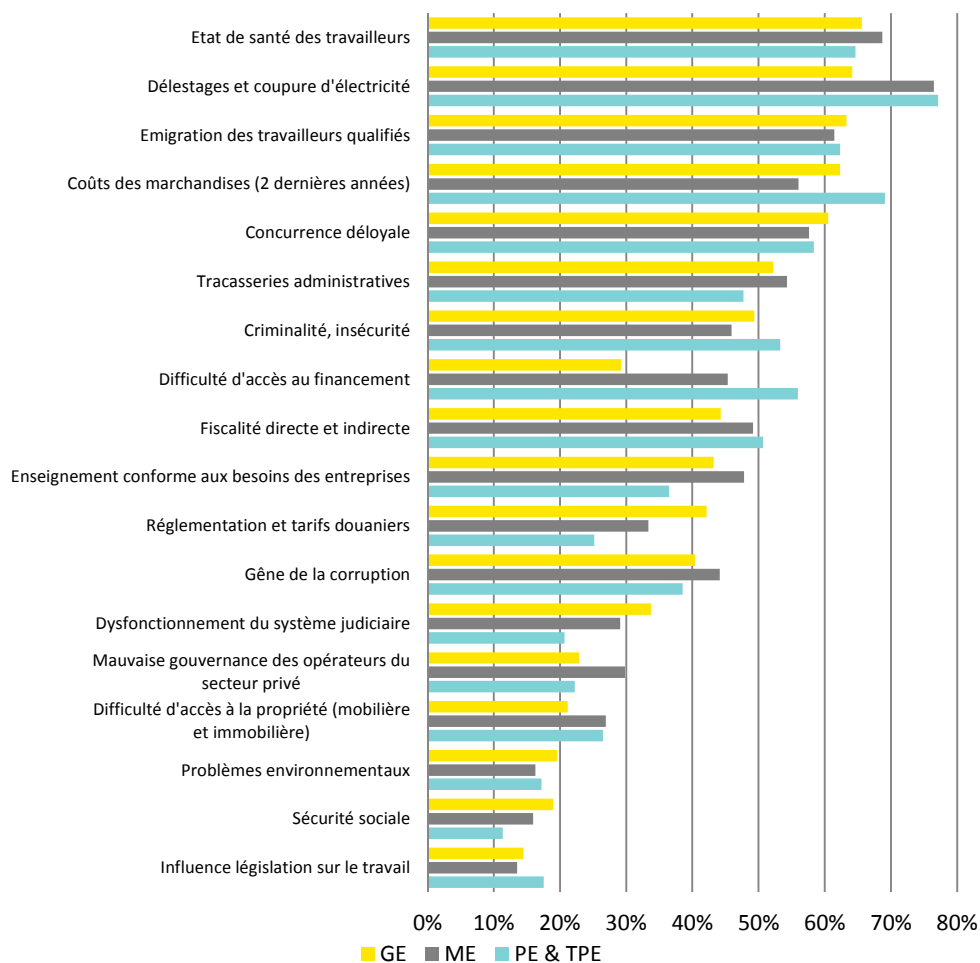
Figure 11 : Productivité du travail par secteur d'activité en 2001 et 2010. (1990 USD) Source: Conference Board Total Economy Database, janvier 2013



4.3 Contraintes pesant sur les entreprises en fonction de leur taille

La Figure 12 présente les contraintes pesant sur les entreprises en fonction de leur taille.

Figure 12 : Impact des contraintes en fonction de la taille de l'entreprise



L'analyse de la Figure 12 montre que :

- ▶ **L'état de santé des travailleurs.** La mauvaise santé des employés affecte une majorité des entreprises quelle que soit la taille considérée.
- ▶ **Délestages et coupures d'électricité.** Les GE interrogées sont moins nombreuses à être impactées par les délestages et coupures d'électricité (64%) que les petites (77%) et moyennes (76%) entreprises (PME). Pour les ME, PE et TPE, il s'agit d'ailleurs de la contrainte la plus importante. Les GE ont les moyens d'avoir des sources alternatives d'énergie comme les générateurs électriques.
- ▶ **Emigration des travailleurs qualifiés.** Quelle que soit la taille considérée, une majorité d'entreprises s'accorde pour dire qu'il s'agit d'une contrainte majeure. L'émigration des travailleurs qualifiés est donc un problème global qui a des impacts sur toutes les entreprises.
- ▶ **Coût des marchandises (2 dernières années).** La hausse des coûts des marchandises impacte plus les PE et TPE sondées (69%) que les GE (62%) et les ME (56%).
- ▶ **Concurrence déloyale.** La concurrence déloyale affecte approximativement, toutes les catégories d'entreprises dans la même proportion.
- ▶ **Tracasseries administratives.** Les PE et TPE sont légèrement moins affectées par cette contrainte mais il s'agit globalement d'un problème impactant les trois catégories d'entreprises.
- ▶ **Criminalité et insécurité.** Les PE et TPE sont les plus affectées par la criminalité et l'insécurité. Ces entreprises n'ont souvent pas les moyens d'acquérir des dispositifs de surveillance ou de protection contrairement aux GE.
- ▶ **Difficulté d'accès au financement.** L'analyse de la figure montre clairement une difficulté de financement auprès des banques pour les PE et TPE par rapport aux GE et dans une moindre mesure aux ME. Les petites entreprises sont des investissements plus risqués pour les banques.
- ▶ **Fiscalité directe et indirecte.** L'analyse de la figure montre que la taille de l'entreprise est négativement corrélée avec l'impact de la fiscalité. Plus une entreprise est petite, plus il est probable que la fiscalité ait un impact négatif.
- ▶ **Enseignement non conforme aux besoins des entreprises.** Cette contrainte affecte davantage les ME et les GE que les PE et TPE. En effet, les emplois dans les ME ou les GE requièrent davantage de compétences spécifiques.
- ▶ **Réglementation et tarifs douaniers.** Les résultats révèlent que les GE sont plus impactées par la réglementation et les tarifs douaniers (42%) que les ME (33%) et les PE et TPE (25%). Les GE sont relativement plus nombreuses à importer et exporter que les PE, comme indiqué sur la Figure 12.
- ▶ **Dysfonctionnement du système judiciaire.** Les résultats montrent que les entreprises de grande taille sont plus impactées par des tracasseries provenant du système judiciaire que les PME. Cela peut traduire une préférence du système judiciaire pour les PE et TPE.

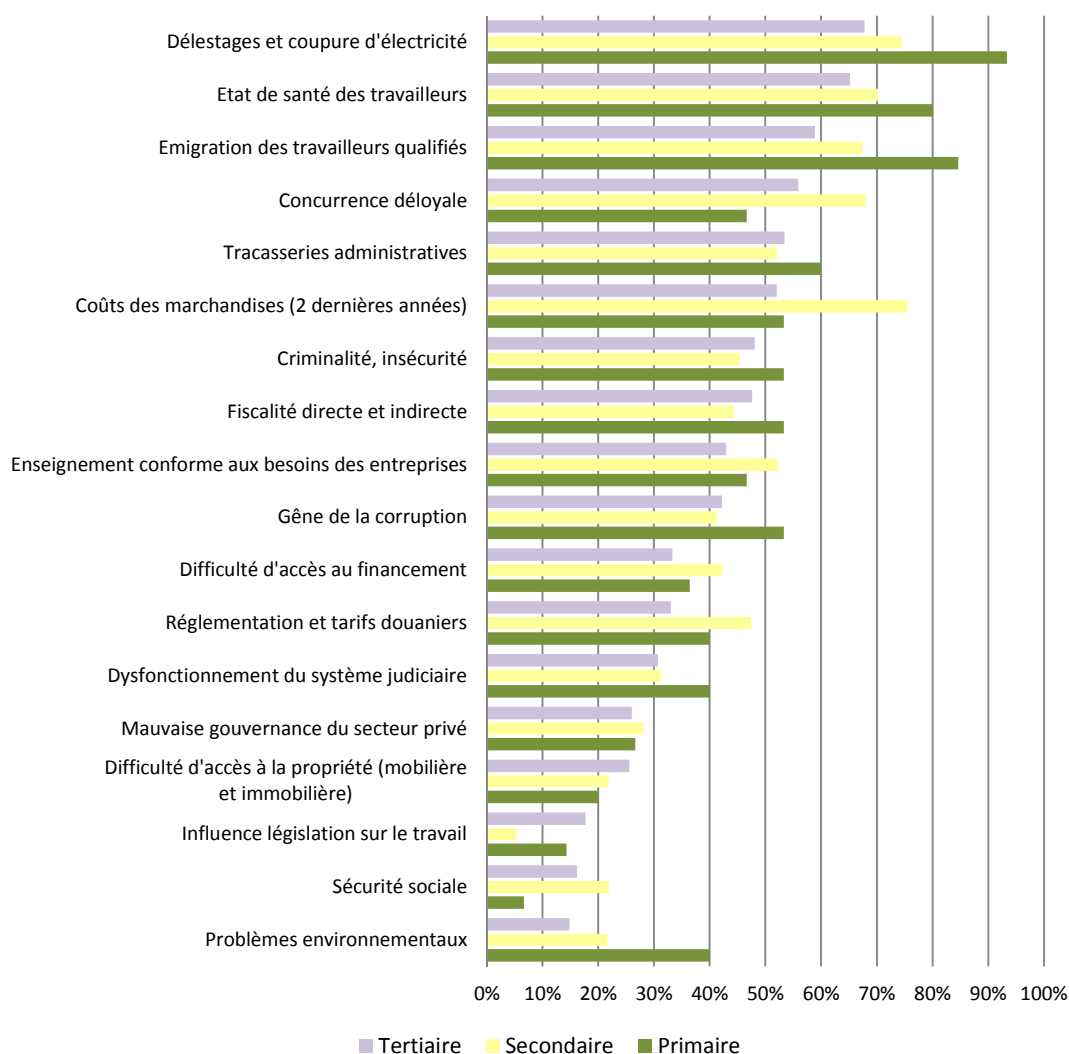
- **Gêne de la corruption.** Il n'y a pas de différence notable entre les GE, les ME et les PE et TPE. Il s'agit d'une contrainte ressentie par environ 40% des entreprises, quelle que soit la catégorie considérée.

4.4 Contraintes pesant sur les entreprises en fonction du secteur d'activité

La Figure 13 présente les contraintes sur les entreprises en fonction du secteur d'activité. Le Tableau 2 montre que les PE et TPE sont essentiellement dans le secteur tertiaire. Afin d'éviter une surreprésentation des PE & TPE dans le secteur tertiaire, toutes les analyses par secteur d'activité ne concernent que les grandes et moyennes entreprises.

Compte tenu du nombre d'entreprises très restreint dans le secteur primaire, l'amplitude des résultats est plus importante que dans les secteurs secondaire et tertiaire. En outre, ces résultats ne sont pas statistiquement robustes.

Figure 13 : Impact des contraintes sur les entreprises en fonction du secteur d'activité (uniquement GE et ME)

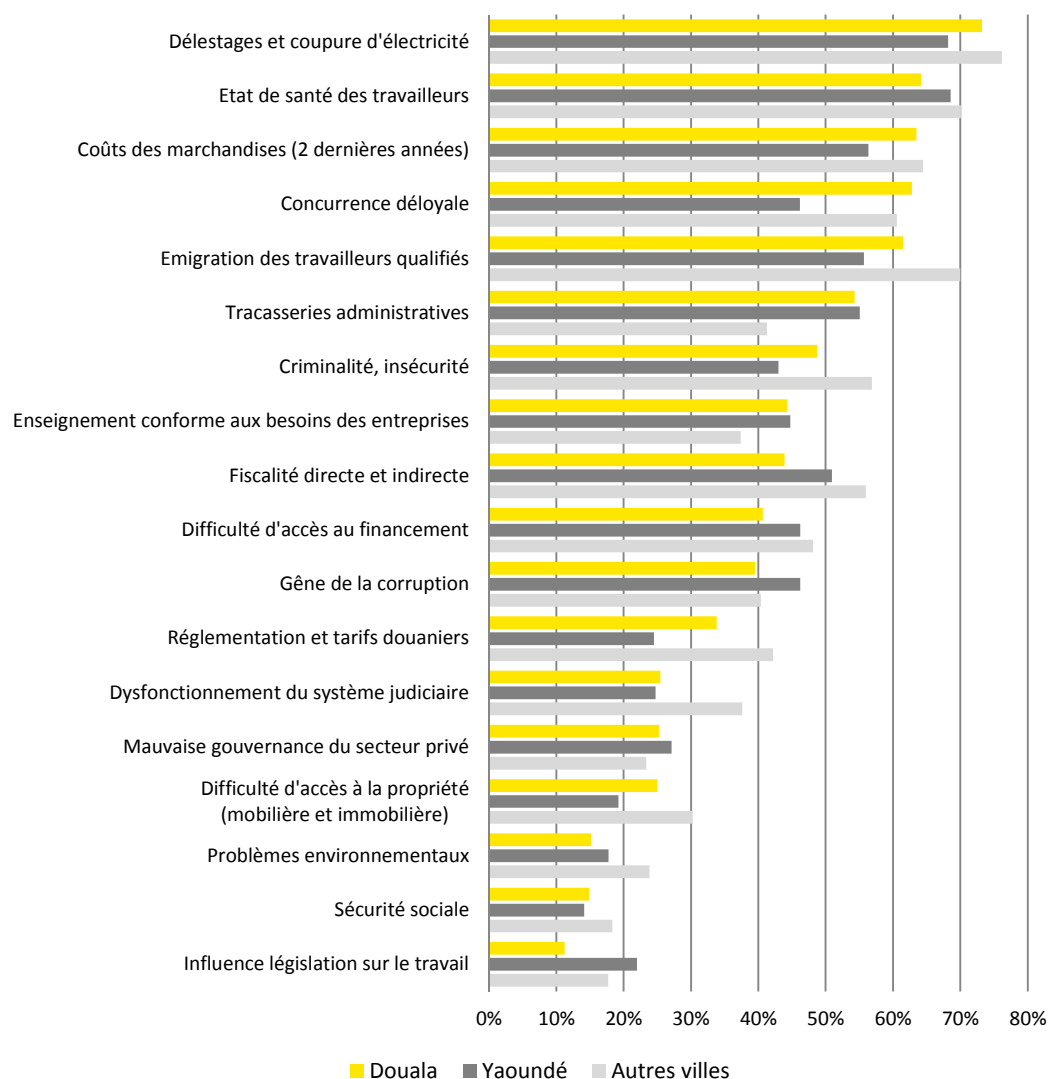


L'analyse de la Figure 13 révèle que les différences les plus significatives par secteur d'activité en termes de contraintes sont les suivantes :

- ▶ **Etat de santé des travailleurs.** Les entreprises du secteur primaire sont davantage impactées par la mauvaise santé de leurs travailleurs. La nature de leurs activités, à l'extérieur, engendre plus de risques pour les employés de tomber malades. Les entreprises du secteur tertiaire sont les moins contraintes par la santé de leurs travailleurs, probablement en raison de conditions de travail moins manuelles.
- ▶ **Concurrence déloyale.** Les résultats montrent que les entreprises interrogées du secteur secondaire sont relativement plus nombreuses à être impactées par la concurrence déloyale que les entreprises du secteur primaire et tertiaire. **Coût des marchandises (2 dernières années).** Les entreprises interrogées provenant du secteur secondaire sont relativement plus nombreuses à être impactées par la hausse des coûts de marchandises que les entreprises sondées des secteurs primaire et tertiaire. Le résultat semble cohérent avec le fait que la hausse des coûts des marchandises a un impact plus direct pour les entreprises industrielles (acier, aluminium, etc.) que les entreprises du secteur tertiaire.
- ▶ **Enseignement non conforme aux besoins des entreprises.** Les entreprises interrogées du secteur tertiaire considèrent que l'enseignement est plus conforme aux besoins de leur entreprise que les entreprises agricoles et industrielles.
- ▶ **Réglementation et tarifs douaniers.** Les entreprises industrielles sondées sont nettement plus impactées par la réglementation et les tarifs douaniers que les entreprises du secteur tertiaire et primaire. L'étude des caractéristiques montre que les entreprises industrielles exportent et importent relativement plus que les autres entreprises. Les flux de marchandises sont plus simples pour les biens que pour les services.

4.5 Contraintes pesant sur les entreprises en fonction de leurs localisations

La Figure 14 présente les contraintes sur les entreprises en fonction de leurs localisations géographiques.

Figure 14 : Impact des contraintes en fonction de leur localisation géographique

La Figure 14 montre que :

- ▶ **Concurrence déloyale.** Les entreprises interrogées de Yaoundé semblent moins souffrir de la concurrence déloyale.
- ▶ **Tracasseries administratives.** Les entreprises sondées de Douala et Yaoundé sont plus impactées par les tracasseries administratives.
- ▶ **Fiscalité directe et indirecte.** Les entreprises interrogées des différentes villes sont contraintes différemment par la fiscalité. Les entreprises de Douala sont les moins contraintes.
- ▶ **Criminalité et insécurité.** La criminalité et l'insécurité limitent moins l'activité des entreprises interrogées de Douala et Yaoundé, dans une moindre mesure, par rapport aux entreprises des autres villes.

4.6 En synthèse

Le Tableau 5 résume les contraintes majeures rencontrées par les entreprises camerounaises selon l'enquête, Doing Business 2012, Business Climate Survey 2011, The Competitiveness Global Report 2012-2013 (CGR) et le Recensement Général des Entreprises 2009. Il présente les principales contraintes affectant les entreprises camerounaises : elles sont au nombre de 11.

La comparaison des résultats des différents rapports est donnée à titre illustratif car les résultats de ces rapports ne sont pas forcément tous comparables, notamment le rapport Doing Business. Non seulement (comme indiqué entre parenthèses) ce rapport ne considère pas nécessairement les mêmes contraintes, mais de plus il produit un classement des contraintes parmi 183 pays. Ainsi d'après ce rapport, plus le classement du pays est élevé dans un domaine, plus le pays est loin des meilleures pratiques dans ce domaine.

Pour les contraintes portant sur des sujets similaires mais traitées différemment suivant le rapport, le tableau ci-dessous indique entre parenthèses l'intitulé de ces contraintes.

Tableau 5 : Récapitulatif des contraintes majeures sur les entreprises camerounaises

Critère	BIT (16 contraintes)	Doing Business 2012 (rang sur 183 pays)	BCS 2011 (15 contraintes)	WEF 2012-2013 (16 contraintes)	RGE 2009 (11 contraintes)
Electricité	1 ^{er} (délestages et coupures d'électricité)	66 ^{ème} rang (accès à l'électricité)	7 ^{ème}	3 ^{ème}	9 ^{ème}
Coût des marchandises	2 ^{ème}	N/A	6 ^{ème} (instabilité des prix, rareté des matières premières)	9 ^{ème}	N/A
Etat de santé	3 ^{ème}	N/A	N/A	N/A	N/A
Travailleurs qualifiés	4 ^{ème} (émigration des travailleurs qualifiés)	N/A	11 ^{ème} (manque de personnel qualifié)	N/A	N/A
Concurrence	5 ^{ème} (concurrence déloyale)	N/A	5 ^{ème}	N/A	5 ^{ème}
Accès au financement	6 ^{ème} (difficulté d'accès au financement)	98 ^{ème} rang	2 ^{ème}	2 ^{ème}	3 ^{ème}
Criminalité, insécurité	7 ^{ème}	N/A	11 ^{ème}	11 ^{ème}	N/A
Fiscalité	8 ^{ème} (fiscalité directe et indirecte)	171 ^{ème} rang	1 ^{er}	5 ^{ème}	1 ^{er}
Administration	9 ^{ème} (tracasseries administratives)	Exécution des contrats : 174 ^{ème} rang Enregistrement propriété : 154 ^{ème} rang	4 ^{ème}	4 ^{ème}	4 ^{ème}
Corruption	10 ^{ème}	N/A	10 ^{ème}	1 ^{er}	2 ^{ème}
Enseignement	11 ^{ème} (enseignement non conforme aux besoins des entreprises)	N/A	11 ^{ème}	10 ^{ème} (enseignement non conforme aux besoins des entreprises)	11 ^{ème}

L'analyse montre que les contraintes les plus importantes, au final, sont les délestages et les coupures d'électricité, le coût des marchandises, l'état de santé des travailleurs, l'émigration des travailleurs qualifiés et la concurrence déloyale.

Ces contraintes n'impactent pas toutes les entreprises de la même façon. L'étude des contraintes en fonction de la taille de l'entreprise montre que les différences les plus marquantes concernent les délestages et coupures d'électricité, le coût des marchandises, la fiscalité directe et indirecte, la réglementation et les tarifs douaniers, le dysfonctionnement du système judiciaire et la difficulté d'accès au financement.

L'étude des contraintes en fonction du secteur d'activité ne porte que sur les GE et ME. Les différences d'impact les plus marquantes selon les secteurs d'activité sont la concurrence déloyale, le coût des marchandises, l'enseignement et la réglementation et les tarifs douaniers.

Les différences d'impact les plus significatives selon la localisation géographique ont été relevées pour la concurrence déloyale, les tracasseries administratives, la fiscalité directe et indirecte et la criminalité et l'insécurité.

Les résultats montrent que les contraintes affectent différemment les entreprises selon leur taille, le secteur d'activité ou encore la localisation géographique. Les travaux qui vont suivre vont permettre d'analyser, de manière précise, le « profil type » d'entreprise impacté par chacune des contraintes présentées dans le Tableau 4 à l'aide du test de Kruskal Wallis.

Partie 5:

Caractéristiques des entreprises contraintes

5. Caractéristiques des entreprises contraintes

La partie précédente a permis la mise en évidence des contraintes rencontrées par les entreprises camerounaises. Cette section va permettre de comprendre quelles entreprises sont contraintes.

L'objet de cette section est donc de comprendre les caractéristiques des entreprises affectées par chaque contrainte présentée dans le Tableau 4. Pour cela un test de **Kruskal Wallis** est réalisé. Ce dernier identifie les corrélations existantes entre les contraintes et les autres variables présentes dans le questionnaire.

Chacune des contraintes segmente les entreprises en 2 classes : les entreprises contraintes et les entreprises non contraintes. Le test de Kruskal Wallis est utilisé pour identifier les variables caractérisant la classe des entreprises contraintes par rapport à la classe des entreprises non-contraintes.

Ce test statistique mesure l'intensité de la liaison entre une classe et des variables. Un indice de liaison élevé indique que la variable caractérise fortement la classe.

Le test de Kruskal Wallis a été réalisé pour chaque contrainte sur toutes les variables présentées dans la Figure 2. En plus des variables données par le questionnaire, plusieurs variables indicatrices ont été créées :

- ▶ Niveau de scolarisation : sans niveau ; étude primaire ; étude secondaire générale ; étude secondaire technique et étude universitaire.
- ▶ Classe d'activité principale : commerce ; transport ; banque et assurance ; autres services ; extraction ; industrie alimentaire ; autres industries manufacturières ; électricité eau et gaz ; construction ; agriculture et sylviculture ; élevage et pêche et pisciculture.
- ▶ Etablissement des comptes : aucune comptabilité ; comptabilité formelle ; comptabilité non détaillée et autres.
- ▶ Problèmes rencontrés lors d'un dépôt de demande de financement : garanties insuffisantes ; plan d'affaires pas suffisamment préparé ; dossier incomplet ; lenteur des procédures de traitement de la demande et conditions de prêt peu attractives.
- ▶ Financement des activités de l'entreprise : fonds propres ; banque ; micro finance ; capital risque et prêt dans une association ou tontine.

Chacune des analyses de Kruskal Wallis a été complétée par l'analyse des réponses des entreprises. La présentation de l'opinion des entreprises permet d'enrichir et compléter les résultats du test Kruskal Wallis.

Tableau 6: Test de Kruskal-Wallis

Le test de Kruskal-Wallis est un **test non-paramétrique**, c'est-à dire qu'il ne fait pas d'hypothèse sur la forme des distributions. Il permet de mesurer l'intensité de la liaison entre une variable discrète et les autres variables. La statistique de test de Kruskal-Wallis, notée I, ne s'appuie pas sur la valeur des observations mais sur le rang des observations.

$$I = (N - 1) \frac{\sum_{i=1}^g n_i (\bar{r}_i - \bar{r})^2}{\sum_{i=1}^g \sum_{j=1}^{n_i} (r_{ij} - \bar{r})^2}$$

n_i : nombre d'observations dans le groupe i

r_{ij} :est le rang de l'observation j dans le groupe i

N : nombre d'observation total

$\bar{r}_i = \frac{\sum_{j=1}^{n_i} r_{ij}}{n_i}$ moyenne du rang du groupe i

$\bar{r} = \frac{1}{2} (N + 1)$ rang moyen de l'échantillon global

Des ajustements sont nécessaires au niveau du dénominateur lorsqu'il y a des rangs identiques. Un indice de liaison élevé indique que les 2 variables sont fortement liées.

Le test donne également le sens de la liaison, positif ou négatif.

Pour certaines contraintes, les résultats du test de Kruskal Wallis n'indiquent pas de liaisons fortes. Les entreprises affectées par ces contraintes n'ont pas de caractéristiques spécifiques. Ainsi aucun profil d'entreprises n'a été identifié pour les contraintes suivantes :

- ▶ Mauvais état de santé des travailleurs
- ▶ Emigration des travailleurs qualifiés
- ▶ Hausse des prix (2 dernières années)
- ▶ Concurrence déloyale.

5.1 Infrastructures matérielles

5.1.1 Profil des entreprises contraintes par les délestages et coupures d'électricité

On constate que 72% des entreprises camerounaises sont impactées par les délestages et coupures d'électricité (Figure 10). Le Tableau 7 présente les résultats du test de Kruskal Wallis réalisé sur les entreprises interrogées négativement impactées par cette contrainte.

Tableau 7 : Test de Kruskal Wallis sur les délestages et coupures d'électricité

Id	Question	Indice de liaison (Kruskal Wallis)	Signe	Nature de la question
S2Q25D	Bonne qualité des infrastructures de fourniture d'électricité	44,6	moins	Opinion
S2Q25E	Bonne qualité de l'eau et de l'assainissement	26,7	moins	Opinion

L'analyse du Tableau 7 révèle que :

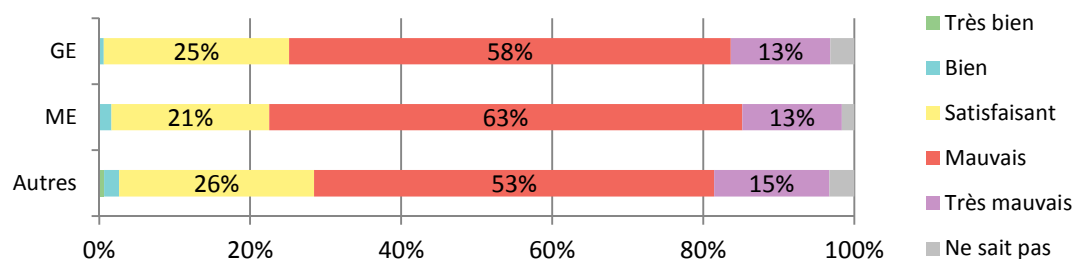
- ▶ Les entreprises contraintes par les délestages et coupures d'électricité jugent la qualité des infrastructures de fourniture d'électricité mauvaise.

- ▶ Les entreprises contraintes par les délestages et coupures d'électricité jugent aussi l'eau et l'assainissement comme étant de mauvaise qualité.

5.1.2 Les opinions de l'ensemble des entreprises sur les infrastructures

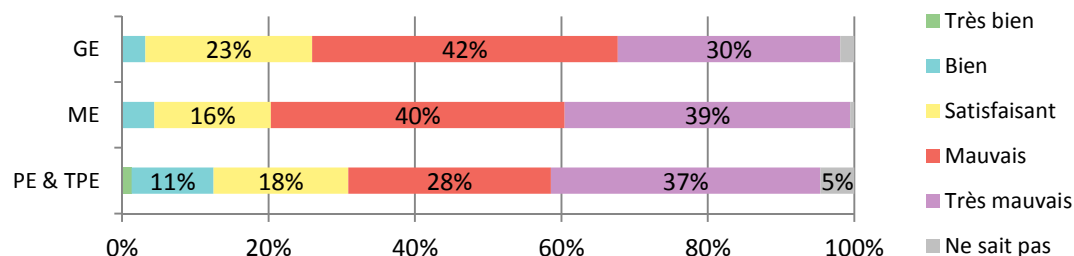
La Figure 15 présente les opinions des entreprises camerounaises sur la qualité globale des infrastructures. Plus de 68% des entreprises, toutes tailles confondues, considèrent que la qualité globale des infrastructures est mauvaise.

Figure 15 : Qualité globale de l'ensemble des infrastructures par taille d'entreprise



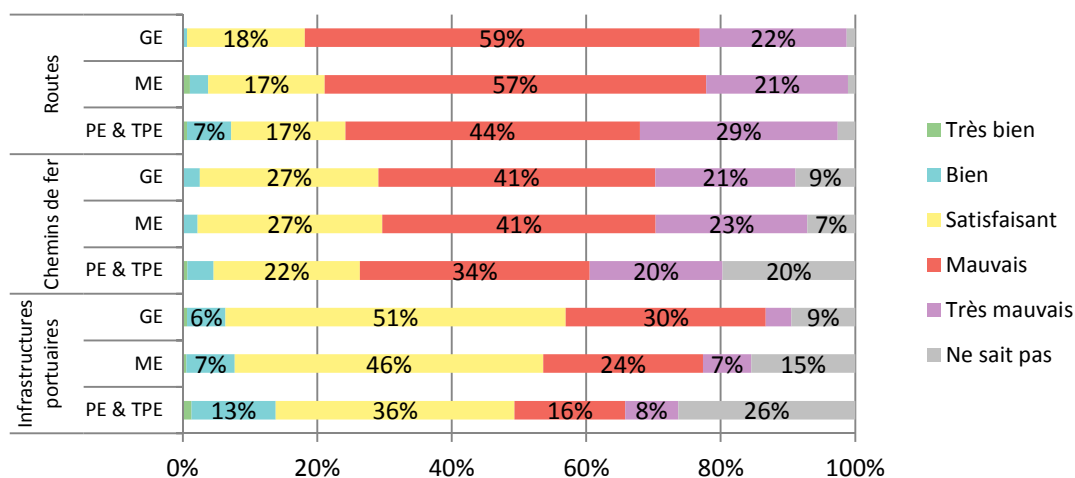
La Figure 16 présente l'opinion des entreprises sur la qualité des infrastructures d'eau et l'assainissement. Plus de 65% des entreprises, toutes tailles confondues, considèrent que ces infrastructures sont de mauvaise, voire très mauvaise qualité.

Figure 16 : Qualité des infrastructures d'eau et d'assainissement par taille d'entreprise



La Figure 17 présente les opinions des entreprises sur la qualité des routes, des chemins de fer et des infrastructures portuaires. La qualité des routes est la principale préoccupation des entreprises camerounaises. Elles sont plus de 70% à considérer que la qualité des routes est mauvaise et plus de 54% que la qualité des chemins de fer est mauvaise. Les entreprises sont dans une certaine mesure plus satisfaites de la qualité des infrastructures portuaires.

Figure 17 : Qualité des infrastructures des transports par taille d'entreprise



En ce qui concerne les TIC, bien que les infrastructures soient de bonne qualité, le cadre réglementaire n'est pas suffisamment développé. La Figure 18 présente l'opinion des entreprises camerounaises concernant les infrastructures relatives aux TIC. Plus de 55% des entreprises sont satisfaites de la qualité des TIC. La

Figure 19 présente l'opinion des entreprises camerounaises sur les lois camerounaises relatives à l'utilisation des TIC. Moins de 40% des entreprises camerounaises considèrent que les lois relatives à l'utilisation des TIC sont développées.

Figure 18 : Développement des infrastructures relatives aux TIC par taille de l'entreprise

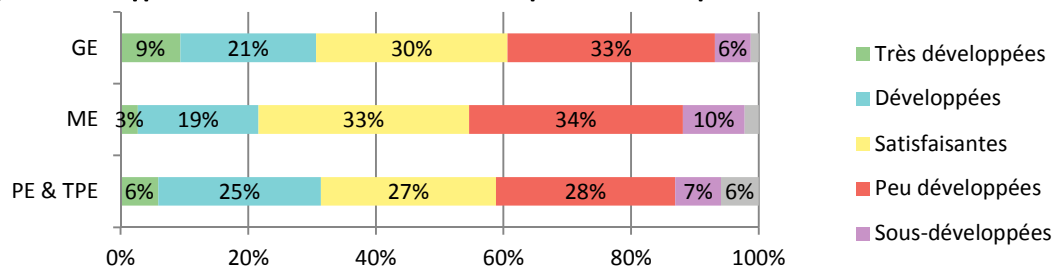
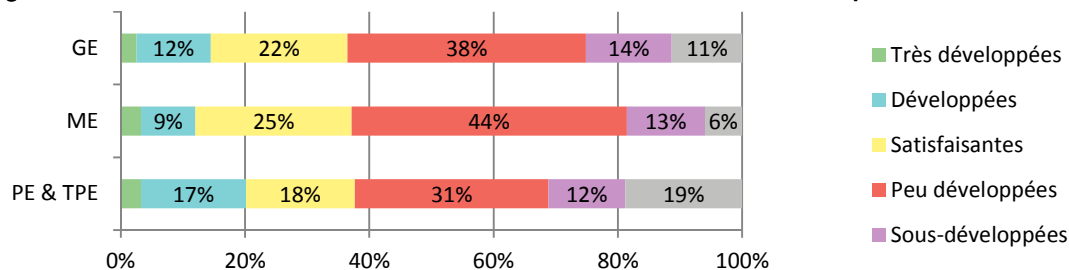
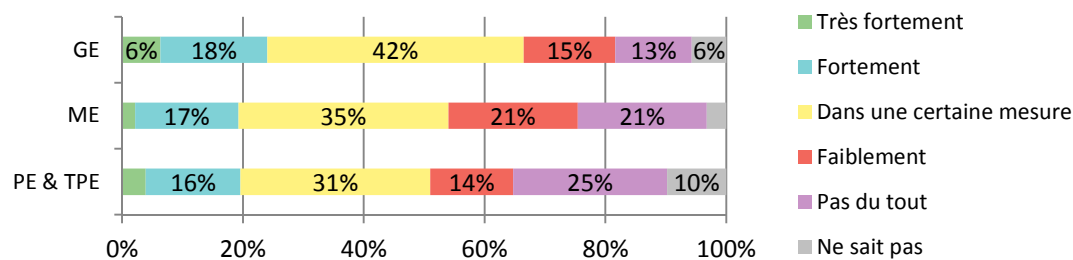


Figure 19 : Comment sont les lois camerounaises relatives à l'utilisation des TIC? Par taille d'entreprise



La Figure 20 présente l'opinion des entreprises sur les investissements et dépenses publiques pour le développement des entreprises camerounaises. 66% des GE, 54% des ME et 51% des PE et TPE jugent les investissements et dépenses publiques sur le développement de leur entreprise comme bénéfiques.

Figure 20 : Les investissements et les dépenses publiques favorisent-ils le développement de l'entreprise? Par taille d'entreprise

5.1.3 En synthèse

Les coupures d'électricité et délestages apparaissent comme étant une contrainte majeure des entreprises camerounaises. Le résultat est à nuancer car l'enquête s'est déroulée pendant une période où les conditions climatiques augmentent la fréquence des coupures d'électricité. Néanmoins, la qualité des infrastructures est un problème et une contrainte importante pour le développement des entreprises camerounaises. Les entreprises affectées par les coupures d'électricité sont aussi affectées par la mauvaise qualité des eaux et du système d'assainissement. Plus de 70% des entreprises jugent les routes de mauvaise qualité.

5.2 Tracasseries administratives

5.2.1 Profil des entreprises contraintes par les tracasseries administratives

Plus de 51% des entreprises camerounaises sont impactées par les tracasseries administratives (Figure 10). Le Tableau 8 présente les résultats du test de Kruskal Wallis sur les entreprises interrogées négativement impactées par les tracasseries administratives.

Tableau 8 : Test de Kruskal Wallis sur les tracasseries administratives

Id	Question	Indice de liaison (Kruskal Wallis)	Signe	Nature de la question
S5Q01G	Aucun impact de la fiscalité directe et indirecte sur les activités de l'entreprise	55,1	Moins	Contrainte
S5Q01E	Aucun impact de la mauvaise gouvernance des opérateurs du secteur privé sur les activités de l'entreprise	49,6	Moins	Contrainte
S5Q01H	Aucun impact de la réglementation et tarifs douaniers sur les activités de l'entreprise	34,6	Moins	Contrainte
S2Q02B	L'impôt sur le revenu des personnes physiques (IRPP) n'entrave pas le développement de l'entreprise	32,0	Moins	Contrainte
S5Q01L	Aucun impact de la législation sur le travail sur les activités de l'entreprise	29,4	Moins	Contrainte
S1Q02	La corruption ne gêne pas les performances	28,4	Moins	Contrainte
S2Q03	Les tarifs douaniers n'entravent pas le développement de l'entreprise	27,9	Moins	Contrainte
S5Q01F	Aucun impact de la criminalité sur les activités de l'entreprise	26,2	Moins	Contrainte
S2Q02A	L'impôt sur le revenu des sociétés n'entrave pas le développement de l'entreprise	24,6	Moins	Contrainte
S5Q01A	Aucun impact de la concurrence déloyale sur les activités de l'entreprise	22,7	Moins	Contrainte
S5Q01J	Aucun impact des difficultés d'accès à la propriété sur les activités de l'entreprise	20,1	Moins	Contrainte

Les résultats du test de Kruskal Wallis présentés dans le Tableau 8 indiquent que:

- ▶ L'activité des entreprises limitées par les tracasseries administratives est aussi limitée par tous les impôts, par ordre d'importance, les tarifs douaniers, l'IRPP et l'IS. Ces résultats indiquent un lien entre les tracasseries administratives et la fiscalité directe et indirecte.
- ▶ Les entreprises contraintes par les tracasseries administratives sont contraintes par la mauvaise gouvernance des opérateurs du secteur privé.
- ▶ Ces entreprises contraintes sont aussi contraintes par la criminalité et le dysfonctionnement du système judiciaire. Il y a une liaison entre les tracasseries administratives et le dysfonctionnement du système judiciaire. De même, il existe une association entre les contraintes associées à la législation du travail et les tracasseries administratives.
- ▶ Les tracasseries administratives sont aussi associées aux difficultés d'accès à la propriété.
- ▶ Les entreprises fortement contraintes par les tracasseries administratives voient aussi leur développement limité par la concurrence déloyale. Cette dernière est souvent amenée par le secteur informel qui échappe à la fiscalité et aux tracasseries administratives associées. Le poids des tracasseries administratives s'ajoute au poids de la fiscalité qui ne pèse pas sur le secteur informel. Ce faisant, elles peuvent accentuer la concurrence déloyale.
- ▶ Ces entreprises sont aussi gênées par la corruption. Les tracasseries administratives peuvent être source de discrétion et de recherche de rente par l'administration.

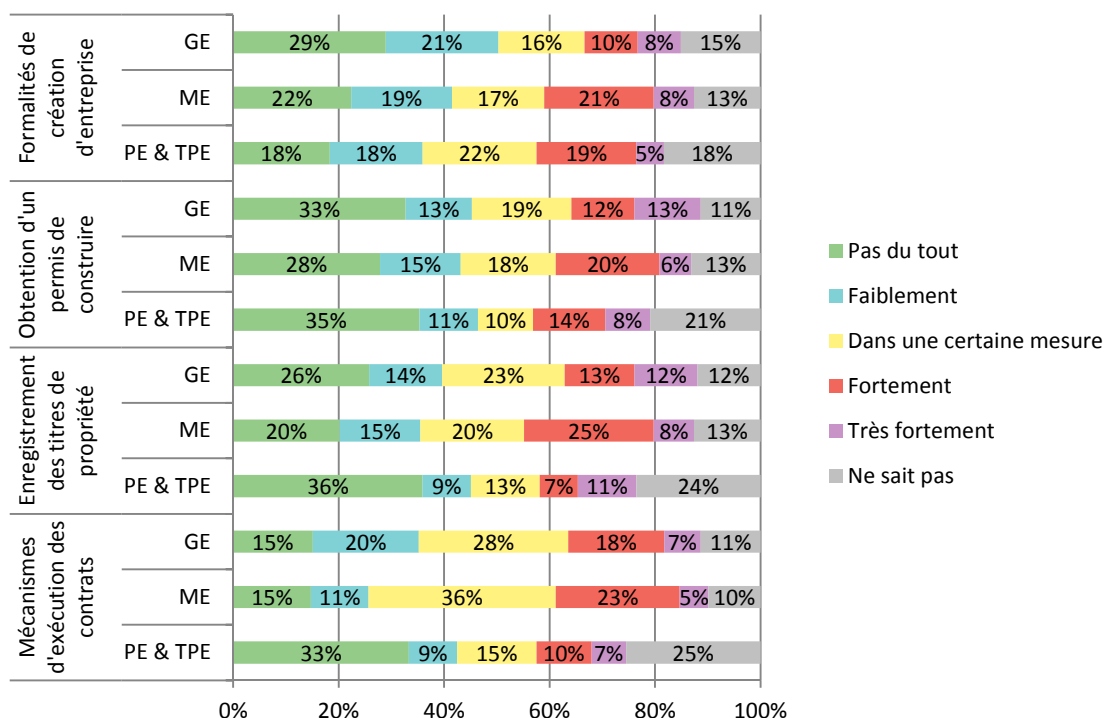
Les tracasseries administratives affectent les entreprises de toutes tailles et tous secteurs d'activité. Les résultats du test de Kruskal Wallis n'indiquent pas de corrélation avec des indicateurs de tailles d'entreprises. Il ne semble pas y avoir de relation entre la taille des entreprises et les tracasseries administratives.

5.2.2 L'opinion de l'ensemble des entreprises sur les tracasseries administratives

D'après les entreprises, les procédures réglementaires suivantes : la formalité de création d'entreprise, l'obtention d'un permis de construire, l'enregistrement des titres de propriété et les mécanismes d'exécution des contrats, affectent dans une moindre mesure leur développement (Figure 21). Ce constat appuie les résultats du test de Kruskal Wallis n'indiquant pas de lien entre les tracasseries administratives et ces procédures réglementaires.

Ces résultats sont tout de même à nuancer. Les réponses « Ne sait pas » ne sont pas négligeables et proviennent, en partie, des entreprises du secteur informel. Par ailleurs, les entreprises en activité ne sont généralement pas affectées par les formalités de création d'entreprise.

Figure 21 : Votre entreprise est-elle affectée par les procédures réglementaires suivantes?



5.2.3 En synthèse

Les tracasseries administratives affectent 51% des entreprises interrogées et peuvent apparaître sous de multiples formes : lenteurs de procédures administratives, pots-de-vin, corruption, etc.

Les entreprises affectées par les tracasseries administratives sont également impactées par :

- ▶ les différents impôts
- ▶ la concurrence déloyale
- ▶ les dysfonctionnements du système judiciaire
- ▶ les problèmes de corruption.

Les tracasseries administratives ajoutées au règlement des différents impôts peuvent désinciter les entreprises du secteur informel à être formelles. Le secteur informel est souvent source de concurrence déloyale.

Enfin les procédures liées aux formalités de création d'entreprise, à l'obtention de permis de construire, à l'enregistrement des titres de propriétés et aux mécanismes d'exécution des contrats ne semblent pas être les principales contraintes entravant le développement des entreprises.

5.3 Criminalité, insécurité et système judiciaire

5.3.1 Profil des entreprises contraintes par la criminalité et l'insécurité

Il ressort que 49% des entreprises considèrent que la criminalité et l'insécurité impactent négativement leurs activités (Figure 10). Le Tableau 9 présente les résultats du test de

Kruskal Wallis réalisé sur les entreprises interrogées négativement impactées par la criminalité et l'insécurité.

Tableau 9 : Test de Kruskal Wallis sur la criminalité, l'insécurité

Id	Question	Indice de liaison (Kruskal Wallis)	Signe	Nature de la question
S5Q01G	Aucun impact de la fiscalité directe et indirecte sur les activités de l'entreprise	40,7	Moins	Contrainte
S5Q01D	Aucun impact des tracasseries administratives sur les activités de l'entreprise	26,9	Moins	Contrainte
S5Q01E	Aucun impact de la mauvaise gouvernance des opérateurs du secteur privé sur les activités de l'entreprise	24,2	Moins	Contrainte
S5Q01J	Aucun impact des difficultés d'accès à la propriété sur les activités de l'entreprise	23,6	Moins	Contrainte
S2Q13	Les droits de propriété physiques sont définis et protégés	22,7	Moins	Opinion

L'analyse du Tableau 9 permet de dresser le profil suivant des entreprises contraintes par la criminalité et l'insécurité :

- ▶ Ces entreprises sont aussi contraintes par la fiscalité directe et indirecte. Cela peut être dû à la concurrence déloyale provenant du secteur informel. La non-répression de la fraude et de la contrefaçon peut en être la cause.
- ▶ Le développement de ces entreprises est aussi limité par les tracasseries administratives. Comme vu précédemment, les tracasseries administratives sont liées au dysfonctionnement du système judiciaire.
- ▶ Ces entreprises jugent que les droits d'accès à la propriété ne sont pas bien définis et protégés.

5.3.2 Profil des entreprises contraintes par le dysfonctionnement du système judiciaire

Plus de 28% des entreprises camerounaises considèrent que le dysfonctionnement du système judiciaire impacte négativement leurs activités (Figure 10). Le Tableau 10 présente les résultats du test de Kruskal Wallis sur ce groupe d'entreprises.

Tableau 10 : Test de Kruskal Wallis sur le dysfonctionnement du système judiciaire

Id	Question	Indice de liaison (Kruskal Wallis)	Signe	Nature de la question
S5Q01J	Aucun impact des difficultés d'accès à la propriété sur les activités de l'entreprise	55,2	moins	Contrainte
S5Q01H	Aucun impact de la réglementation et tarifs douaniers sur les activités de l'entreprise	48,7	moins	Contrainte
S5Q01D	Aucun impact des tracasseries administratives sur les activités de l'entreprise	42,0	moins	Contrainte
S5Q01G	Aucun impact de la fiscalité directe et indirecte sur les activités de l'entreprise	41,2	moins	Contrainte
S5Q01L	Aucun impact de la législation sur le travail sur les activités de l'entreprise	40,0	moins	Contrainte

Id	Question	Indice de liaison (Kruskal Wallis)	Signe	Nature de la question
S5Q01M	Aucun impact de la sécurité sociale sur les activités de l'entreprise	39,1	moins	Contrainte
S2Q03	Les tarifs douaniers n'entravent pas le développement de l'entreprise	27,3	moins	Contrainte
S2Q06C	Non affectée par les formalités de l'enregistrement des titres de propriété	25,0	moins	Contrainte
S2Q06B	Non affectée par les formalités de l'obtention d'un permis de construire	22,8	moins	Contrainte

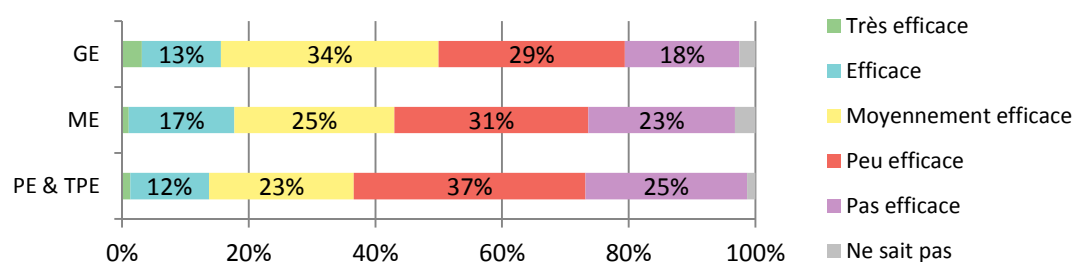
L'analyse du Tableau 10 révèle que les entreprises négativement impactées par le dysfonctionnement du système judiciaire sont également affectées par :

- ▶ les procédures réglementaires, par ordre d'importance : l'accès à la propriété, l'enregistrement des titres de propriétés, l'obtention d'un permis de construire.
- ▶ la réglementation et les tarifs douaniers
- ▶ les tracasseries administratives
- ▶ la législation sur le travail
- ▶ la sécurité sociale.

5.3.3 Les opinions de l'ensemble des entreprises sur la criminalité et l'insécurité

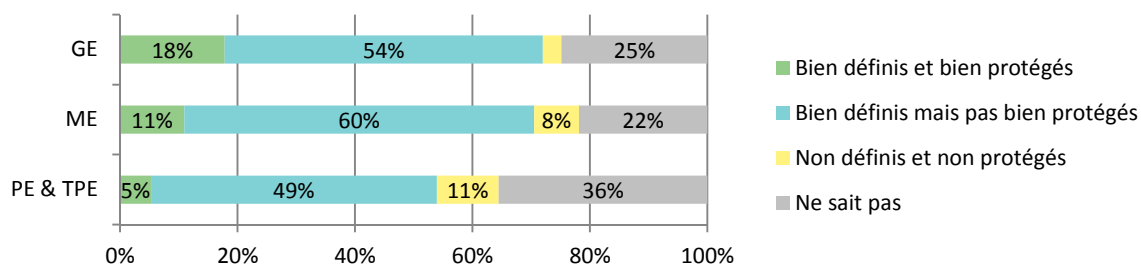
La Figure 22 présente l'opinion des entreprises camerounaises sur l'efficacité de la police à protéger les entreprises du comportement criminel (contrefaçons, vols, corruption, concurrence déloyale, etc.). Pour 62% des PE et TPE, 54% des ME et 47% des GE, la police est peu, voire pas efficace, pour protéger les entreprises du comportement criminel. L'opinion est d'autant plus négative lorsque les entreprises sont de petite taille.

Figure 22 : La capacité de la police à protéger les entreprises du comportement criminel est-elle efficace? Par taille d'entreprise



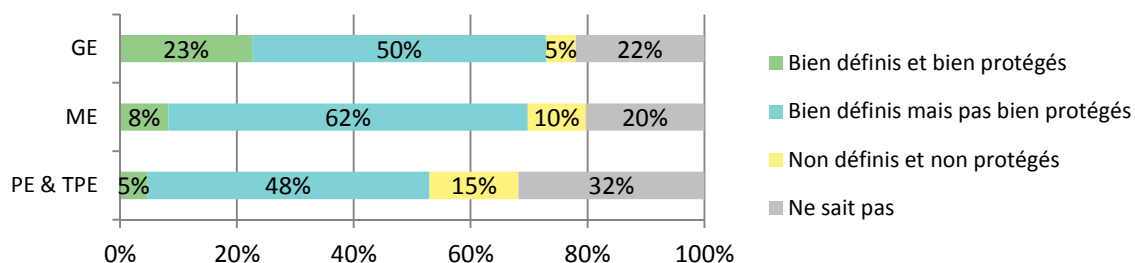
La Figure 23 présente l'opinion des entreprises camerounaises sur les droits de propriété physique. Selon les entreprises, ces derniers sont bien définis, mais mal protégés.

Figure 23 : Les droits de propriété physique sont-ils bien définis et protégés? Par taille d'entreprise



La Figure 24 présente l’opinion des entreprises camerounaises sur les droits de marques, d’auteur et d’invention. De la même façon que les droits de propriété physique, les droits de marques, d’auteur et d’invention sont bien définis, seule leur protection est à améliorer.

Figure 24 : Les droits de marques, d'auteur et d'invention sont-ils bien définis et protégés? Par taille d'entreprise



5.3.4 En synthèse

Le Cameroun dispose d’un cadre juridique bien défini pour les droits de propriété physique et intellectuelle mais les dysfonctionnements du système judiciaire limitent son application.

Les entreprises considèrent que la police n’est pas efficace pour protéger les entreprises du comportement criminel.

Les tracasseries administratives semblent être liées au dysfonctionnement du système judiciaire. Ces dysfonctionnements peuvent peser sur les entreprises lors de règlements de litiges liés à la législation du travail ou à la fiscalité. Cela pourrait expliquer que les entreprises impactées par les dysfonctionnements du système judiciaire soient également impactées par les tracasseries administratives, la législation du travail, la fiscalité et les douanes.

5.4 Accès au financement

5.4.1 Profil des entreprises contraintes par l’accès au financement

On note que 43% des entreprises camerounaises considèrent que l’accès au financement impacte négativement leurs activités (Figure 10). Le Tabelaue 11 présente les résultats du test de Kruskal Wallis réalisé sur cette classe d’entreprise.

Tableau 11 : Test de Kruskal Wallis sur l'accès au financement

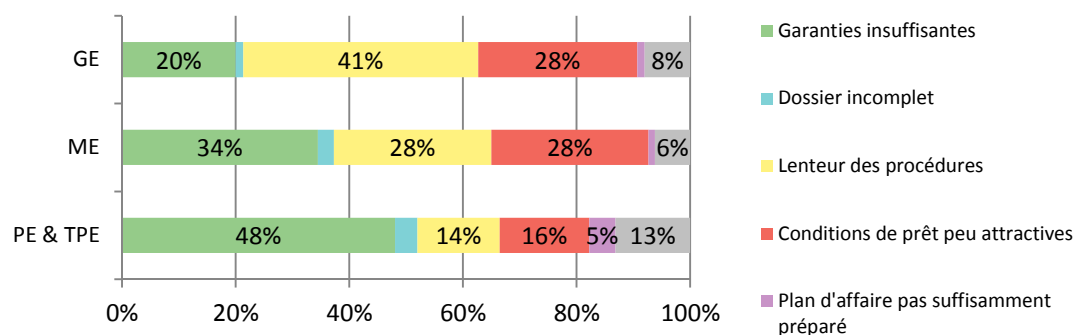
Id	Question	Indice de liaison (Kruskal Wallis)	Signe	Nature de la question
S2Q22A	Facilité d'accès au crédit bancaire	83,4	moins	Contrainte
S2Q22B	Facilité d'accès aux autres types de crédit (que crédit bancaire)	45,8	moins	Contrainte
S0Q12C	Nombre total d'employés en 2011	40,5	moins	Caractéristique
S0Q12A	Nombre d'employés permanents en 2011	37,9	moins	Caractéristique
S2Q23	Problème de financement : garanties insuffisantes	33,2	plus	Opinion
Type	Taille d'entreprise	22,5	moins	Caractéristique
S0Q09	Chiffre d'affaires en 2011	21,5	moins	Caractéristique
S0Q14	Existence d'une comptabilité formelle	21,1	moins	Caractéristique
S2Q20	Régularité de l'usage des TIC	20,3	moins	Caractéristique

L'analyse du Tableau 11 révèle que les entreprises ayant des problèmes d'accès au financement :

- ▶ ont difficilement accès à l'ensemble des produits financiers (bancaires et autres).
- ▶ sont des petites entreprises d'après le RGE 2009. Elles ont peu d'employés permanents et leur chiffre d'affaires n'est pas élevé.
- ▶ leur principale cause de refus de financement est l'insuffisance de garanties.
- ▶ ne tiennent pas une comptabilité. La non-tenu d'une comptabilité réduit les chances d'accès au financement.
- ▶ ne font pas un usage-régulier des technologies de l'information et de la communication (TIC).

5.4.2 L'opinion de l'ensemble des entreprises sur l'accès au financement

La Figure 25 présente les problèmes rencontrés par les petites entreprises lors d'une demande de financement. Comme indiqué dans les résultats du test de Kruskal Wallis (Tableau 11), les insuffisances de garanties sont la principale cause de refus de financement. Cela est d'autant plus vrai pour les entreprises de petite taille. Selon les entreprises de grande taille, pour lesquelles l'accès au crédit n'est pas un problème, la durée des procédures est le principal inconvénient. Les entreprises considèrent également que les conditions de prêt ne sont pas attractives.

Figure 25 : Problèmes rencontrés lors d'une demande de financement par taille d'entreprise

5.4.3 En synthèse

Il y a deux raisons pour la difficulté d'accès au financement :

- ▶ Les garanties insuffisantes, ce qui est d'autant plus vrai pour les petites entreprises à faible revenu.
- ▶ La mauvaise gouvernance des entreprises : non-tenu d'un compte et non-usage des TIC.

Parmi les problèmes rencontrés lors d'une demande de prêt, les entreprises se plaignent fréquemment de :

- ▶ La lenteur des procédures
- ▶ Les conditions de prêt peu attractives.

5.5 Fiscalité directe et indirecte

5.5.1 Profil des entreprises contraintes par la fiscalité directe et indirecte

On note que 48% des entreprises camerounaises considèrent que la fiscalité directe et indirecte impacte négativement leurs activités (Figure 10). Le Tableau 12 présente les résultats du test de Kruskal Wallis réalisé sur cette classe d'entreprises.

Tableau 12 : Test de Kruskal Wallis sur la fiscalité directe et indirecte

Id	Question	Indice de liaison (Kruskal Wallis)	Signe	Nature de la question
S5Q01H	Aucun impact de la réglementation et tarifs douaniers sur les activités de l'entreprise	50,4	Moins	Contrainte
S2Q02C	La TVA et autres taxes indirectes n'entravent pas le développement de l'entreprise	47,6	Moins	Contrainte
S5Q01D	Aucun impact des tracasseries administratives sur les activités de l'entreprise	47,3	Moins	Contrainte
S2Q02A	L'impôt sur le revenu des sociétés n'entrave pas le développement de l'entreprise	40,0	Moins	Contrainte
S5Q01F	Aucun impact de la criminalité et de l'insécurité sur les activités de l'entreprise	36,1	Moins	Contrainte
S2Q02B	L'impôt sur le revenu des personnes physiques (IRPP) n'entrave pas le développement de l'entreprise	34,0	Moins	Contrainte
S5Q01K	Aucun impact du dysfonctionnement du système judiciaire sur les activités de l'entreprise	28,0	Moins	Contrainte
S2Q03	Les tarifs douaniers n'entravent pas le développement de l'entreprise	23,1	Moins	Contrainte
S5Q01J	Aucun impact des difficultés d'accès à la propriété sur les activités de l'entreprise	20,4	Moins	Contrainte

L'analyse du Tableau 12 révèle que les entreprises négativement impactées par la fiscalité directe et indirecte sont :

- ▶ Impactées, par ordre d'importance, par les tarifs douaniers et sa réglementation, la TVA et d'autres taxes indirectes, l'IS et l'IRPP.
- ▶ Impactées par les tracasseries administratives.

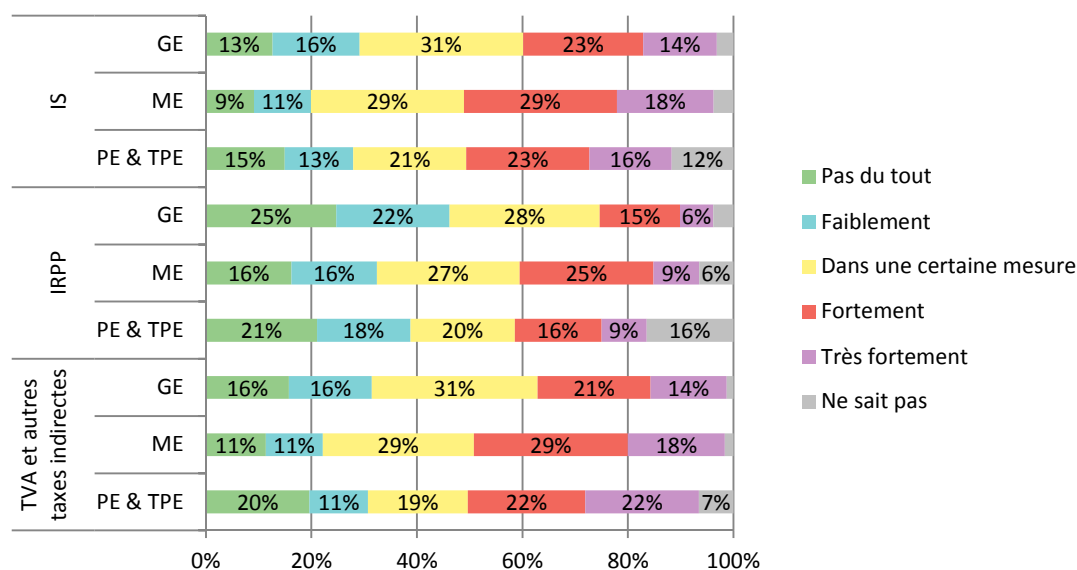
- Impactée par le système judiciaire, plus particulièrement la criminalité, le dysfonctionnement du système judiciaire et la difficulté d'accès à la propriété. Cela fait écho au problème de contrebande et à la concurrence déloyale du secteur informel.

5.5.2 L'opinion de l'ensemble des entreprises sur la fiscalité directe et indirecte

Au Cameroun, l'IS est de 35% (38,5% CAC compris). L'IRPP est de 10% pour les revenus entre 0 et 2 millions FCFA, 15% pour les revenus entre 2 et 3 millions FCFA, 25% pour les revenus entre 3 et 5 millions FCFA et 35% pour les revenus de plus de 5 millions FCFA. La TVA concerne les ventes de biens et services à un taux de 19,25%.

La Figure 26 présente les impacts d'IS, l'IRPP et la TVA et autres taxes indirectes en fonction de la taille de l'entreprise. La taille d'entreprise a été privilégiée au CA annoncé par les entreprises car il s'agit de la donnée officielle provenant du RGE 2009 et le CA demandé n'était qu'une approximation (information sensible). La répartition des réponses est homogène. L'IS et la TVA et autres taxes indirectes impactent plus fortement les entreprises que l'IRPP, comme l'indique le Tableau 12. Cela confirme les résultats du test de Kruskal Wallis (Tableau 12).

Figure 26 : Impact des taxes suivantes sur les activités des entreprises par taille d'entreprise



5.5.3 En synthèse

Par ordre d'importance, les impôts pesant le plus sur les entreprises sont la TVA et les autres taxes indirectes, l'IS et l'IRPP.

5.6 Corruption

On note que 41% des entreprises camerounaises considèrent que la corruption impacte négativement leurs activités (Figure 10). Le Tableau 13 présente les résultats du test de Kruskal Wallis réalisé sur les entreprises interrogées négativement impactées par cette contrainte.

Tableau 13 : Test de Kruskal Wallis sur la corruption

Id	Question	Indice de liaison (Kruskal Wallis)	Signe	Nature de la question
S1Q03	Efficacité du gouvernement dans la lutte contre la corruption	31,3	Moins	Opinion
S5Q01D	Aucun impact des tracasseries administratives sur les activités de l'entreprise	24,5	Moins	Contrainte
S2Q02A	L'impôt sur le revenu des sociétés n'entrave pas le développement de l'entreprise	20,8	Moins	Contrainte

L'analyse du Tableau 13 révèle que les entreprises interrogées impactées par la corruption :

- ▶ considèrent également que le gouvernement est inefficace dans la lutte contre la corruption.
- ▶ font également face à des tracasseries administratives. Comme indiqué précédemment les tracasseries administratives peuvent donner lieu à des pots-de-vin pour accélérer les procédures.
- ▶ considèrent que l'IS impacte négativement le développement de leur entreprise.

Les résultats sont semblables aux résultats des tests de Kruskal Wallis précédents.

5.7 Enseignement

5.7.1 Profil des entreprises contraintes par l'enseignement

On note que 42% des entreprises camerounaises considèrent que l'enseignement n'est pas conforme aux besoins des entreprises (Figure 10). Le Tableau 14 présente les résultats du test de Kruskal Wallis sur cette classe d'entreprise.

Tableau 14 : Test de Kruskal Wallis sur la conformité de l'enseignement par rapport aux besoins des entreprises

Id	Question	Indice de liaison (Kruskal Wallis)	Signe	Nature de la question
S3Q05	Les travailleurs ont les qualifications recherchées par les entreprises	75,7	Moins	Opinion
S3Q03A	Bon niveau de développement de l'offre de services (formations professionnelles, conseils, etc.) destinés au développement des entreprises	20,3	Moins	Opinion

L'analyse du Tableau 14 révèle que :

- ▶ les entreprises considèrent que l'enseignement n'est pas conforme aux besoins des entreprises et que les employés n'ont pas les qualifications recherchées par les entreprises.
- ▶ les entreprises considèrent également que l'offre de services destinés au développement des entreprises est à améliorer.

5.7.2 L'opinion de l'ensemble des entreprises sur l'enseignement

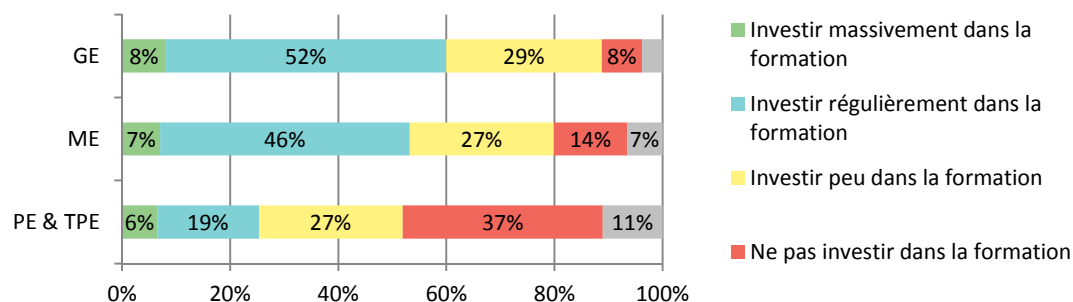
La Figure 27 présente les besoins de formations des entreprises camerounaises. L'analyse montre qu'un besoin de formation est nécessaire, toutes tailles confondues, en gestion

d'entreprise, en comptabilité, en marketing, en l'élaboration d'un plan d'affaire et en formation technique et/ou technologique. Cette opinion appuie les résultats du test de Kruskal Wallis (Tableau 14).

Figure 27 : Besoin de formation par taille d'entreprise



La Figure 28 présente les investissements effectués par l'entreprise dans la formation de son personnel. Les GE et ME font des efforts pour avoir une main d'œuvre qualifiée. En effet, elles investissent régulièrement dans la formation de leur personnel : 60% pour les GE et 53% pour les ME. 37% des PE et TPE déclarent ne pas investir dans la formation. Les PE et TPE sont généralement des commerces et autres services dont le niveau de formation n'est pas élevé.

Figure 28 : Quelle position adopte votre entreprise concernant la formation de son personnel? Par taille d'entreprise

5.7.3 En synthèse

D'après les résultats du test de Kruskal Wallis, les problèmes de qualifications des employés sont liés au manque d'offres de services aux entreprises. Les entreprises au cours de l'enquête ont exprimé des besoins en formation en gestion d'entreprise, en formation technique et/ou technologique. D'ailleurs 60% des GE et 53% des ME et 25% des PE et TPE investissent régulièrement dans la formation de leurs employés.

5.8 Réglementation et tarifs douaniers

5.8.1 Profil des entreprises contraintes par la réglementation et les tarifs douaniers

On note que 33% des entreprises camerounaises considèrent que la réglementation et les tarifs douaniers impactent négativement leurs activités (Figure 10). Le Tableau 15 présente les résultats du test de Kruskal Wallis réalisé sur cette classe d'entreprise.

Tableau 15 : Test de Kruskal Wallis sur la réglementation et tarifs douaniers

Id	Question	Indice de liaison (Kruskal Wallis)	Signe	Nature de la question
S2Q03	Les tarifs douaniers n'entravent pas le développement de l'entreprise	93,8	Moins	Contrainte
S5Q01G	Aucun impact de la fiscalité directe et indirecte sur les activités de l'entreprise	79,5	Moins	Contrainte
S5Q01D	Aucun impact des tracasseries administratives sur les activités de l'entreprise	46,8	Moins	Contrainte
S0Q17B	L'entreprise importe des biens ou services	41,3	Plus	Caractéristique
S2Q02A	L'impôt sur le revenu des sociétés n'entrave pas le développement de l'entreprise	34,7	Moins	Contrainte
S5Q01K	Aucun impact du dysfonctionnement du système judiciaire sur les activités de l'entreprise	34,0	Moins	Contrainte
S5Q01M	Aucun impact de la sécurité sociale sur les activités de l'entreprise	28,7	Moins	Contrainte
S2Q02C	La TVA et autres taxes indirectes n'entravent pas le développement de l'entreprise	26,2	Moins	Contrainte
S5Q01F	Aucun impact de la criminalité et de l'insécurité sur les activités de l'entreprise	25,0	Moins	Contrainte

L'analyse du Tableau 15 révèle que les entreprises impactées par la réglementation et les tarifs douaniers :

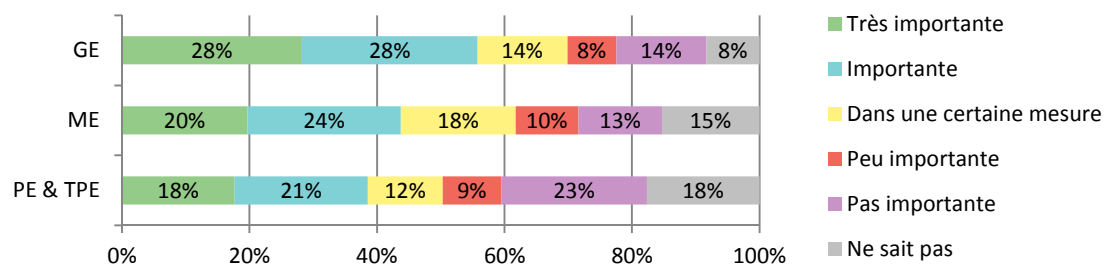
- ▶ ont répondu, comme attendu, que les tarifs douaniers et la fiscalité directe et indirecte entravaient fortement leurs activités.
- ▶ ont également répondu qu'elles étaient importatrices de biens ou services et qu'elles étaient impactées par les tracasseries administratives.
- ▶ ont également répondu être impactée par le dysfonctionnement du système judiciaire. Cette corrélation peut être expliquée par des phénomènes de contrebande.
- ▶ considèrent pareillement être impactée par la sécurité sociale et la législation sur le travail. Cela peut s'expliquer par le fait que ces entreprises sont des entreprises avec un nombre important d'employés.

Les entreprises contraintes par la réglementation et les tarifs douaniers sont généralement importatrices de biens et de services. Le Cameroun fait partie du CEMAC (Communauté Economique et Monétaire de l'Afrique Centrale). Il s'agit d'une zone de libre-échange regroupant 6 pays : Cameroun, République Centre Africaine, République du Congo, Gabon, Guinée Equatoriale et Tchad. Les tarifs et droits de douanes à l'importation des pays hors CEMAC impactent négativement les entreprises.

5.8.2 L'opinion de l'ensemble des entreprises sur le commerce

La Figure 29 présente l'opinion des entreprises sur l'importance du commerce avec les pays voisins pour la croissance de leur entreprise. Les entreprises de grande taille considèrent qu'il s'agit d'un facteur de croissance et les entreprises de petite taille dans une moindre mesure.

Figure 29 : Le commerce avec les pays voisins est-il important pour la croissance de votre entreprise? Par taille d'entreprise



5.8.3 En synthèse

Les entreprises impactées par la réglementation et les tarifs douaniers sont généralement des entreprises importatrices.

Les tracasseries administratives mais aussi la fiscalité pèsent sur le développement de ces entreprises.

Les dysfonctionnements du système judiciaire qui peuvent être source de contrebande affectent aussi ces entreprises.

5.9 Difficulté d'accès à la propriété

On note que 25% des entreprises camerounaises considèrent que la difficulté d'accès à la propriété impacte négativement leurs activités (Figure 10). Le Tableau 16 présente les résultats du test de Kruskal Wallis sur les entreprises interrogées négativement impactées par l'accès à la propriété.

Tableau 16 : Test de Kruskal Wallis sur la difficulté d'accès à la propriété

Id	Question	Indice de liaison (Kruskal Wallis)	Signe	Nature de la question
S5Q01K	Aucun impact du dysfonctionnement du système judiciaire sur les activités de l'entreprise	43,2	Moins	Contrainte
S5Q01F	Aucun impact de la criminalité et de l'insécurité sur les activités de l'entreprise	26,8	Moins	Contrainte

L'analyse du Tableau 16 révèle que :

- ▶ les entreprises ayant rencontré des difficultés d'accès à la propriété se considèrent également être impactées par le dysfonctionnement du système judiciaire. Le système judiciaire n'est pas efficace pour assurer les droits de propriété.
- ▶ les entreprises ayant rencontré des difficultés d'accès à la propriété jugent que la criminalité et l'insécurité impactent négativement leur activité. Ce résultat fait écho au Tableau 9.

Ces résultats font écho aux résultats précédents sur la criminalité et le dysfonctionnement du système judiciaire. Les dysfonctionnements du système judiciaire sont un frein à l'accès à la propriété.

5.10 Mauvaise gouvernance des opérateurs du secteur privé

On note que 25% des entreprises camerounaises considèrent que la mauvaise gouvernance des opérateurs du secteur privé impacte négativement leurs activités (Figure 10). Le Tableau 17 présente les résultats du test de Kruskal Wallis sur les entreprises interrogées négativement impactées par la mauvaise gouvernance des opérateurs du secteur privé.

Tableau 17 : Test de Kruskal Wallis sur la mauvaise gouvernance des opérateurs du secteur privé

Id	Question	Indice de liaison (Kruskal Wallis)	Signe	Nature de la question
S5Q01D	Aucun impact des tracasseries administratives sur les activités de l'entreprise	58,6	moins	Contrainte
S5Q01F	Aucun impact de la criminalité et de l'insécurité sur les activités de l'entreprise	29,3	moins	Contrainte
S5Q01G	Aucun impact de la fiscalité directe et indirecte sur les activités de l'entreprise	25,1	moins	Contrainte

L'analyse du Tableau 17 révèle que les entreprises impactées par la mauvaise gouvernance des opérateurs du secteur privé se considèrent également affectées, par ordre d'importance :

- ▶ par les tracasseries administratives. Ce résultat renvoie à la concurrence déloyale du secteur informel.
- ▶ par la criminalité et l'insécurité.
- ▶ par la fiscalité directe et indirecte. De même, ce résultat fait écho à la concurrence déloyale.

5.11 Problèmes environnementaux

5.11.1 Profil des entreprises contraintes par les problèmes environnementaux

On note que 17% des entreprises camerounaises considèrent que les problèmes environnementaux impactent négativement leurs activités (Figure 10). Le Tableau 18 présente les résultats du test de Kruskal Wallis sur cette classe d'entreprises.

Tableau 18 : Test de Kruskal Wallis sur les problèmes environnementaux

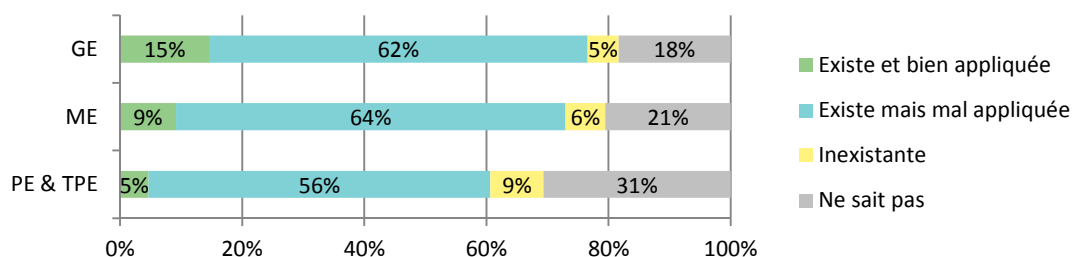
Id	Question	Indice de liaison (Kruskal Wallis)	Signe	Nature de la question
S4Q01B1	Entreprises ne sont pas confrontées à la pollution atmosphérique	58,4	Plus	Contrainte
S4Q01B2	Entreprises ne sont pas confrontées à la gestion des déchets	31,7	Plus	Contrainte
S4Q01B3	Entreprises ne sont pas confrontées au réchauffement climatique	25,5	Plus	Contrainte

L'analyse du Tableau 18 révèle que les entreprises impactées par les problèmes environnementaux sont également confrontées par ordre d'importance, à des problèmes de pollution atmosphérique, de gestion des déchets et de réchauffement climatique.

5.11.2 L'opinion de l'ensemble des entreprises sur les problèmes environnementaux

La Figure 30 présente l'opinion des entreprises sur l'existence d'une législation adéquate et appliquée pour protéger l'environnement. Les entreprises, toutes tailles confondues, considèrent que la législation existe, cependant elle est mal appliquée. Il y a un fort taux de réponse « ne sait pas » révélant que l'environnement n'est pas une préoccupation majeure pour les entreprises.

Figure 30 : Au Cameroun, existe-il une législation adéquate et appliquée pour protéger l'environnement? Par taille d'entreprise



5.11.3 En synthèse

Les problèmes environnementaux ne représentent pas une contrainte majeure pour les entreprises camerounaises. Seuls 17% des entreprises camerounaises déclarent être affectées. Ces dernières sont principalement affectées par la pollution atmosphérique d'après le résultat du test de Kruskal Wallis.

Les entreprises considèrent qu'il y a une législation adéquate pour protéger l'environnement mais qu'elle n'est pas respectée.

5.12 Sécurité sociale

5.12.1 Profil des entreprises impactées par la sécurité sociale

On note que 16% des entreprises camerounaises considèrent que la sécurité sociale impacte négativement leurs activités (Figure 10). Le Tableau 19 présente les résultats du test de Kruskal Wallis sur cette classe d'entreprise.

Tableau 19 : Test de Kruskal Wallis sur la sécurité sociale

Id	Question	Indice de liaison (Kruskal Wallis)	Signe	Nature de la question
S5Q01L	Aucun impact de la législation sur le travail sur les activités de l'entreprise	67,0	Moins	Contrainte
S5Q01K	Aucun impact du dysfonctionnement du système judiciaire sur les activités de l'entreprise	49,1	Moins	Contrainte

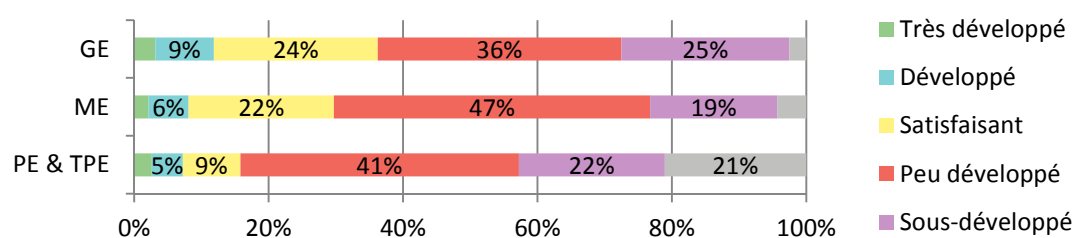
L'analyse du Tableau 19 révèle que les entreprises interrogées impactées par la sécurité sociale le sont également, par ordre d'importance :

- ▶ par la législation du travail. La législation du travail définit l'environnement du travail des employés et ce dernier est lié à la sécurité sociale.
- ▶ dans une moindre mesure, par le dysfonctionnement du système judiciaire. Comme vu précédemment, cela peut s'expliquer par des difficultés d'arbitrage dans les litiges liés à la législation du travail.

5.12.2 L'opinion de l'ensemble des entreprises sur la sécurité sociale

La Figure 31 représente l'opinion des entreprises camerounaises sur le développement du système de protection sociale. Les entreprises, toutes tailles confondues, considèrent que ce système est peu développé voire sous développé.

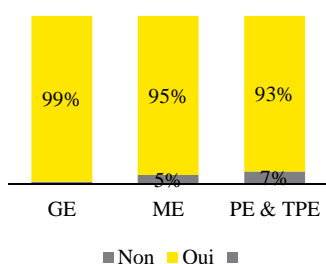
Figure 31 : Le système de protection sociale est-il bien développé au Cameroun? Par taille d'entreprise



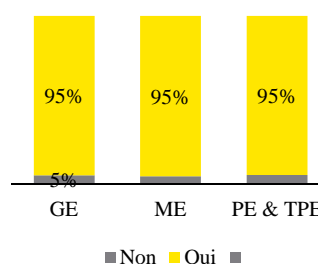
La Figure 32 présente les opinions sur les améliorations possibles du système de protection sociale, notamment : l'Assurance Maladie Universelle, le système de retraite et la prestation sociale pour enfant à charge. L'assurance maladie universelle est un système d'assurance maladie qui permet l'accès aux soins de santé à tout le monde. Actuellement, le Cameroun n'en dispose pas. Les entreprises considèrent, quasi-unanimement, que ces trois propositions sont des solutions pour améliorer la protection sociale.

Figure 32 : Opinions sur les améliorations du système de protection sociale en fonction de la taille de l'entreprise

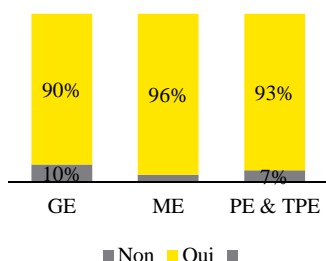
L'Assurance Maladie Universelle serait-elle une solution pour améliorer la protection sociale?



Le système de retraite serait-il une solution pour améliorer la protection sociale?

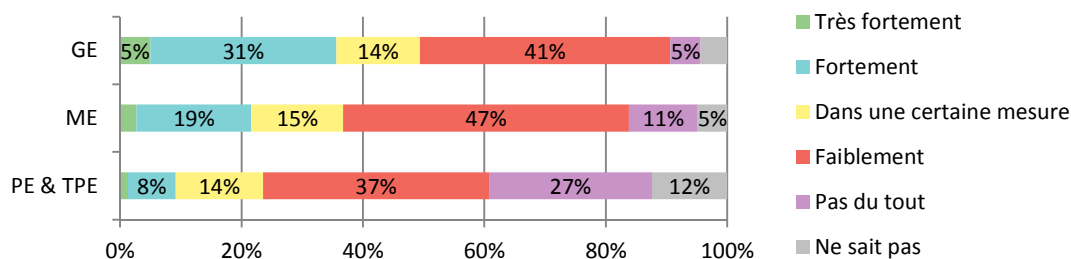


La prestation sociale pour enfant à charge serait-elle une solution pour améliorer la protection sociale?



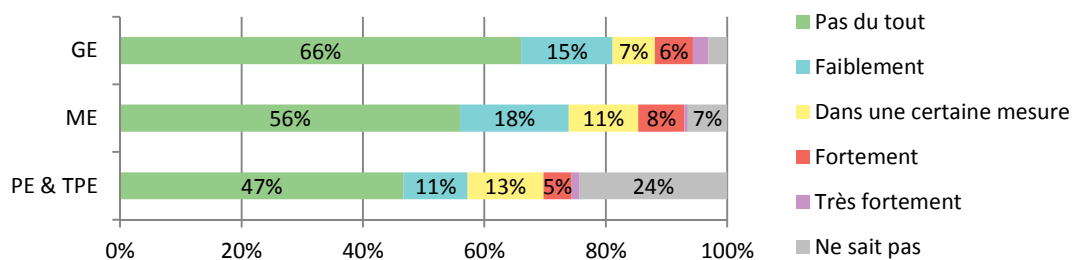
La Figure 33 présente l'opinion des entreprises camerounaises à propos de la sécurité au travail. Les entreprises, toutes tailles confondues, considèrent que la sécurité au travail est faiblement garantie. Pour 64% des PE et TPE, il n'y a quasiment pas de sécurité au travail.

Figure 33 : La sécurité au travail est-elle garantie par les entreprises camerounaises? Par taille d'entreprise



La Figure 34 présente les inconvénients des cotisations sociales versées à la sécurité sociale sur les activités des entreprises. Les entreprises, toutes tailles confondues, considèrent que les cotisations sociales n'ont pas du tout d'impact sur leur activité. Cela est d'autant plus vrai lorsqu'une entreprise est de grande taille.

Figure 34 : Les cotisations sociales versées à la sécurité sociale gênent-elles le développement de votre entreprise? Par taille d'entreprise



L'augmentation des cotisations sociales patronales versées à la sécurité sociale semblent être une possibilité pour améliorer la sécurité sociale, pour pouvoir mettre en place une assurance maladie universelle ou encore un meilleur système de retraite.

5.12.3 En synthèse

La sécurité sociale impacte peu les activités des entreprises. Cela peut s'expliquer par le fait que les cotisations sociales versées à la sécurité sociale ne gênent pas du tout les entreprises.

Cependant, comme vu précédemment, le mauvais état de santé des employés est une contrainte majeure pour le développement des entreprises. La protection sociale au Cameroun est très limitée. Selon les entreprises, tout reste à développer : l'assurance maladie universelle, le système de retraite ou encore la prestation sociale pour enfant à charge.

Le faible développement du système de protection sociale, ajouté à la faible garantie de la sécurité au travail, crée un cadre de travail néfaste pour les employés.

L'effort à fournir est donc double : augmenter la sécurité au travail et améliorer la sécurité sociale.

5.13 Législation sur le travail

5.13.1 Profil des entreprises contraintes par la législation sur le travail

On note que 15% des entreprises camerounaises considèrent que la législation sur le travail impacte négativement leurs activités (Figure 10). Le Tableau 20 présente les résultats du test de Kruskal Wallis sur cette classe d'entreprises.

Tableau 20 : Test de Kruskal Wallis sur la législation sur le travail

Id	Question	Indice de liaison (Kruskal Wallis)	Signe	Nature de la question
S5Q01M	Aucun impact de la sécurité sociale sur les activités de l'entreprise	65,3	Moins	Contrainte

L'analyse du Tableau 20 révèle que les entreprises négativement impactées par la législation du travail le sont également par la sécurité sociale. Cela fait écho aux précédents résultats.

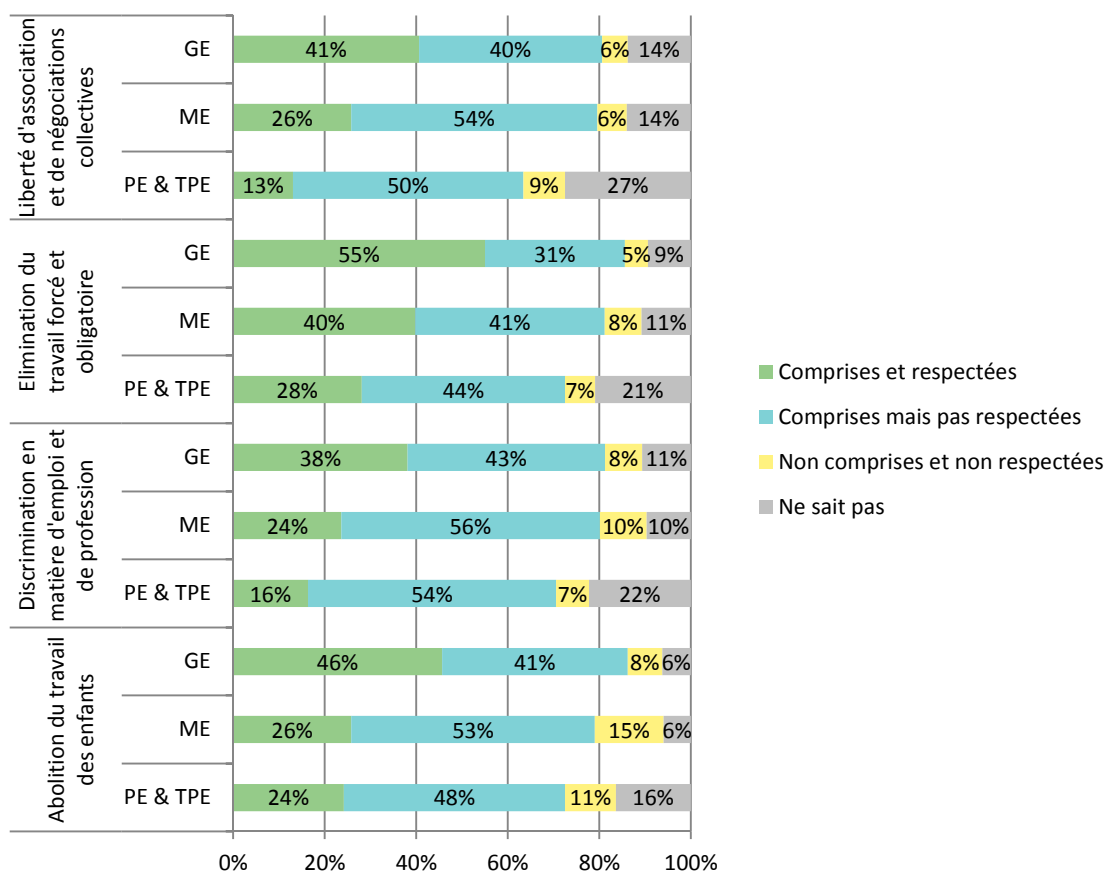
5.13.2 L'opinion de l'ensemble des entreprises sur la législation sur le travail

La Figure 35 présente l'opinion des entreprises sur le respect des conventions internationales du travail :

- ▶ Liberté d'association et de négociations collectives
- ▶ L'élimination du travail forcé et obligatoire
- ▶ La discrimination en matière d'emploi et de profession
- ▶ L'abolition du travail des enfants.

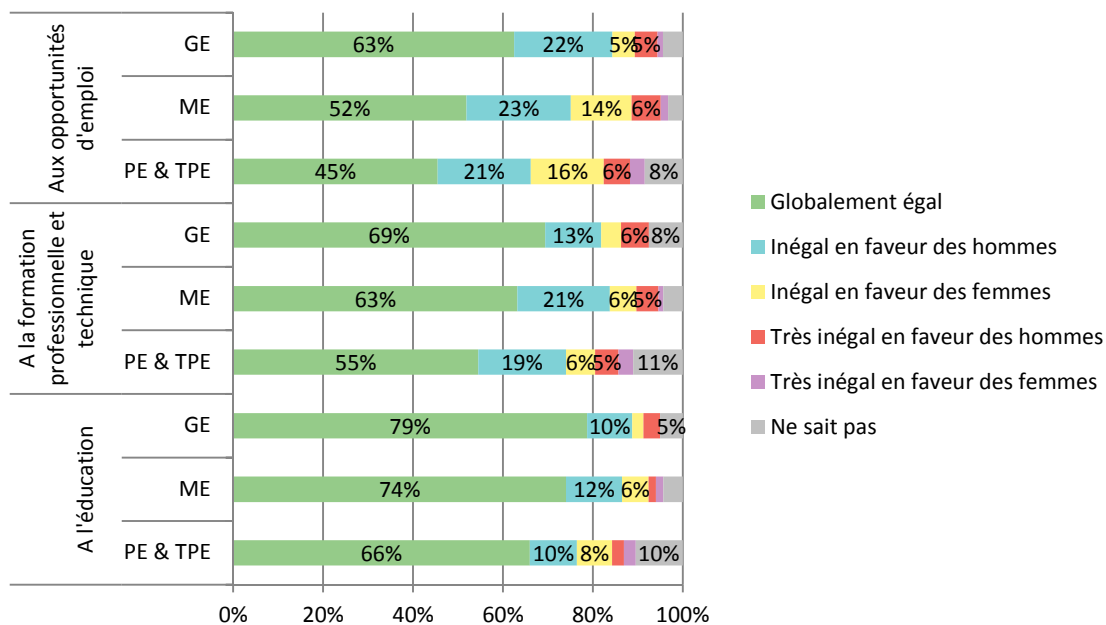
Toutes les dispositions sont globalement comprises par les entreprises mais ces dernières considèrent qu'elles ne sont pas respectées par les entreprises camerounaises. Plus l'entreprise est petite et moins les conventions lui semblent respectées. Ainsi, la majorité des GE estime que l'élimination du travail forcé et obligatoire est respectée au Cameroun. Cette convention est d'ailleurs celle qui semble la plus respectée au Cameroun. A l'inverse, celle sur la discrimination en matière d'emploi et de profession est jugée comme non respectée par les entreprises nationales par la plupart des entreprises. Enfin, la forte proportion de « Ne sait pas » parmi les répondants des PE et TPE semble indiquer qu'une proportion non négligeable des employeurs de ces entreprises n'a pas connaissance de l'existence de ces conventions.

Figure 35 : Le Cameroun ayant signé la totalité des conventions internationales du travail, pensez-vous que les dispositions suivantes soient comprises et respectées par les entreprises nationales? Par taille d'entreprise



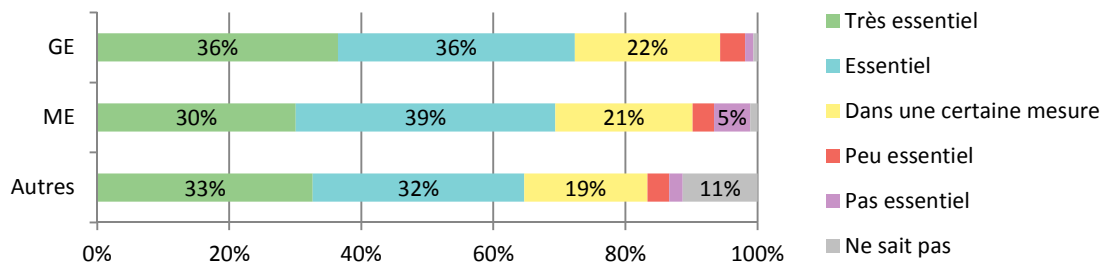
La Figure 36 présente les opinions sur les égalités homme-femme concernant les opportunités d'emploi, la formation professionnelle et technique et l'éducation. Les entreprises considèrent, globalement, que sur ces trois thèmes, hommes et femmes sont égaux. Les opportunités d'emplois sont légèrement défavorables aux femmes.

Figure 36 : Les hommes et les femmes disposent-ils des mêmes accès? Par taille d'entreprise



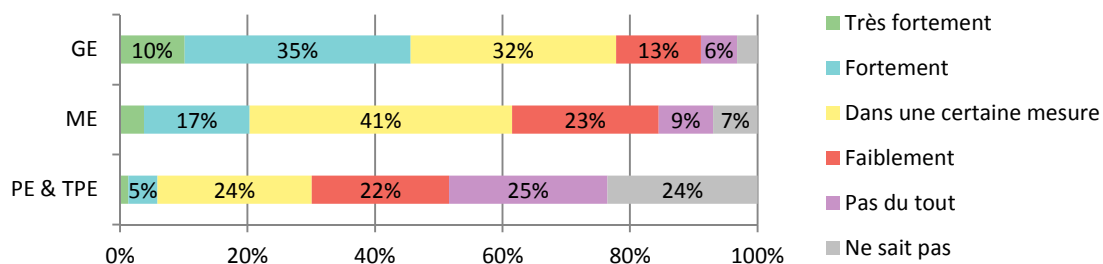
La Figure 37 présente l'opinion des entreprises sur le bien fait du dialogue social. Les entreprises, toutes tailles confondues, considèrent qu'il s'agit d'une condition essentielle pour des résultats mutuellement bénéfiques aux employeurs et employés.

Figure 37 : Le dialogue social est-il essentiel pour obtenir des résultats mutuellement bénéfiques aux travailleurs et employeurs? Par taille d'entreprise



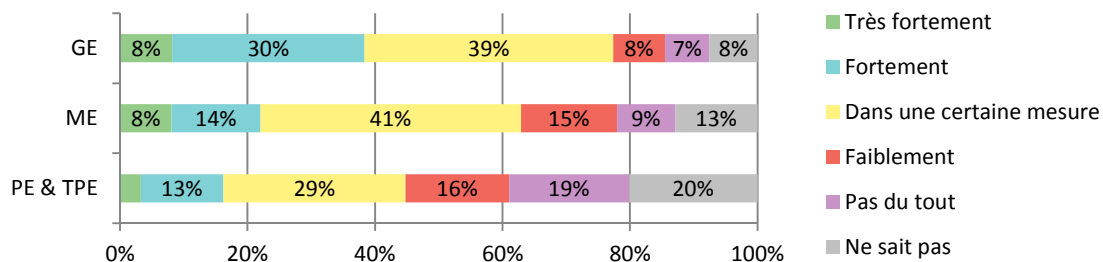
Cependant, la Figure 38 présente l'opinion des entreprises sur le respect du droit syndical des employés. Ce dernier est nécessaire pour faciliter le dialogue social. D'après cette figure, moins de 40% des entreprises respectent fortement le droit syndical. Plus l'entreprise est petite et moins le droit syndical est respecté.

Figure 38 : En pratique, le droit syndical des employés est-il respecté? Par taille d'entreprise



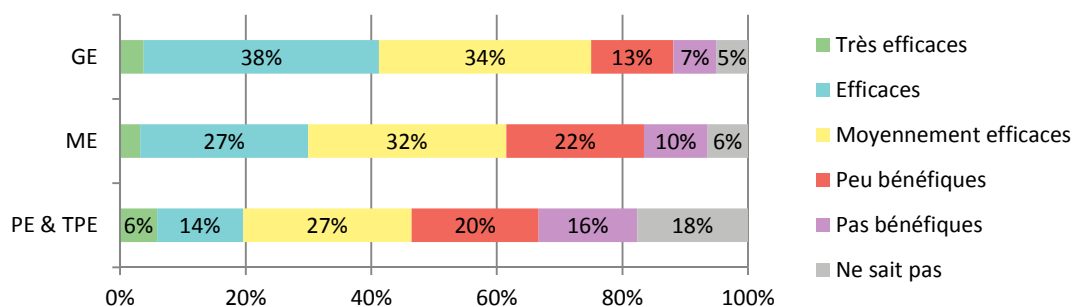
La Figure 39 présente l'opinion des entreprises sur l'encouragement des négociations collectives entre employeurs et employés par le gouvernement. Pour 67% des GE, 63% des ME et 45% des PE et TPE, les négociations collectives sont, au moins dans une certaine mesure, encouragées par le gouvernement. L'opinion des entreprises de petite taille est plus pessimiste que les entreprises de grande taille.

Figure 39 : Les négociations collectives entre employeurs et employés sont-elles encouragées par le Gouvernement? Par taille d'entreprise



La Figure 40 présente l'opinion des entreprises sur l'efficacité des institutions à régler les conflits employeurs-employés. Les entreprises de petite taille jugent plus négativement que les grandes et moyennes entreprises l'efficacité des institutions à régler les conflits employeurs-employés.

Figure 40 : Les institutions sont-elles efficaces pour régler les conflits employeurs-employés? Par taille d'entreprise



5.13.3 En synthèse

La législation sur le travail affecte peu les activités des entreprises.

Les opinions des entreprises camerounaises indiquent que la législation du travail est connue mais pas respectée.

De même, si le dialogue social est considéré comme une condition essentielle au développement des entreprises, peu d'entreprises respectent le droit syndical.

Les entreprises camerounaises considèrent qu'il y a une égalité homme femme sur le marché du travail, l'accès à l'éducation et dans la formation professionnelle.

5.14 Synthèse sur les contraintes rencontrées par les entreprises

Les principales contraintes rencontrées par les entreprises sont :

- ▶ Les délestages et coupures d'électricité
- ▶ Le coût des marchandises
- ▶ L'état de santé des travailleurs
- ▶ L'émigration des travailleurs qualifiés
- ▶ La concurrence déloyale
- ▶ La difficulté d'accès au financement
- ▶ La criminalité et l'insécurité
- ▶ La fiscalité directe et indirecte
- ▶ Les tracasseries administratives
- ▶ La corruption
- ▶ L'enseignement non conforme aux besoins des entreprises.

Ces contraintes sont rencontrées par des entreprises de toutes tailles, de toutes les villes de l'enquête et de tous les secteurs d'activité.

Beaucoup de ces contraintes avaient également été énoncées dans quelques autres rapports : Doing Business 2012, BCS 2011, WEF 2012-2013.

Deux contraintes ont été mises en avant pour la première fois : la mauvaise santé des travailleurs et l'émigration des travailleurs qualifiés.

Partie 6:

Focus sur le secteur informel

6. Le secteur informel

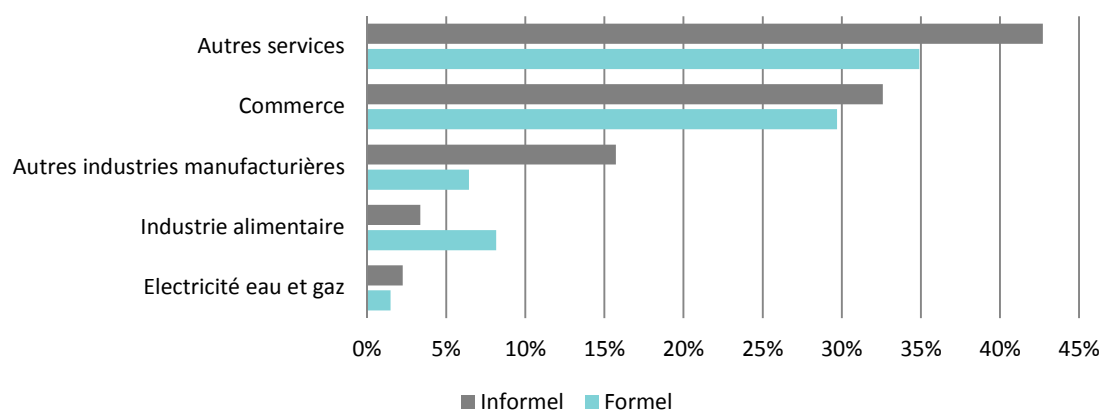
Les entreprises informelles représentent moins d'un cinquième de l'échantillon (18%). 72 PE et TPE, soit près de 50% de cette catégorie, déclarent de pas avoir de numéro de contribuable et/ou ne tenir aucune comptabilité. Le secteur informel concerne nettement moins les GE et les ME avec respectivement 4% et 6% d'entreprises informelles.

6.1 Statistiques sur les entreprises informelles

6.1.1 Secteur d'activité des entreprises informelles

La Figure 41 présente la répartition du secteur d'activité principal pour les entreprises informelles. A titre de comparaison, la répartition des entreprises formelles est aussi indiquée. Une répartition détaillée se trouve en annexe (Tableau 38).

Figure 41 : Répartition du secteur d'activité principal pour les entreprises informelles / formelles



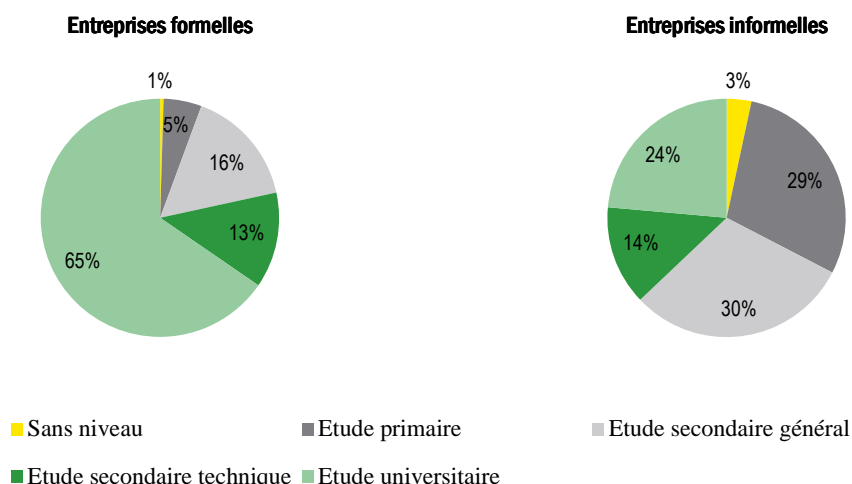
On note que 92% des entreprises informelles interrogées se trouvent dans les secteurs d'activité suivants : les autres services (43%), le commerce (33%) et les autres industries manufacturières (16%). Il n'y a aucune entreprise informelle interrogée dans le secteur primaire, ni dans les secteurs d'activité où les coûts sont importants tels que l'extraction, les transports ou encore la construction.

Les entreprises informelles sont surreprésentées dans le secteur de l'industrie manufacturière hors industrie alimentaire, électricité, eau et gaz. Dans une moindre mesure, elles enregistrent aussi une plus forte proportion d'entreprises du secteur tertiaire que les entreprises formelles. Ces secteurs sont assujettis à moins de contrôle que l'électricité, le gaz, l'eau ou les industries alimentaires, ce qui peut expliquer ce constat.

6.1.2 Niveau de scolarisation des entrepreneurs

La Figure 42 présente la répartition du niveau de scolarisation des entrepreneurs selon que l'entreprise est formelle ou informelle. L'analyse de la figure montre que 94% des entrepreneurs d'entreprises formelles ont un niveau scolaire supérieur au secondaire contre seulement 68% des entrepreneurs d'entreprises informelles. Ce plus faible niveau d'éducation des entrepreneurs informels pourraient expliquer pourquoi ces employeurs ne suivent pas la comptabilité de leur structure.

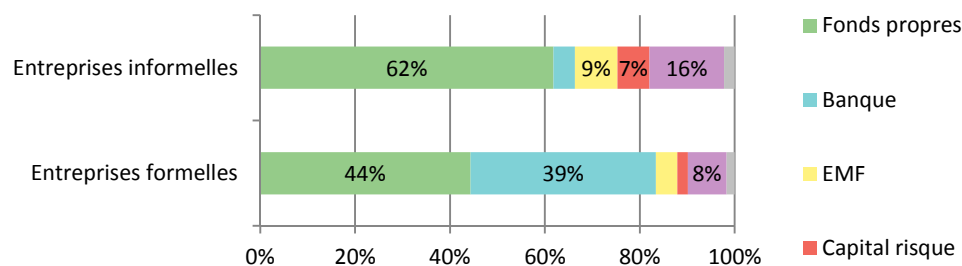
Figure 42 : Niveau de scolarisation des entrepreneurs pour les entreprises formelles / informelles



6.1.3 Mode de financement en fonction des entreprises informelles/formelles

La Figure 43 présente le mode de financement selon qu'une entreprise est formelle ou informelle. Les entreprises, qu'elles soient formelles ou informelles, s'autofinancent en général. L'autofinancement n'est pas propre aux entreprises informelles. Très peu d'entreprises informelles ont accès au crédit bancaire. Sans comptabilité ou sans numéro de contribuable, il est en effet plus difficile pour les banques d'obtenir les garanties nécessaires.

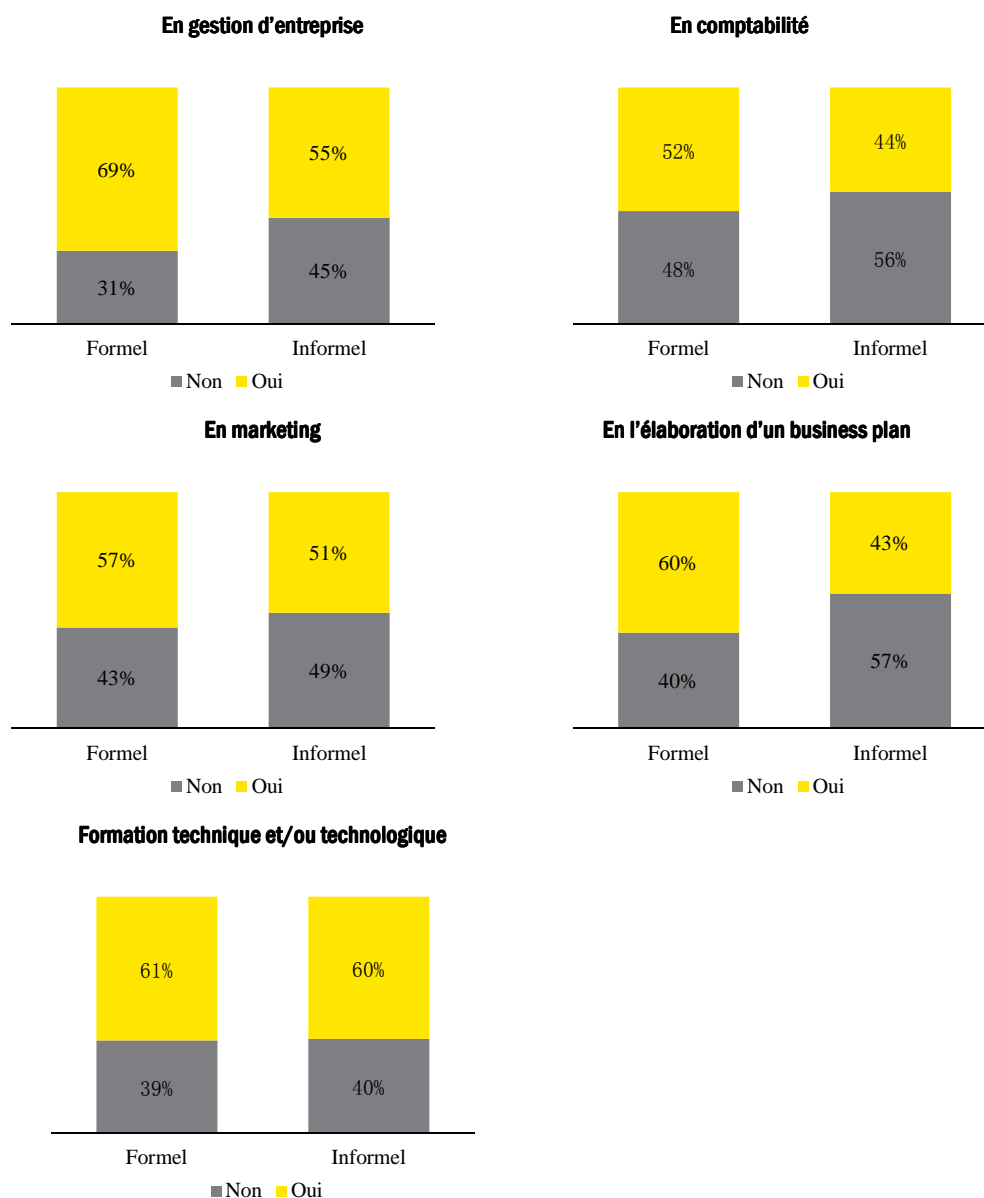
Figure 43 : Mode de financement des entreprises formelles / informelles



6.1.4 Besoin en formation en fonction des entreprises formelles/informelles

La Figure 44 présente le besoin de formation pour les entreprises formelles et informelles dans les domaines de gestion d'entreprise, comptabilité, marketing, l'élaboration d'un plan d'affaires et la formation technique et/ou technologique. Dans tous les domaines, les entreprises informelles ont exprimées des besoins en formation moindres que les entreprises formelles. Cela est surprenant car le niveau d'éducation de ces entrepreneurs est très faible et peut indiquer que ces entreprises n'ont pas conscience de leurs limites.

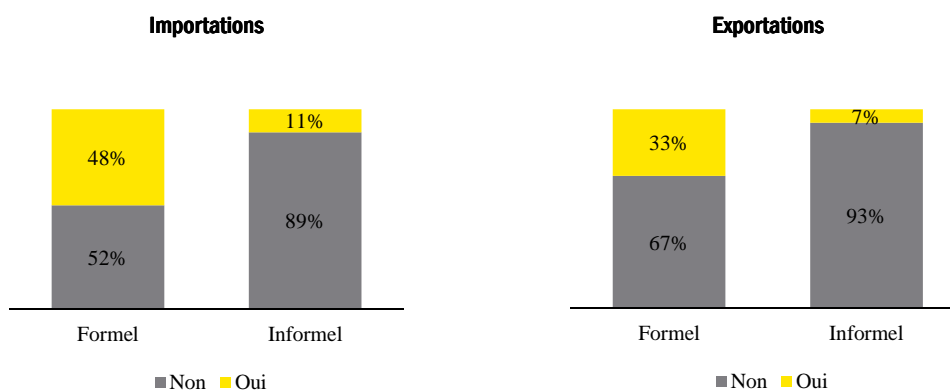
Figure 44 : Besoin de formation pour les entreprises formelles/informelles



6.1.5 Ouverture commerciale des entreprises

La Figure 45 présente les proportions d'entreprises informelles/formelles ayant une activité d'import/export. Les entreprises formelles sont plus nombreuses que les entreprises informelles à exporter et importer.

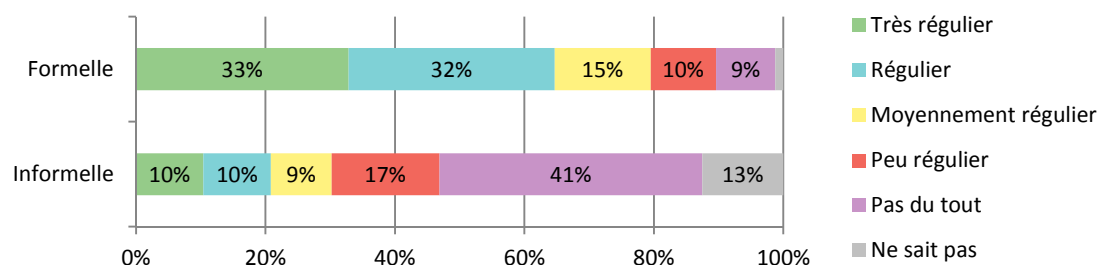
Figure 45 : Importations/exportations pour les entreprises formelles/informelles



6.1.6 Usage des TIC

La Figure 46 présente la fréquence d'usage des TIC pour les entreprises formelles et informelles. Les résultats montrent que les entreprises du secteur formel sont plus nombreuses que les entreprises du secteur informel à utiliser régulièrement les TIC (65% contre seulement 20%). La majorité des entreprises informelles n'utilisent pas du tout les TIC. Cette utilisation faible voire inexistante est en partie due à la plus faible ouverture des entreprises informelles, comme vu à la figure précédente. Les entreprises informelles ont donc moins la nécessité d'avoir recours aux TIC.

Figure 46 : Fréquence d'usage des TIC pour les entreprises formelles/informelles



6.1.7 En synthèse

Les entreprises informelles sont majoritairement dans le secteur du commerce, les autres services et les autres industries manufacturières. Ces dernières s'autofinancent en grande majorité. Dans une moindre mesure, elles ont recours à des prêts auprès d'associations ou de tontines. Les entreprises informelles sont caractérisées par le niveau d'étude primaire de l'employeur, une ouverture commerciale très faible et un usage inexistant des TIC.

6.2 Test de Kruskal Wallis : définition du profil des entreprises informelles

Le Tableau 12 présente les résultats du test de Kruskal Wallis pour les entreprises du secteur informel. Ce test permet d'identifier les traits (variables) caractéristiques du secteur informel et d'établir le profil type des entreprises informelles.

Tableau 21 : Test de Kruskal Wallis sur les entreprises du secteur informel

Id	Question	Indice de liaison (Kruskal Wallis)	Signe	Nature de la question
Type	Taille d'entreprise	97,3	moins	Caractéristique
S0Q09	Chiffre d'affaires en 2011	92,2	moins	Caractéristique
S0Q12C	Nombre total d'employés en 2011	90,6	moins	Caractéristique
S0Q12A	Nombre d'employés permanents en 2011	69,5	moins	Caractéristique
S2Q08C	Informé de l'exonération d'impôt accordée à la création d'une entreprise	63,6	moins	
S2Q20	Régularité de l'usage des TIC	60,9	moins	Caractéristique
S2Q08A	Informé de la gratuite depuis le 1er janvier 2010 de la délivrance et le renouvellement de la carte de contribuable	59,9	moins	
S0Q05	Etude universitaire	50,8	moins	Caractéristique
S0Q05	Etude primaire	50,0	plus	Caractéristique
S0Q15	Affiliation à des organisations/associations professionnelles	49,4	moins	Caractéristique
S0Q03	Age de l'employeur/patron	46,4	moins	Caractéristique
	Entreprises économiquement solides	41,3	moins	Caractéristique
S0Q17B	L'entreprise importe des biens ou services	39,4	moins	Caractéristique
S2Q21	Mode de financement principal: Bancaire	38,3	moins	Caractéristique
S2Q08D	Informé de la création en avril 2010 de deux centres de facilitation de création d'entreprise	37,4	moins	
S0Q16	Age de l'entreprise	36,6	moins	Caractéristique
S2Q08F	Connaissances des 3 Centres de Gestions Agréés depuis avril 2010	28,1	moins	
S0Q17C	L'entreprise a d'autres relations économiques hors du Cameroun	25,4	moins	Caractéristique
S0Q04	Expérience professionnelle	25,2	moins	
S0Q12B	Nombre d'employés temporaires en 2011	23,9	moins	Caractéristique
S2Q22A	Facilité d'accès au crédit bancaire	23,4	moins	Contrainte

L'analyse du Tableau 12 permet de dresser le profil suivant des entreprises du secteur informel :

- Les entreprises du secteur informel sont majoritairement des petites entreprises, un chiffre d'affaires réduit, peu d'employés (total, permanent ou encore temporaire).
- Les entreprises du secteur informel sont des entreprises économiquement faibles⁷, elles ne sont pas ouvertes (aucune importation et exportation), de facto elles n'ont pas de relations avec les pays voisins.

⁷La variable « entreprise économiquement solide » est une variable indicatrice.

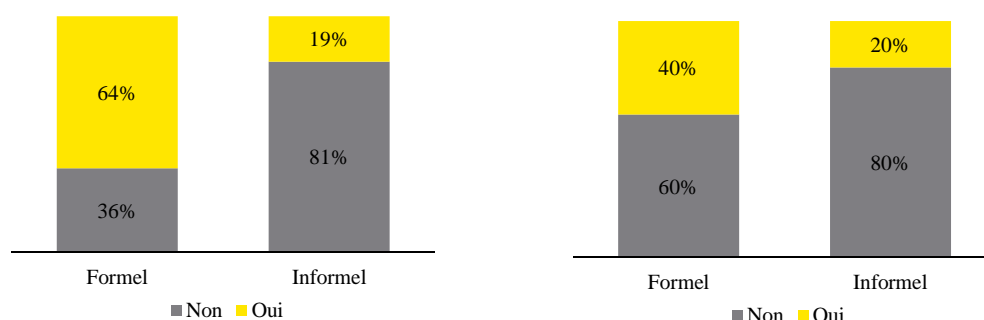
- ▶ Le niveau d'éducation ainsi que l'expérience professionnelle de l'employeur sont relativement faibles par rapport aux entreprises formelles.
- ▶ Les entreprises du secteur informel ne sont pas financées par des banques.
- ▶ Les entreprises du secteur informel sont pour la plupart des entreprises non-informées. Elles ne sont pas au courant des exonérations d'impôts accordées à la création d'entreprise, de la gratuité de la délivrance et du renouvellement de la carte de contribuable, de la création de deux centres de facilitation de création d'entreprise. Cela semble traduire des problèmes de gouvernance.

6.3 Gouvernance des entreprises informelles

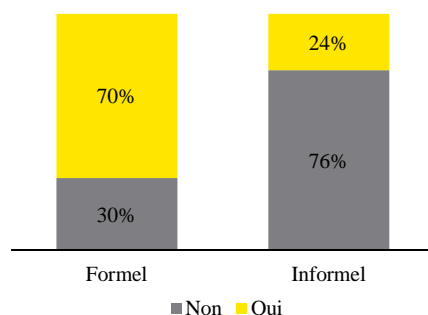
La Figure 47 présente la connaissance des réformes sur la gratuité de la délivrance et renouvellement de la carte du contribuable et l'exonération d'impôt accordée à la création d'entreprise pour les entreprises informelles et formelles. On note que 81% des entreprises informelles ne sont pas au courant de la gratuité de la carte du contribuable et 76% pour l'exonération d'impôt à la création d'entreprise. Le manque de communication rend les incitations inefficaces.

Figure 47 : Connaissance des réformes pour les entreprises formelles/Informelles

Etes-vous au courant que, depuis le 1er janvier 2010, la délivrance et le renouvellement de la carte du contribuable sont gratuits?



Etes-vous au courant de l'exonération d'impôts accordée lors de la création d'une entreprise?



La Figure 48 présente la connaissance des centres de facilitation de création d'entreprises et des CGA pour les entreprises formelles et informelles uniquement localisées à Douala et Yaoundé.

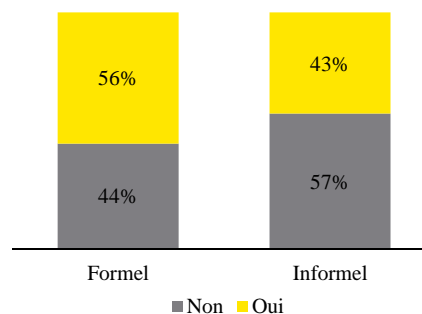
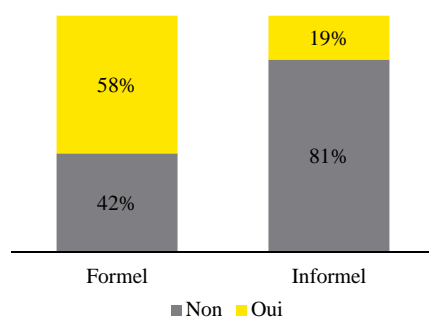
On note que 81% des entreprises informelles n'ont pas connaissance des centres de facilitation d'entreprise. Pour les entreprises qui ont connaissance des centres de facilitation, 43% des entreprises ont connaissance des avantages qu'offrent les centres de facilitation de création d'entreprise.

De même, 93% des entreprises informelles n'ont pas connaissance des Centres de Gestions Agréés (CGA). Cependant, lorsqu'elles en ont connaissance, 75% des entreprises connaissent leurs avantages.

Figure 48 : Connaissance des centres de facilitations de création d'entreprises et des CGA (Uniquement pour les entreprises localisées à Douala ou Yaoundé) pour les entreprises formelles/Informelles

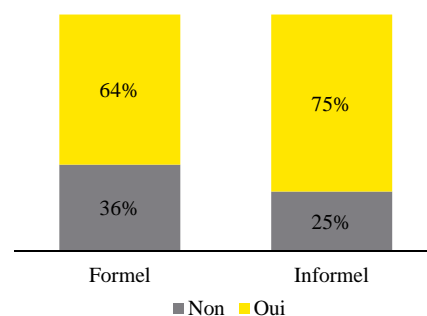
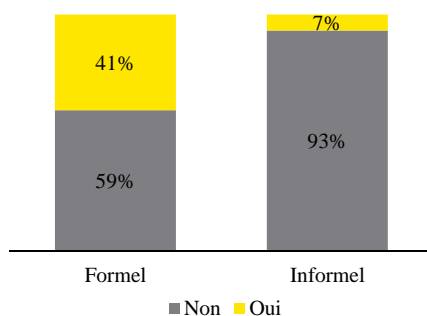
Etes-vous au courant de la création en avril 2010, à Douala et à Yaoundé, de deux centres de facilitation de création d'entreprises?

Connaissez-vous les avantages qu'offrent les deux centres de facilitation de création d'entreprise? (S2Q08e) (Pour les entreprises ayant répondu « Oui » à la question précédente)



Etes-vous au courant que trois CGA, à Douala et à Yaoundé, sont opérationnels depuis le mois d'avril 2010?

Connaissez-vous les avantages qu'offrent les trois CGA? (S2Q08g) (S'ils ont répondu « Oui » à la précédente)



6.4 Facteurs favorisant l'informalité

Pour identifier les facteurs (contraintes) explicatifs de l'informalité des entreprises, un modèle logit a été utilisé. Ce modèle établit une relation entre la probabilité d'être informelle et les différents attributs des entreprises (variables explicatives).

Dans le choix des variables explicatives, afin d'éviter tout problème d'endogénéité, les variables permettant de définir l'entreprise informelle ont été écartées :

- ▶ l'existence du numéro de contribuable
- ▶ le mode d'établissement des comptes.

De même, les variables présentant des risques d'endogénéité telles que le chiffre d'affaires, l'ouverture commerciale ou le système de financement ont été volontairement écartées. Les entreprises formelles et informelles présentent des différences marquées dans ces domaines et une corrélation serait à prévoir entre elles.

Le modèle inclut donc les variables suivantes :

- ▶ l'âge de l'employeur ;
- ▶ l'âge de l'entreprise ;
- ▶ le secteur d'activité ;
- ▶ le niveau d'éducation de l'employeur ;
- ▶ le nombre d'heures par semaine durant laquelle fonctionne l'entreprise ;
- ▶ l'usage des TIC ;
- ▶ les principales contraintes identifiées: concurrence déloyale, difficulté d'accès au financement, délestages et coupures d'électricité, tracasseries administratives, mauvaise gouvernance des entreprises, criminalité et insécurité, fiscalité directe et indirecte, réglementation et tarifs douaniers, instabilité politique, difficulté d'accès à la propriété, dysfonctionnement du système judiciaire, législation sur le travail, sécurité sociale, problèmes environnementaux et gêne de la corruption.

Tableau 22: Modèle logit

Le modèle logit est un modèle économétrique non linéaire.

Dans l'étude, la variable expliquée est codée 1 s'il s'agit d'une entreprise informelle ou 0 s'il s'agit d'une entreprise formelle.

Les variables explicatives susceptibles d'influencer la probabilité d'être une entreprise informelle sont présentes dans le vecteur $X=(X_1, X_2, X_3, \dots, X_n)$.

Le vecteur $\beta = (\beta_1, \beta_2, \beta_3, \dots, \beta_n)$ représente les estimateurs associés à chacune des variables explicatives.

La probabilité d'être une entreprise informelle est notée : $P(Y=1)$.

Le modèle est le suivant :

$$P(Y=1) = F(X\beta)$$

telle que F soit la fonction de répartition de loi logistique.

Comment interpréter les résultats ?

Il y a deux types de variables à considérer : les variables explicatives continues (i.e. pouvant prendre des valeurs dans l'ensemble des réelles) et les variables explicatives discrètes (i.e. pouvant prendre des valeurs dans l'ensemble des rationnels).

Les résultats de la régression logistique donnent directement les coefficients associés aux variables explicatives. Cela permet de déterminer l'effet qu'aura la variable associée sur la probabilité d'être une entreprise informelle, le signe de la valeur estimée donnant le sens de la relation.

Ainsi, si la variable explicative A a un coefficient positif. Cela signifie qu'elle a un effet positif sur la probabilité d'être une entreprise informelle. Autrement dit, elle augmente les chances pour une entreprise d'être informelle. Inversement, si la variable explicative B a un coefficient négatif, elle diminue la probabilité d'être informelle.

Le Tableau 23 présente les résultats de la régression logistique.

Tableau 23 : Modèle logit sur les entreprises du secteur informel

Variable	Détail	Coefficient	Erreur type	Khi-2 de Wald	Pr > Khi-2	Nature de la question
Intercept		0,9605	0,7002	1,8818	0,1701	
S0Q03	Age de l'employeur/patron	-0,0387	0,0136	8,0570	0,0045	Caractéristique
S0Q16	Age de l'entreprise	-0,0776	0,0229	11,4618	0,0007	Caractéristique
S0Q06	Autres services	0,8609	0,3142	7,5065	0,0061	Caractéristique
S0Q06	Autres industries manufacturières	1,9027	0,5385	12,4831	0,0004	Caractéristique
S0Q05	Sans niveau	2,9168	1,1608	6,3144	0,0120	Caractéristique
S0Q05	Etude primaire	2,0256	0,4270	22,5026	<0,0001	Caractéristique
S2Q20	Régularité de l'usage des TIC dans le cadre de ses activités	-0,5518	0,1036	28,3536	<0,0001	Caractéristique

Variable	Détail	Coefficient	Erreur type	Khi-2 de Wald	Pr > Khi-2	Nature de la question
S5Q01D	Impact négatif des tracasseries administratives sur les activités de l'entreprise	0,3317	0,1164	8,1220	0,0044	Contrainte

Les résultats montrent que :

- ▶ ce sont essentiellement des variables portant sur les caractéristiques des entreprises qui augmentent la probabilité d'être une entreprise informelle/formelle.
- ▶ Les entreprises dont le secteur d'activité principal est l'industrie manufacturière, autres que la construction, l'extraction et les transports, ont une probabilité plus grande d'être une entreprise informelle, de même pour les entreprises appartenant au secteur des autres services.
- ▶ Le niveau d'étude de l'employeur affecte la probabilité d'être une entreprise informelle. En effet, si l'employeur a un niveau d'étude primaire, voire qu'il n'a pas été à l'école, alors cela augmente les chances d'être une entreprise informelle.
- ▶ L'âge de l'employeur et l'âge de l'entreprise diminuent très légèrement les chances pour l'entreprise d'être informelle.
- ▶ En moyenne, lorsque l'impact des tracasseries administratives sur l'activité des entreprises est fort, la probabilité d'être une entreprise informelle augmente.

6.5 Quelques pistes de réflexion

- Les entreprises du secteur informel sont majoritairement des entreprises de petite taille dont l'employeur a un niveau d'éducation faible.
- L'analyse révèle que les tracasseries administratives sont un facteur important dans le choix des entrepreneurs de pratiquer une activité informelle. Les réduire favoriserait la migration des entreprises informelles vers le secteur formel.
- Les entrepreneurs choisissant de développer leur entreprise de façon informelle ont généralement un niveau d'éducation faible.
- En outre les entreprises informelles ne semblent pas être bien gérées. Ces entreprises sont souvent peu informées des évolutions du cadre réglementaire. Elles n'utilisent pas régulièrement les TIC.
- Le niveau d'éducation des entrepreneurs informels limite leur capacité à développer leur activité. La mise en place de programmes d'éducation et de sensibilisation des entrepreneurs informels faciliterait leur migration vers le secteur formel.
- Le secteur informel est particulièrement important dans les autres activités manufacturières c'est-dire toutes les industries différentes de l'extraction, le transport, l'eau et l'énergie.

Partie 7:

Les entreprises économiquement solides

7. Les entreprises économiquement solides

L'objectif de cette section est de déterminer les traits caractéristiques des entreprises économiquement solides au Cameroun et de comprendre les facteurs favorisant leurs émergences.

Les entreprises économiquement solides sont 169 soit un tiers de l'échantillon. Aucune PE et TPE n'est économiquement solide alors qu'un tiers des ME (61) et plus de deux tiers des GE (108) sont économiquement solides.

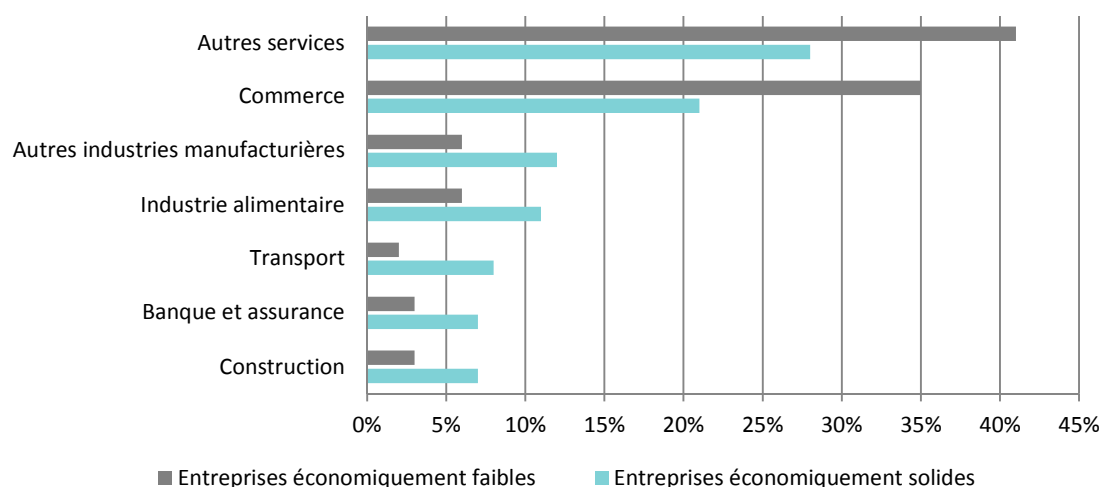
7.1 Statistiques sur les entreprises économiquement solides

7.1.1 Secteur d'activité pour les entreprises économiquement solides / faibles

D'après la définition dans la partie 2 (section 1), il y a 169 entreprises économiquement solides dont 61 ME et 108 GE.

La Figure 49 présente la répartition en nombre et en pourcentage des principaux sous-secteurs d'activité des entreprises économiquement solides/faibles. Une répartition détaillée se trouve en annexe (Tableau 39).

Figure 49 : Répartition des principaux sous-secteurs d'activité en fonction des entreprises économiquement solides / faibles

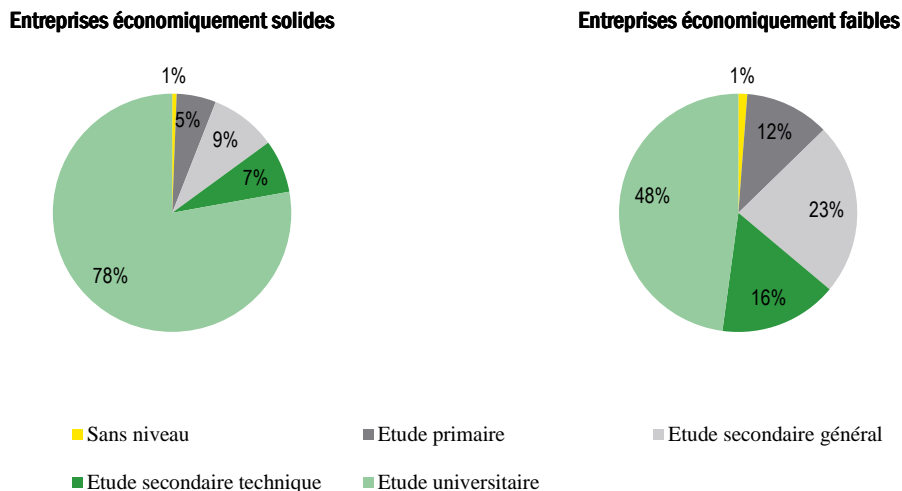


Les entreprises économiquement faibles se trouvent essentiellement dans le secteur tertiaire avec 41% dans les autres services et 35% dans le commerce. Les entreprises économiquement solides également mais dans une moindre mesure. Elles sont plus nombreuses dans tous les autres sous-secteurs d'activité industrielle.

7.1.2 Niveau de scolarisation des entrepreneurs des entreprises économiquement solides.

La Figure 50 présente le niveau de scolarisation des entrepreneurs selon que l'entreprise est économiquement solide ou faible. L'analyse de la figure montre que 78% des entrepreneurs d'entreprises économiquement solides ont un niveau scolaire universitaire contre seulement 48% des entrepreneurs d'entreprises économiquement faibles.

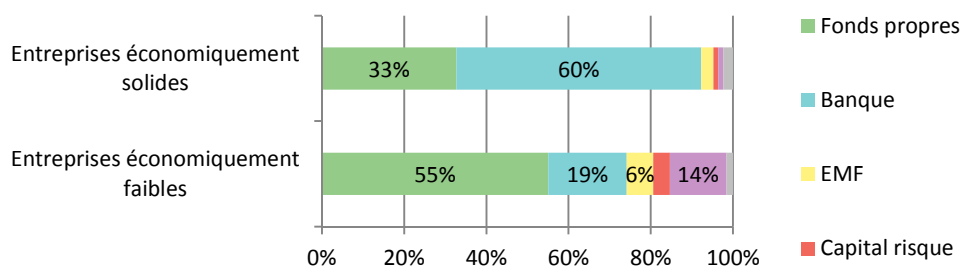
Figure 50 : Niveau de scolarisation en fonction des entreprises économiquement solides/faibles



7.1.3 Mode de financement

La Figure 51 présente le mode de financement des entreprises économiquement solides et faibles. La banque est le premier mode de financement pour les entreprises économiquement solides et il s'agit de fonds propres pour les entreprises économiquement faibles. L'autofinancement est présent dans les entreprises économiquement solides et faibles. Le financement par fonds propres ne semble pas être un critère fondamental pour être une entreprise solide. En effet, une entreprise dégagant des bénéfices élevés n'aurait pas intérêt à se financer auprès d'une banque (coûts supplémentaires : taux d'intérêt, démarches administratives, etc.). En revanche, le financement bancaire peut aider une entreprise à être économiquement solide (retour sur investissement).

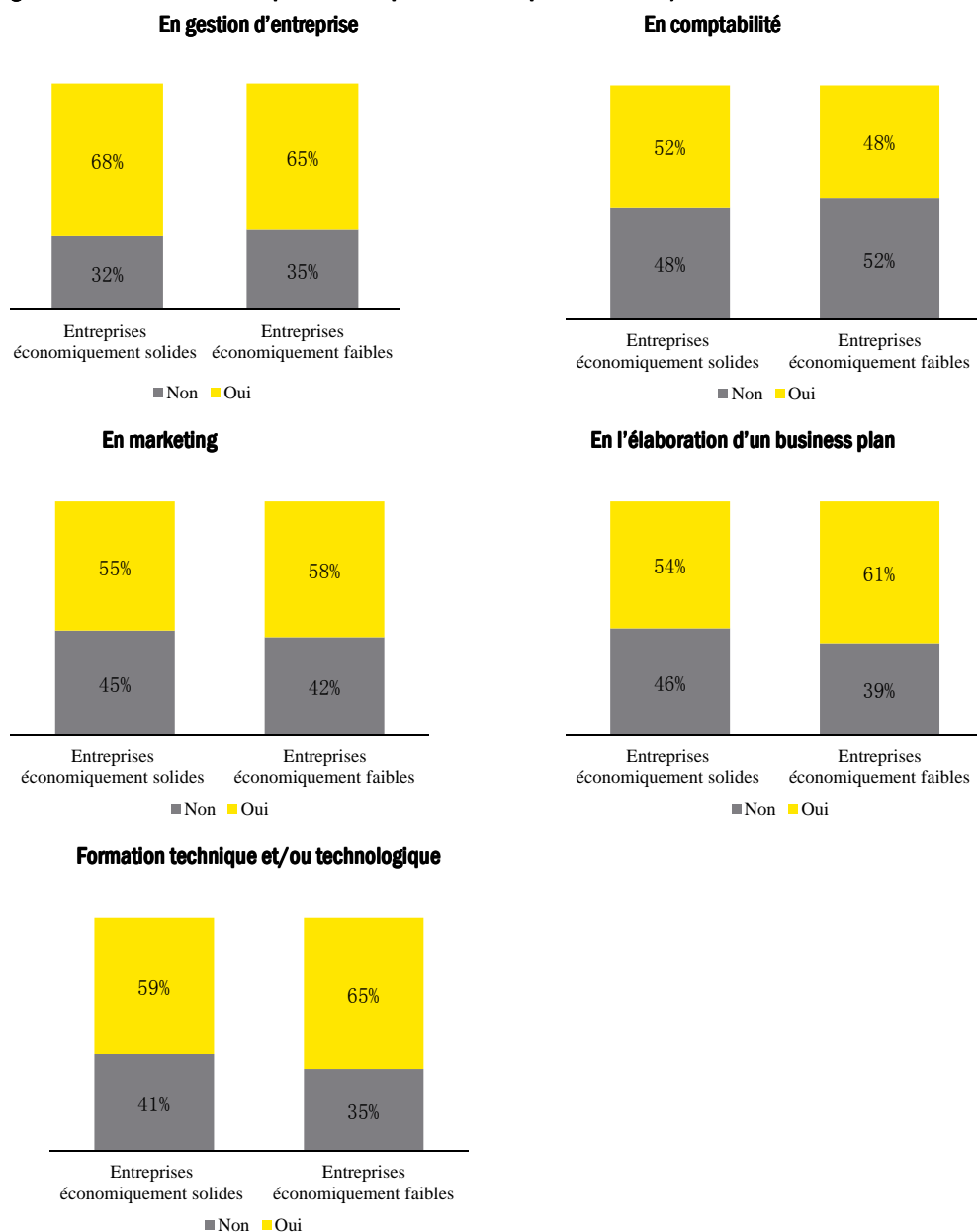
Figure 51 : Mode de financement des entreprises économiquement solides / faibles



7.1.4 Besoin de formation pour les entreprises économiquement solides/faibles

La Figure 52 présente le besoin de formation pour les entreprises économiquement solides et faibles dans les domaines suivants : gestion d'entreprise, comptabilité, marketing, élaboration d'un business plan et la formation technique / technologique. Le besoin de formation pour les deux types d'entreprises est quasiment similaire.

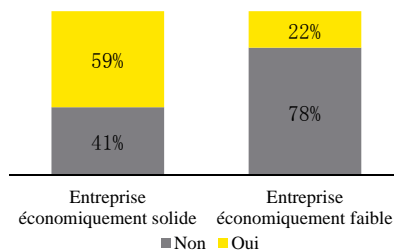
Figure 52 : Besoin de formation pour les entreprises économiquement solides / faibles



7.1.5 Affiliation à des organisations ou des associations

La Figure 53 présente la proportion des entrepreneurs affiliés à des organisations ou de associations pour les entreprises économiquement solides/faibles. L'analyse montre que les entreprises économiquement solides sont plus nombreuses que les entreprises économiquement faibles à être affiliées à des organisations ou associations. (59% contre 22%)

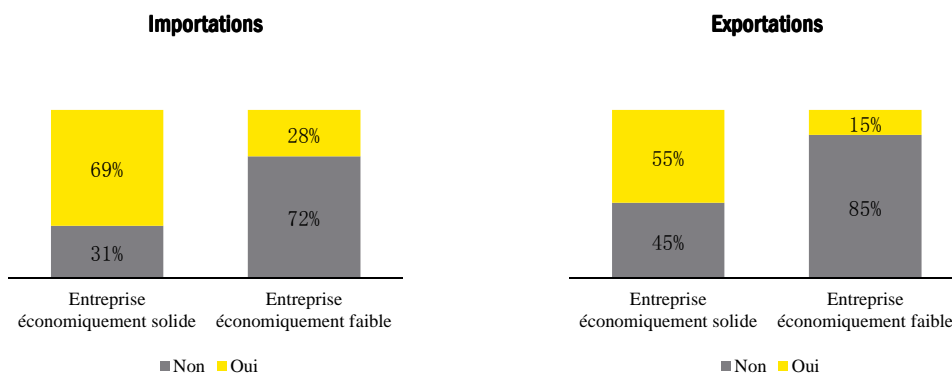
Figure 53 : Affiliation à une ou plusieurs organisation(s) ou association(s) professionnelle(s) en fonction des entreprises économiquement solides / faibles



7.1.6 Ouverture commerciale des entreprises

La Figure 54 présente les proportions d’entreprises économiquement solides/faibles ayant une activité d’import/export. Les entreprises économiquement solides sont relativement plus nombreuses que les entreprises économiquement faibles à exporter et importer. Ce constat est d’autant plus fort pour les exportations de biens et services.

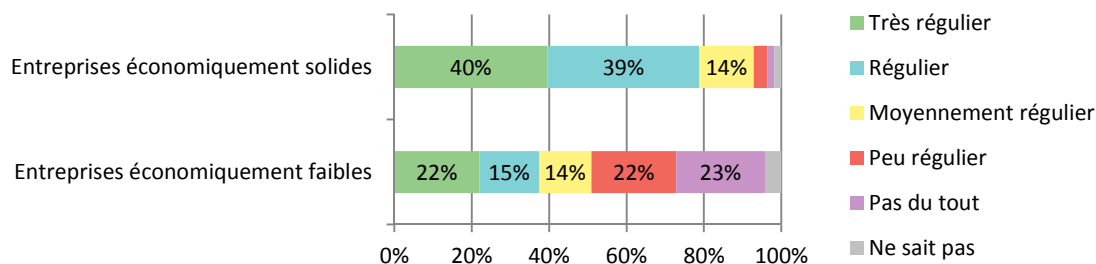
Figure 54 : Importations / exportations en fonction des entreprises économiquement solides / faibles



7.1.7 Usage des TIC

La Figure 55 présente la fréquence d’usage des TIC pour les entreprises économiquement solides et faibles dans leur activité. 79% des entreprises économiquement solides font usage régulier des TIC dans leur activité contre seulement 37% des entreprises économiquement faibles.

Figure 55 : Fréquence d'usage de la TIC pour les entreprises économiquement solides / faibles



7.1.8 En synthèse

Les entreprises économiquement solides sont caractérisées par un bon niveau d'étude de l'employeur, sa participation aux associations ou organisations professionnelles. Ce sont des entreprises avec une forte ouverture commerciale. Elles se financent en majorité auprès des banques et dans une moindre mesure par fonds propres. Les entreprises économiquement solides sont nombreuses à exporter et utilisent régulièrement des TIC dans le cadre de leur activité.

7.2 Test de Kruskal Wallis : définition du profil d'une entreprise économiquement solide

Le Tableau 24 présente les résultats du test de Kruskal Wallis pour approfondir la caractérisation des entreprises économiquement solides.

Tableau 24 : Test de Kruskal Wallis sur les entreprises économiquement solides

Id	Question	Indice de liaison (Kruskal Wallis)	Signe	Nature de la question
S0Q12C	Nombre total d'employés en 2011	175,2	plus	Caractéristique
Type	Taille d'entreprise	159,8	plus	Caractéristique
S0Q12A	Nombre d'employés permanents en 2011	152,8	plus	Caractéristique
S0Q16	Age de l'entreprise	123,6	plus	Caractéristique
S0Q14	Comptabilité formelle	94,3	plus	Caractéristique
S0Q17C	L'entreprise a d'autres relations économiques hors du Cameroun	88,6	plus	Caractéristique
S2Q21	Mode de financement principal : bancaire	83,8	plus	Caractéristique
S0Q17B	L'entreprise importe des biens ou services	78,2	plus	Caractéristique
S0Q15	Affiliation à des organisations/associations professionnelles	64,4	plus	Caractéristique
S2Q08C	Informé de l'exonération d'impôt accordée à la création d'une entreprise	55,2	plus	Caractéristique
S0Q04	Expérience professionnelle	53,6	plus	Caractéristique
S2Q20	Régularité de l'usage des TIC	51,2	plus	Caractéristique
S0Q17A	L'entreprise exporte des biens ou services	49,5	plus	Caractéristique
S0Q14	Etablissement des comptes : "Autres"	48,9	moins	Caractéristique
S0Q03	Age de l'employeur/patron	48,0	plus	Caractéristique
S2Q08D	Informé de la création en avril 2010 de deux centres de facilitation de création d'entreprise	45,7	plus	Caractéristique
S2Q08F	Connaissances des 3 Centres de Gestions Agréés depuis avril 2010	45,2	plus	Caractéristique
S2Q22A	Facilité d'accès au crédit bancaire	41,8	plus	Contrainte
	Entreprises informelles	41,3	moins	Caractéristique
S2Q08A	Informé de la gratuite depuis le 1er janvier 2010 de la délivrance et le renouvellement de la carte du contribuable	41,1	plus	Caractéristique
S0Q05	Etude universitaire	39,3	plus	Caractéristique
S0Q13	Entreprise possédant un numéro de contribuable	38,6	plus	Caractéristique
S0Q12B	Nombre d'employés temporaires en 2011	32,3	plus	Caractéristique
S2Q08G	Connaissance des avantages des CGA	27,9	plus	Caractéristique

Id	Question	Indice de liaison (Kruskal Wallis)	Signe	Nature de la question
S2Q08E	Connaissance des avantages de ces centres	26,7	plus	Caractéristique
S3Q06	Les entreprises investissent dans la formation de leur personnel	23,6	plus	Contrainte
S1Q10	Les droits de l'Homme sont respectés au Cameroun	22,8	plus	Opinion
S5Q01H	Aucun impact de la réglementation et tarifs douaniers sur les activités de l'entreprise	21,4	moins	Contrainte
S3Q11	Bon niveau de garantie de la sécurité au travail par les entreprises	20,7	moins	Opinion
S0Q10	Evolution du chiffre d'affaires sur les trois dernières années	20,6	plus	Caractéristique
S2Q21	Mode de financement principal : Fonds propres	20,5	moins	Caractéristique
S2Q23	Problèmes rencontrés lors de demande de financement : garanties insuffisantes	20,2	moins	Caractéristique
S2Q21	Mode de financement principal : Prêt dans une association ou tontine	20,1	moins	Caractéristique

L'analyse du test de Kruskal Wallis dans le Tableau 24 permet de dresser le profil suivant des entreprises économiquement solides :

- ▶ Comme indiqué dans le Tableau 2, les entreprises économiquement solides sont des GE et ME. Le test de Kruskal Wallis le confirme, un nombre d'employés total, permanent et temporaire élevé est une caractéristique pour être une entreprise économiquement solide.
- ▶ L'employeur d'une entreprise économiquement solide a une forte expérience professionnelle, un niveau d'étude universitaire et est membre d'associations et/ou organisations professionnelles.
- ▶ Les entreprises économiquement solides ont une bonne gouvernance, elles utilisent une comptabilité formelle, font un usage régulier des TIC et possèdent un numéro de contribuable. Ces entreprises sont bien informées, elles sont au courant de l'exonération d'impôt accordée à la création d'entreprise, des centres de facilitation de création d'entreprise, de la gratuité de la délivrance et du renouvellement de la carte du contribuable ou encore des avantages des Centres de Gestions Agréées (CGA)
- ▶ Comme l'indique la Figure 54, les entreprises économiquement solides sont commercialement ouvertes. Elles sont souvent exportatrices et/ou importatrices de marchandises et ont des relations économiques hors du Cameroun. Elles sont d'ailleurs négativement impactées par les tarifs douaniers.
- ▶ Ces entreprises sont âgées et bien implantées dans l'environnement des affaires camerounais.
- ▶ L'accès au crédit bancaire est relativement facile pour ces entreprises. Il s'agit d'ailleurs de leur mode de financement principal.
- ▶ Ces entreprises investissent dans la formation de leur personnel.
- ▶ Ces entreprises considèrent que les droits de l'Homme sont respectés au Cameroun et que le niveau de garantie de la sécurité au travail dans les entreprises n'est pas suffisant.

7.3 Facteurs favorisant les entreprises économiquement solides

Une régression logistique est effectuée sur les entreprises économiquement solides/faibles pour identifier les déterminants de ces entreprises.

La régression ne comporte pas toutes les variables du questionnaire compte tenu de potentiels biais d'endogénéité. Toutes les variables ayant servi à la définition d'une entreprise économiquement solide ont été supprimées ainsi que les variables fortement corrélées. Ces variables incluent :

- ▶ le chiffre d'affaires ;
- ▶ l'évolution du chiffre d'affaires sur les 3 dernières années ;
- ▶ l'âge de l'entreprise ;
- ▶ la taille d'une entreprise ;
- ▶ le nombre d'employés.

De même, les variables présentant des risques d'endogénéité telles que le mode de financement ou l'ouverture commerciale ont été écartées. Les entreprises économiquement solides présentent des différences marquées dans ces domaines et des problèmes d'endogénéité seraient à prévoir.

Le modèle inclut donc les variables suivantes :

- ▶ l'âge de l'employeur ;
- ▶ le secteur d'activité ;
- ▶ le niveau d'éducation de l'employeur ;
- ▶ le nombre d'heures par semaine durant laquelle fonctionne l'entreprise ;
- ▶ l'affiliation à des organisations/associations professionnelles ;
- ▶ l'usage des TIC ;
- ▶ les principales contraintes identifiées : concurrence déloyale, difficulté d'accès au financement, délestages et coupures d'électricité, tracasseries administratives, mauvaise gouvernance des entreprises, criminalité et insécurité, fiscalité directe et indirecte, réglementation et tarifs douaniers, instabilité politique, difficulté d'accès à la propriété, dysfonctionnement du système judiciaire, législation sur le travail, sécurité sociale, problèmes environnementaux et gêne de la corruption.

Le Tableau 25 présente les résultats de la régression logistique effectuée sur les entreprises économiquement solides/faibles.

Tableau 25 : Régression logistique sur les entreprises économiquement solides / faibles

Variable	Détail	Coefficient	Erreur type	Khi-2 de Wald	Pr > Khi-2	Nature de la question
Intercept		-4,2439	0,6578	41,6303	<,0001	
S0Q03	Age de l'employeur/patron	0,0224	0,00778	8,2960	0,0040	Caractéristique
S0Q06	Secteur d'activité principale : Commerce	-1,1026	0,2816	15,3291	<,0001	Caractéristique
S0Q06	Secteur d'activité principale : Autres services	-1,2023	0,2662	20,4023	<,0001	Caractéristique
S0Q05	Etude universitaire	0,8892	0,2550	12,1556	0,0005	Caractéristique
S0Q15	Affiliation à des organisations/associations professionnelles	0,9813	0,2299	18,2127	<,0001	Caractéristique
S2Q20	Régularité de l'usage des TIC dans le cadre de ses activités	0,4821	0,0996	23,4560	<,0001	Caractéristique
S5Q01A	Impact négatif de la concurrence déloyale sur les activités de l'entreprise	-0,1778	0,0868	4,1972	0,0405	Contrainte

Les résultats de la régression logistique montrent que :

- ▶ Le secteur d'activité principal impacte la probabilité d'être une entreprise économiquement solide. En effet, une entreprise dont l'activité principale est le commerce réduit ses chances d'être une entreprise économiquement solide ceteris paribus. De façon analogue, pour une entreprise dont l'activité principale est « Autres services », ses chances d'être une entreprise économiquement solide sont réduites.
- ▶ Le rôle d'employeur est important pour être une entreprise économiquement solide. En effet, les chances d'être une entreprise économiquement solide augmentent lorsque l'employeur a un niveau d'étude universitaire. De même, plus l'employeur a d'années d'expérience, plus les chances pour l'entreprise d'être économiquement solide augmentent. De plus, la probabilité est aussi augmentée lorsque l'employeur est affilié à des organisations ou des associations professionnelles.

7.4 Quelques pistes de réflexion

- Les entreprises économiquement solides sont des entreprises dont l'employeur possède un niveau d'étude supérieur et d'importantes années d'expériences professionnelles. Ce résultat fait écho au faible niveau d'éducation des employeurs d'entreprises informelles.
- Afin de rendre plus solide économiquement les entreprises, le niveau d'éducation des entrepreneurs doit être amélioré.
- L'accès au financement est également une source de solidité financière. Augmenter l'accès au crédit à un plus grand nombre d'entreprises permettrait d'augmenter le nombre d'entreprises économiquement solides.
- L'ouverture commerciale vers l'extérieur apparaît aussi comme une source de croissance forte pour les entreprises. Il faut donc faciliter et encourager le développement du commerce vers l'extérieur.
- Les entreprises ayant une activité de service non bancaire ont peu de chance d'être solides économiquement. Une réflexion doit être menée pour comprendre les points faibles de ce secteur d'activité.

Partie 8:

Conclusions

8. Conclusions

8.1 Méthodologie d'analyse

Les réponses des entrepreneurs ont fait l'objet de tests et d'analyses statistiques afin d'assurer la validité et la robustesse des résultats obtenus :

- ▶ L'analyse des corrélations s'est appuyée sur des tests de Kruskal Wallis visant à mettre en relief des comportements de réponses homogènes parmi les entrepreneurs. Les tests de Kruskal Wallis ont permis de déterminer les attributs d'entreprises contraintes et d'en établir un profil. Ce faisant les relations entre contraintes sont apparues. Par exemple les entreprises contraintes par les tracasseries administratives sont aussi contraintes par la fiscalité directe et indirecte et la corruption.
- ▶ L'analyse probabiliste de la solidité économique et de l'informalité des entreprises a été réalisée par des régressions logistiques. Les régressions logistiques s'appuient sur un historique pour établir l'influence d'un nombre donné de facteurs sur la probabilité de faire partie d'une certaine population de répondants. Cette analyse a permis d'identifier les facteurs qui augmentent la probabilité d'être une entreprise informelle. Ce faisant cette analyse fournit des pistes pour faciliter la migration des entreprises informelles vers le formel. La même analyse sur les entreprises économiquement solides a permis d'identifier les attributs du succès économique des entreprises camerounaises.

8.2 Contraintes

Cette étude identifie les contraintes principales affectant le développement des entreprises camerounaises. La **Figure 10** illustre ces contraintes.

L'étude fait apparaître des contraintes qui n'avaient pas été identifiées dans les études précédentes sur le climat des affaires au Cameroun. Ainsi, le mauvais état de santé des employés apparaît comme une contrainte forte pesant sur l'activité des entreprises. De même l'émigration des travailleurs qualifiés limite le développement des entreprises.

De plus, les délestages et coupures d'électricité, le coût des marchandises, la concurrence déloyale ou encore les difficultés d'accès au financement font partie des principales contraintes mises en avant par les entreprises. Ces contraintes ont également été énoncées dans divers rapports : Doing Business 2012, BCS 2011, WEF 2012-2013. La non adéquation du système éducatif camerounais aux besoins des entreprises est aussi un frein à leur développement. L'analyse des profils d'entreprises contraintes à l'aide du test de Kruskal Wallis révèle que :

- ▶ Les tracasseries administratives relatives au règlement des différents impôts pèsent sur les entreprises. L'importance des tracasseries administratives traduit une certaine inefficacité du secteur public. En outre ces tracasseries administratives semblent être sources de corruption et peu expliquer les dysfonctionnements du système judiciaire.
- ▶ La fiscalité directe et indirecte pèse aussi fortement sur les entreprises. Tous les impôts des droits de douane à l'IRRP sont associés à cette contrainte. En outre elle est source de concurrence déloyale par les entreprises informelles qui échappent à la fiscalité.
- ▶ L'inefficacité du système judiciaire à assurer les droits de propriété, à limiter la contrebande et la contrefaçon pèse sur le développement des entreprises.

8.3 Entreprises informelles et entreprises économiquement solides

Une analyse probabiliste met en évidence les déterminants du secteur informel et des entreprises économiquement solides.

- ▶ L'augmentation du niveau d'éducation des entrepreneurs favoriserait la migration des entreprises informelles vers le secteur formel. Elle permettrait aussi d'augmenter la solidité économique des entreprises camerounaises.
- ▶ En outre l'ouverture commerciale avec l'extérieur apparaît comme un levier important de croissance pour les entreprises tout comme l'accès au crédit.
- ▶ Enfin la réduction des tracasseries administratives favoriserait la migration des entreprises informelles vers le secteur formel.

Partie 9 :

Annexes

9. Annexes

9.1 Les questionnaires

Bureau International du Travail

ENQUÊTE D'ÉVALUATION DE L'ENVIRONNEMENT FAVORABLE À L'ENTREPRISE DURABLE AU CAMEROUN (ESEE 2012)

QUESTIONNAIRE OPINIONS DE L'EMPLOYEUR

Les informations collectées au cours de cette enquête sont strictement confidentielles au terme de la loi N° 91/023 du 16 décembre 1991 sur les Recensements et Enquêtes.

- L'objectif de cette enquête est de faire l'état des lieux à propos des 17 piliers représentant un environnement favorable à l'entreprise durable (identifiés par le BIT lors de la Conférence Internationale du Travail en 2007).

- Vos réponses doivent refléter uniquement votre expérience des affaires au Cameroun

SECTION 0 : RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

S0Q01 : Numéro de l'entreprise

S0Q01	Qualité du répondant : 1= Employeur 2= Autre (à préciser) _____	<input type="text"/>	
S0Q02	Sexe de l'employeur/patron : 1= Masculin 2= Féminin	<input type="text"/>	
S0Q03	Age de l'employeur/patron (en années révolues) :	<input type="text"/>	
S0Q04	Expérience professionnelle de l'employeur/patron (en années révolues)	<input type="text"/>	
S0Q05	Niveau de scolarisation : 1= Sans niveau 2 = Etude Primaire 3 = Etude secondaire général 4 = Etude secondaire technique 5 = Etude universitaire	<input type="text"/>	
S0Q06	Classe d'activité principale de votre entreprise 1 = Commerce 7 = Autres industries manufacturières 2 = Transport 8 = Electricité eau et gaz 3 = Banque et assurance 9 = Construction 4 = Autres services 10 = Agriculture et Sylviculture 5 = Extraction 11 = Elevage 6 = Industrie alimentaire 12 = Pêche et pisciculture	<input type="text"/>	
S0Q07. Ville : _____	<input type="text"/>	S0Q08. Région : _____	<input type="text"/>
S0Q09 Chiffres d'affaires en 2011 1= Inférieur à 15 Millions FCFA 2 = Entre 15 et 100 Millions FCFA 3 = Entre 100 et 1000 Millions FCFA 4 = Supérieur à 1 Milliard FCFA	<input type="text"/>	S0Q10 Sur les 3 dernières années, comment a évolué votre Chiffre d'affaire? 1= Croissance forte 2= Croissance modérée 3= Stagnation 4= Diminution modérée 5= Diminution forte 6= Ne sait pas	<input type="text"/>
S0Q11 Combien d'heures par semaine fonctionne votre entreprise? 1 = Moins de 20H 2 = 20H-40h 3 = 40H-60H 4 = 60 et plus	<input type="text"/>	S0Q12a Nombre d'employés permanents en 2011 S0Q12b Nombre d'employés temporaires en 2011 S0Q12c Nombre total d'employés en 2011	<input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/>
S0Q13. Votre entreprise a-t-elle un numéro de contribuable ? 1= Oui 2 = Non	<input type="text"/>	S0Q14. Comment établissez-vous vos comptes ? 1= Aucune comptabilité 2= Comptabilité formelle 3= Comptabilité non détaillée 4= Autre	<input type="text"/>

S0Q15. Êtes-vous affilié à une ou plusieurs organisation(s) ou association(s) professionnelle(s) ? 1=Oui 2=Non	<input type="checkbox"/>	S0Q15a. Si oui laquelle /lesquelles (les 3 principales)?	<input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>
S0Q16 Age de l'entreprise (en années révolues)	<input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>	S0Q17a. L'entreprise exporte-t-elle des biens ou services ? 1=Oui 2=Non	<input type="checkbox"/>
S0Q17b. L'entreprise importe-t-elle des biens ou services ? 1=Oui 2=Non	<input type="checkbox"/>	S0Q17c. L'entreprise a-t-elle d'autres relations économiques hors du Cameroun ? 1=Oui 2=Non	<input type="checkbox"/>

SECTION 1 : FACTEURS POLITIQUES

S1Q01	La situation politique du pays est-elle favorable au développement de votre entreprise? 1=Très favorable; 2= Favorable ; 3= Neutre 4= Défavorable ; 5= Très défavorable 6= Ne sais pas	<input type="checkbox"/>
S1Q02	La corruption gêne-t-elle les performances de votre entreprise ? 1 = Très fortement 2 = Fortement 3 = Dans une certaine mesure 4 = Faiblement 5 = Pas du tout 6= Ne sait pas	<input type="checkbox"/>
S1Q03	Le Gouvernement est-il efficace pour lutter contre la corruption ? 1= Pas du tout 2= Peu efficace 3= Dans une certaine mesure 4= Efficace 5= Très efficace 6= Ne sait pas	<input type="checkbox"/>
S1Q04	En pratique, le droit syndical des employés est-il respecté ? 1= Très fortement; 2= Fortement ; 3= Dans une certaine mesure 4 = Faiblement 5= Pas du tout 6= Ne sais pas	<input type="checkbox"/>
S1Q05	L'adhésion à un syndicat est-elle bénéfique pour un employé ? 1=Très bénéfique ; 2= bénéfique ; 3 = Moyennement bénéfique 4=Peu bénéfique ; 5= Pas bénéfique; 6= Ne sait pas	<input type="checkbox"/>
S1Q06	Les négociations collectives entre employeurs et employés sont-elles encouragées par le Gouvernement ? 1= Très fortement; 2= Fortement ; 3= Dans une certaine mesure 4 = Faiblement 5= Pas du tout 6= Ne sait pas	<input type="checkbox"/>
S1Q07	Les institutions sont-elles efficaces pour régler les conflits employeurs -employés ? 1=Très efficace ; 2= Efficace ; 3 = Moyennement efficace 4=Peu efficace ; 5= Pas efficace ; 6= Ne sait pas	<input type="checkbox"/>
S1Q08	L'adhésion à une organisation patronale est-elle bénéfique pour une entreprise ? 1=Très bénéfique ; 2= bénéfique ; 3 = Moyennement bénéfique 4=Peu bénéfique ; 5= Pas bénéfique; 6= Ne sait pas	<input type="checkbox"/>
S1Q09	Comment la législation actuelle du travail (code du travail) influence-t-elle votre entreprise ? 1= Très positivement, 2= Positivement 3= Neutre 4= Négativement 5= Très négativement 6= ne sait pas	<input type="checkbox"/>
S1Q10	Les droits de l'homme sont-ils respectés au Cameroun ? 1= Très fortement; 2= Fortement ; 3= Dans une certaine mesure 4 = Faiblement 5= Pas du tout 6= Ne sait pas	<input type="checkbox"/>
S1Q11	Le Cameroun ayant signé la totalité des conventions internationales du travail, pensez-vous que dans la pratique les dispositions suivantes soient comprises et respectés par les entreprises nationales:	
S1Q11a	La liberté d'association et de négociation collectives : 1= Non comprises et non respectées 2= Comprises mais pas respectées 3= Comprises et Respectées 4= Ne sait pas	<input type="checkbox"/>
S1Q11b	L'élimination du travail forcé et obligatoire 1= Non comprises et non respectées 2= Comprises mais pas respectées 3= Comprises et Respectées 4= Ne sait pas	<input type="checkbox"/>
S1Q11c	L'élimination de la discrimination en matière d'emploi et de profession 1= Non comprises et non respectées 2= Comprises mais pas respectées 3= Comprises et Respectées 4= Ne sait pas	<input type="checkbox"/>
S1Q11d	L'abolition du travail des enfants 1= Non comprises et non respectées 2= Comprises mais pas respectées 3= Comprises et Respectées 4= Ne sait pas	<input type="checkbox"/>

SECTION 2 : FACTEURS ECONOMIQUES

S2Q01a	Les investissements et les dépenses publiques favorisent ils le développement de votre entreprise ? 1= Très fortement; 2= Fortement; 3= Dans une certaine mesure 4= Faiblement 5= Pas du tout 6= Ne sais pas	<input type="checkbox"/>
S2Q01b	Au cours des 2 dernières années, votre entreprise a-t-elle souffert de la hausse des prix/ du coût des marchandises? 1= Très fortement; 2= Fortement; 3= Dans une certaine mesure 4= Faiblement 5= Pas du tout 6= Ne sais pas	<input type="checkbox"/>
S2Q02a	L'impôt sur le revenu des sociétés entrave-t-il le développement de votre entreprise? 1 = Très fortement 2 = Fortement 3 = Dans une certaine mesure 4= Faiblement 5= Pas du tout 6= Ne sais pas	<input type="checkbox"/>
S2Q02b	L'impôt sur le revenu des personnes physiques (IRPP) entrave-t-il le développement de votre entreprise? 1 = Très fortement 2 = Fortement 3 = Dans une certaine mesure 4= Faiblement 5= Pas du tout 6= Ne sais pas	<input type="checkbox"/>
S2Q02c	La TVA et autres taxes indirectes entravent-elles le développement de votre entreprise? 1 = Très fortement 2 = Fortement 3 = Dans une certaine mesure 4= Faiblement 5= Pas du tout 6= Ne sais pas	<input type="checkbox"/>
S2Q03	Les tarifs douaniers entravent-ils le développement de votre entreprise? 1 = Très fortement 2 = Fortement 3 = Dans une certaine mesure 4= Faiblement 5= Pas du tout 6= Ne sais pas	<input type="checkbox"/>
S2Q04	Êtes-vous satisfait de l'efficacité des services douaniers lors des procédures d'import-export? 1 = Très fortement 2 = Fortement 3 = Dans une certaine mesure 4= Faiblement 5= Pas du tout 6= Ne sais pas	<input type="checkbox"/>
S2Q05	Le commerce avec les pays voisins est-il important pour la croissance de votre entreprise ? 1= Très importante 2= Importante 3= Dans un certaine mesure 4= Peu importante 5= Pas importante 6= Ne sais pas	<input type="checkbox"/>
S2Q06	Comment votre entreprise est-elle affectée par les procédures réglementaires suivantes ?	
S2Q06a	Les formalités de création d'entreprise : 1 = Très fortement 2 = Fortement 3 = Dans une certaine mesure 4= Faiblement 5= Pas du tout 6= Ne sais pas	<input type="checkbox"/>
S2Q06b	L'obtention d'un permis de construire 1 = Très fortement 2 = Fortement 3 = Dans une certaine mesure 4= Faiblement 5= Pas du tout 6= Ne sais pas	<input type="checkbox"/>
S2Q06c	L'enregistrement des titres de propriété 1 = Très fortement 2 = Fortement 3 = Dans une certaine mesure 4= Faiblement 5= Pas du tout 6= Ne sais pas	<input type="checkbox"/>
S2Q06d	Les mécanismes d'exécution des contrats 1 = Très fortement 2 = Fortement 3 = Dans une certaine mesure 4= Faiblement 5= Pas du tout 6= Ne sais pas	<input type="checkbox"/>
S2Q07	Les coûts administratifs de création d'une entreprise constituent-ils un obstacle à la formalisation (entrée des entreprises dans le secteur formel) ? 1 = Très fortement 2 = Fortement 3 = Dans une certaine mesure 4= Faiblement 5= Pas du tout 6= Ne sais pas	<input type="checkbox"/>
S2Q08a	Êtes-vous au courant que, depuis le 1^{er} janvier 2010, la délivrance et le renouvellement de la carte du contribuable sont gratuits ? 1=Oui 2=Non	<input type="checkbox"/>
S2Q08b	Depuis cette date, vous a-t-on demandé de payer le renouvellement de cette carte ? 1=Oui 2=Non	<input type="checkbox"/>
S2Q08c	Êtes-vous au courant de l'exonération d'impôts accordée lors de la création d'une entreprise ? 1=Oui 2=Non	<input type="checkbox"/>
S2Q08d	Êtes-vous au courant de la création en avril 2010, à Douala et à Yaoundé, de deux centres de facilitation de création d'entreprises ? 1=Oui 2=Non	<input type="checkbox"/>
S2Q08e	Connaissez-vous les avantages qu'offrent ces centres ? 1=Oui 2=Non	<input type="checkbox"/>
S2Q08f	Êtes-vous au courant que trois Centres de Gestion Agréés (CGA), à Douala et à Yaoundé, sont opérationnels depuis le mois d'avril 2010? 1=Oui 2=Non	<input type="checkbox"/>
S2Q08g	Connaissez-vous les avantages qu'offrent ces centres ? 1=Oui 2=Non	<input type="checkbox"/>

S2Q09	Pensez-vous que l'ensemble des réformes évoquées ci-dessus améliorent le climat des affaires ? 1 = Très fortement 2 = Fortement 3 = Dans une certaine mesure 4= Faiblement 5= Pas du tout 6= Ne sais pas	<input type="checkbox"/>
S2Q10	Le droit du travail est-il connu et respecté par les entreprises ? 1= Pas connu ni respecté ; 2=Connu mais pas respecté 3= Connu et respecté 4= Ne sais pas	<input type="checkbox"/>
S2Q11	L'administration judiciaire est-elle efficace pour régler des litiges commerciaux (ex. rupture de contrat) ? 1=Très efficace ; 2= Efficace ; 3 = Moyennement efficace 4=Peu efficace ; 5= Pas efficace ; 6= Ne sais pas	<input type="checkbox"/>
S2Q12	La capacité de la police à protéger les entreprises du comportement criminel (ex : le vol) est-elle efficace? 1=Très efficace ; 2= Efficace ; 3 = Moyennement efficace 4=Peu efficace ; 5= Pas efficace ; 6= Ne sais pas	<input type="checkbox"/>
S2Q13	Les droits de propriété physiques sont-ils bien définis et protégés ? 1= Non définis et non protégés 2= Bien définis mais pas bien protégés 3= Bien définis et bien protégés 4= Ne sait pas	<input type="checkbox"/>
S2Q14	Les droits de marque, d'auteurs et d'invention sont-ils bien définis et protégés ? 1= Non définis et non protégés 2= Bien définis mais pas bien protégés 3= Bien définis et bien protégés 4= Ne sait pas	<input type="checkbox"/>
S2Q15	Dans votre activité, souffrez-vous de concurrence déloyale (monopole, cartel)? 1= Très fortement 2= Fortement 3= Neutre 4= Faiblement 5= Pas du tout 6=Ne sait pas	<input type="checkbox"/>
S2Q16	Selon vous, parmi ces secteurs d'activité, lesquels ne sont pas suffisamment concurrentiels ? 1= Les télécommunications 2 = La Banque 4= Le Transport 8 = Autre à préciser _____	<input type="checkbox"/>
S2Q18	Les infrastructures relatives aux Technologies de l'Information et de la Communication sont-elles suffisamment développées (ex : Internet, téléphone portable) ? 1= Très développées 2= Développées 3= Satisfaisantes 4= Peu développées 5= Sous-développées 6 = Ne sait pas	<input type="checkbox"/>
S2Q19	Les lois camerounaises relatives à l'utilisation des Technologies de l'Information et de la Communication (ex : commerce électronique, protection de données) sont ? 1= Très développées 2= Développées 3= Satisfaisantes 4= Peu développées 5= Sous-développées 6 = Ne sait pas	<input type="checkbox"/>
S2Q20	Votre entreprise fait-elle un usage régulier des TIC dans le cadre de ses activités? 1= Très régulier 2= Régulier 3 = Moyennement régulier 4= Peu régulier 5= Pas du tout 6= Ne sait pas	<input type="checkbox"/>
S2q21	Comment financez-vous principalement les activités de votre entreprise ? 1= Fonds propres 2= Banque 3= EMF (Microfinance) 4= Capital Risque 5= Prêt dans une association ou tontine 6= Autre à préciser : _____	<input type="checkbox"/>
S2Q22a	Pour votre entreprise l'accès au crédit bancaire est-il? 1= Impossible 2= Difficile 3= Moyen 4= Facile 5= Très facile 6= Ne sait pas	<input type="checkbox"/>
S2Q22b	Pour votre entreprise l'accès aux autres types de crédit est-il? 1= Impossible 2= Difficile 3= Moyen 4= Facile 5= Très facile 6= Ne sait pas	<input type="checkbox"/>
S2Q23	Quels problèmes rencontrez-vous lorsque vous déposez une demande de financement ? 1. Garanties insuffisantes : 2. Plan d'affaires pas suffisamment préparé 3. Dossier incomplet 4. Lenteur des procédures de traitement de la demande 5. Conditions de prêt peu attractives 6. Autres : (Spécifiez).....	<input type="checkbox"/>
S2Q24	Au Cameroun, les femmes disposent-elles des mêmes probabilités d'accès au crédit que les hommes ? 1= Beaucoup moins de chances 2= Moins de chances 3= Aucune différence 4= Plus de chances 5= Ne sait pas	<input type="checkbox"/>
S2Q25	Comment appréciez-vous la qualité des infrastructures suivantes au Cameroun (au vue des facilités qu'elles offrent aux entreprises) ? 1= Très bien 2= Bien 3= Satisfaisant 4= Mauvais 5= Très mauvais 6 = Ne sait pas	
S2Q25a	Les routes	<input type="checkbox"/>
S2Q25b	Les chemins de fer	<input type="checkbox"/>
S2Q25c	Les infrastructures portuaires	<input type="checkbox"/>
S2Q25d	Les infrastructures de fourniture d'électricité	<input type="checkbox"/>
S2Q25e	L'eau et l'assainissement	<input type="checkbox"/>
S2Q25f	La qualité globale de l'ensemble des infrastructures	<input type="checkbox"/>

SECTION 3 : FACTEURS SOCIAUX

S3Q01a	Selon vous, quelles perceptions ont les jeunes de l'entrepreneuriat ? 1= Très Positive 2= Positive 3= Neutre 4= Négative 5= Très négative 6= Ne sait pas	<input type="checkbox"/>
S3Q01b	Ces perceptions sont-elles identiques chez les jeunes filles et garçons ? 1= Même attitude 2= Garçons plus positifs 3= Filles plus positives	<input type="checkbox"/>
S3Q02a	Quelle proportion de jeunes possèdent les qualifications et compétences requises pour créer et gérer leur entreprise ? 1= Très peu 2= Assez 3= Beaucoup	<input type="checkbox"/>
S3Q02b	Ces qualifications et compétences entrepreneuriales sont-elles distribuées équitablement parmi les filles et les garçons ? 1= Ils sont identiques 2= Plus chez les garçons que chez les filles 3= Plus chez les filles que chez les garçons	<input type="checkbox"/>
S3Q03a	Comment évaluez-vous l'offre de services (formation professionnelles, conseil, etc.) destinés au développement des entreprises ? 1= Très développées 2= Développés 3= Satisfaisantes 4= Peu développés 5= Sous-développés 6= Ne sait pas	<input type="checkbox"/>
S3Q03b	Les entreprises nouvellement créées disposent-elles d'un accès facilité à la formation en gestion d'affaires ? 1= Aucun accès 2= Accès très limité 3= Accès moyens 4= Bon accès 5= Très bon accès 6= Ne sait pas	<input type="checkbox"/>
S3Q03c	De quel type de formation auriez-vous prioritairement besoin ? 1 = Oui 2= Non	
S3Q03c1	1 = Gestion d'entreprise ?	<input type="checkbox"/>
S3Q03c2	2 = Comptabilité ?	<input type="checkbox"/>
S3Q03c3	3 = Marketing ?	<input type="checkbox"/>
S3Q03c4	4 = Elaboration de business plan ?	<input type="checkbox"/>
S3Q03c5	5 = Formation technique et/ou technologique ?	<input type="checkbox"/>
S3Q03c6	6 = Autres (à préciser)	<input type="checkbox"/>
S3Q04	Pensez-vous que l'enseignement professionnel au Cameroun soit conforme aux besoins des entreprises camerounaises ? 1= Pas du tout 2= Peu conforme 3= Dans une certaine mesure 4= Conforme 5= Très conforme 6= Ne sait pas	<input type="checkbox"/>
S3Q05	En général pensez-vous que les travailleurs ont les qualifications recherchées par les entreprises camerounaises ? 1= Pas du tout 2= Peu conforme 3= Dans une certaine mesure 4= Conforme 5= Très conforme 6= Ne sait pas	<input type="checkbox"/>
S3Q06	Quelle position adopte votre entreprise concernant la formation de son personnel ? 1= Ne pas investir dans la formation 2= Investir peu dans la formation 3= Investir régulièrement dans la formation 4= Investir massivement dans la formation 5= Ne sait pas	<input type="checkbox"/>
S3Q07	Comment l'émigration des travailleurs qualifiés influence-t-elle le développement des entreprises? 1= Très négativement ; 2= négativement ; 3= Pas d'influence ; 4= Positivement 5 = Très positivement 6= Ne sait pas	<input type="checkbox"/>
S3Q08a	Les hommes et les femmes disposent-ils du même accès à l'éducation formelle : 1= Très inégal en faveur des hommes 2= Inégal en faveur des hommes 3= Globalement égal 4= Inégal en faveur des femmes 5 = Très inégales en faveurs femmes 6= Ne sait pas	<input type="checkbox"/>
S3Q08b	Les hommes et les femmes disposent-ils du même accès à la formation professionnelle et technique: 1= Très inégal en faveur des hommes 2= Inégal en faveur des hommes 3= Globalement égal 4= Inégal en faveur des femmes 5 = Très inégales en faveurs femmes 6= Ne sait pas	<input type="checkbox"/>
S3Q08c	Les hommes et les femmes disposent-ils du même accès aux opportunités d'Emploi : 1= Très inégal en faveur des hommes 2= Inégal en faveur des hommes 3= Globalement égal 4= Inégal en faveur des femmes 5 = Très inégales en faveurs femmes 6= Ne sait pas	<input type="checkbox"/>
S3Q09	Existe-t- il des lois camerounaises soutenant l'égalité hommes-femmes sur les lieux de travail ? 1= Non existantes 2= Faiblement développées 3= Existantes mais pas bien mis en application 4= Bien développées et mises en application	<input type="checkbox"/>
S3Q10	L'état de santé des employés nuit-il aux activités de votre entreprise? 1= Très Forte nuisance ; 2= Forte nuisance 3 = nuisance moyenne ; 4= Peu de nuisance 5= Pas de nuisance 6= Ne sait pas	<input type="checkbox"/>
S3Q11	La sécurité au travail est-elle garantie par les entreprises camerounaises ? 1= Très fortement 2= Fortement 3= Neutre 4= Faiblement 5= Pas du tout 6= Ne sait pas	<input type="checkbox"/>
S3Q12	Les cotisations sociales versées à la sécurité sociale gênent-elles le développement de votre entreprise ? 1= Très fortement 2= Fortement 3= Neutre 4= Faiblement 5= Pas du tout 6= Ne sait pas	<input type="checkbox"/>

S3Q13a	Le système de protection sociale est-il bien développé au Cameroun? 1= Très développées 2= Développés 3= Satisfaisant 4= Peu développés 5= Sous-développés 6 = Ne sait pas	<input type="checkbox"/>
S3Q13b	Selon vous quelles seraient les solutions pour améliorer la protection sociale ?	
S3Q13b1	1. Assurance Maladie Universelle : 1 = Oui 2 = Non 3 = Ne sait pas	<input type="checkbox"/>
S3Q13b2	2. Système de retraite : 1 = Oui 2 = Non 3 = Ne sait pas	<input type="checkbox"/>
S3Q13b3	3. Prestation sociale pour enfant à charge : 1 = Oui 2 = Non 3 = Ne sait pas	<input type="checkbox"/>
S3Q14	Le dialogue social est-il essentiel pour obtenir des résultats mutuellement bénéfiques aux travailleurs et employeurs ? 1= Pas essentiel 2= Peu essentiel 3= Dans une certaine mesure 4= Essentiel 5= Très essentiel 6= Ne sait pas	<input type="checkbox"/>

SECTION 4 : FACTEURS ENVIRONNEMENTAUX

S4Q01a	Votre entreprise est-elle confrontée à des problèmes environnementaux ? 1 = Oui 2= Non	<input type="checkbox"/>
S4Q01b	Votre entreprise fait-elle face aux problèmes ci-dessous ?	
S4Q01b1	1. La pollution atmosphérique 1 = Oui 2= Non	<input type="checkbox"/>
S4Q01b2	2. La gestion des déchets 1 = Oui 2= Non	<input type="checkbox"/>
S4Q01b3	3. Le réchauffement climatique 1 = Oui 2= Non	<input type="checkbox"/>
S4Q01b4	4. Autres (à préciser) 1 = Oui 2= Non	<input type="checkbox"/>
S4Q02	Au Cameroun, existe-t-il une législation adéquate et appliquée pour protéger l'environnement ? 1= Inexistante 2= Existe mais mal appliquée 3= Existe et bien appliquée 4= Ne sait pas	<input type="checkbox"/>

SECTION 5 : PRINCIPALES CONTRAINTES IDENTIFIEES

S5Q01 Quel est l'impact des facteurs suivants sur les activités de votre entreprise ? 1=Aucun impact 2=Impact négatif limité 3= Impact négatif moyen 4=Impact négatif élevé 5= Impact négatif très élevé		
S5Q01a	1. Concurrence déloyale	<input type="checkbox"/>
S5Q01b	2. Difficulté d'accès au financement	<input type="checkbox"/>
S5Q01c	3. Délestages et coupure d'électricité	<input type="checkbox"/>
S5Q01d	4. Tracasseries administratives	<input type="checkbox"/>
S5Q01e	5. Mauvaise gouvernance des opérateurs du secteur privé	<input type="checkbox"/>
S5Q01f	6. Criminalité, insécurité	<input type="checkbox"/>
S5Q01g	7. Fiscalité directe et indirecte	<input type="checkbox"/>
S5Q01h	8. Réglementation et tarifs douaniers	<input type="checkbox"/>
S5Q01i	9. Instabilité politique	<input type="checkbox"/>
S5Q01j	10. Difficulté d'accès à la propriété (mobilière et immobilière)	<input type="checkbox"/>
S5Q01k	11. Dysfonctionnement du système judiciaire	<input type="checkbox"/>
S5Q01l	12. Législation sur le travail	<input type="checkbox"/>
S5Q01m	13. Sécurité sociale	<input type="checkbox"/>
S5Q01n	14. Problèmes environnementaux	<input type="checkbox"/>
S5Q01o	15. Autres contraintes (à préciser) :	<input type="checkbox"/>
S5Q02a	Parmi les contraintes énumérées ci-dessus, quelles sont pour vous les 3 contraintes majeures ? 1 ^{ère} Contrainte :	<input type="checkbox"/>
S5Q02b	2 ^{ème} Contrainte :	<input type="checkbox"/>
S5Q02c	3 ^{ème} Contrainte :	<input type="checkbox"/>

	Commentaires et/ou remarques additionnels : ----- ----- -----	
--	------------------------------------------------------------------------	--

9.2 Méthodologie de l'enquête

Pour garantir la plus grande significativité statistique possible, l'enquête a été conduite sur un large échantillon de **800 entreprises**, afin d'obtenir un minimum de **400 entreprises répondantes**. La méthodologie de sélection de l'échantillon et de conduite de l'étude est décrite dans ce qui suit.

9.2.1 Méthodologie de l'étude

9.2.1.1 Champ et unités de l'enquête

L'enquête a été stratifiée suivant les trois critères suivants : la région géographique, le secteur d'activité et la taille des entreprises.

Sur le plan géographique, le champ couvert par l'EESE 2012 est constitué des villes de Yaoundé et de Douala et des régions de l'Ouest, du Sud-ouest et du Nord-ouest qui totalisent plus de 82% des entreprises du pays. En plus, pour des besoins de couverture géographique, l'enquête a également été menée auprès d'un certain nombre d'entreprises dans la ville de Garoua pour représenter le grand Nord. L'accent a été particulièrement mis sur les villes de Douala et de Yaoundé. En effet, les résultats du recensement général des entreprises (RGE) réalisé en 2009 montrent que ces deux métropoles regroupent à elles seules 59% d'entreprises du territoire, et environ 82% des grandes entreprises et 77% des entreprises moyennes. Cette concentration de l'échantillon à Douala et Yaoundé a par ailleurs permis de réduire les coûts de la collecte sans toutefois remettre en cause la représentativité des données.

Concernant les secteurs d'activité, l'enquête couvre les différents secteurs d'activités de l'économie, à savoir les secteurs primaire, secondaire et tertiaire. Des dispositions ont été prises lors du tirage pour que les différentes activités relevant de chaque secteur soient représentées dans l'échantillon. Pour ce qui est de la taille, des entreprises de tailles diverses ont été incluses dans l'étude, à savoir des entreprises de grande, moyenne, petite et très petite taille. La population finale de l'enquête est constituée de 800 employeurs (ou responsables d'entreprise).

Typologie des entreprises

Une **très petite entreprise** (TPE) doit avoir un chiffre d'affaires annuel hors taxes strictement inférieur à 15 millions de francs CFA ou employer au plus 5 personnes.

Une **petite entreprise** (PE) doit employer entre 6 et 20 personnes, réaliser un chiffre d'affaires compris entre 15 et 100 millions.

Une **moyenne entreprise** (ME) doit réaliser un chiffre d'affaires compris entre 100 millions et un milliard ou employer entre 21 à 100 personnes.

Une **grande entreprise** (GE) emploie plus de 100 personnes et réalisent plus d'un milliard de chiffre d'affaires.

9.2.1.2 Base de sondage

La base de sondage est le répertoire des entreprises obtenu suite au Recensement Général des Entreprises (RGE) réalisé en 2009 par l'Institut National de la Statistique (INS) contenant l'ensemble des entreprises disposant d'un local fixe et permanent. Ces entreprises du Cameroun sont réparties selon les modalités suivantes :

Secteur	Sous-secteur	TPE	PE	ME	GE	Total
Primaire	Agriculture	71	24	34	16	145
	Elevage	74	4	7	1	86
	Sylviculture	8	2	9	28	47
	Pêche et pisciculture	4	2			6
	Sous total	157	32	50	45	284
Secondaire	Extraction	6	5	5	9	25
	Industrie alimentaire	365	112	154	64	695
	Autres industries manufacturières	9 242	490	367	128	10 227
	Electricité eau et gaz	24	9	13	28	74
	Construction	280	177	176	31	664
	Sous total	9 917	793	715	260	11 685
Tertiaire	Commerce	36 788	8 675	1141	184	46 788
	Transport	115	92	251	60	518
	Banque et assurance	120	121	306	49	596
	Autres services	18 728	6 092	2022	121	26 963
	Sous total	55 751	14 980	3720	414	74 865
Non déclaré		161	1 132	14	3	1 310
Total		65 986	16 937	4 499	722	88 144

En vue d'assurer la représentativité des données de l'enquête, la structuration de l'échantillon par strates prend en considération la distribution des entreprises camerounaises décrite ci-dessus, ainsi que leur répartition géographique mentionnée précédemment.

9.2.1.3 Taille de l'échantillon

L'objectif a été d'obtenir un minimum de 400 questionnaires d'entreprises dont 250 questionnaires de moyennes et grandes entreprises. Il a en effet été décidé de surreprésenter les ME et GE. Pour atteindre les quotas fixés, en se basant sur un taux de réponse minimum de 50%, la taille de l'échantillon d'enquête a été fixée à 800 entreprises.

Le choix de surreprésenter les moyennes et grandes entreprises est justifié par le fait que celles-ci semblent les plus à même de fournir des appréciations objectives des 17 critères d'évaluation de l'environnement favorable au développement de l'entreprise durable. La sélection des entreprises par rapport aux critères de localisation géographique et de secteur d'activité a ensuite été effectuée de façon à conserver la répartition initiale de l'échantillon d'enquête.

Les tableaux suivant montrent la répartition des échantillons d'enquête et de réponses attendues :

Suivant le secteur :

Sous-secteur	PE & TPE		ME		GE		Total	
	Echantillon de sondage	Nb minimum de réponses	Echantillon de sondage	Nb minimum de réponses	Echantillon de sondage	Nb minimum de réponses	Echantillon de sondage	Nb minimum de réponses
Primaire	-		30	15	30	15	60	30
Secondaire	100	50	40	20	40	20	180	90
Commerce	80	40	40	20	40	20	160	80
Autres services	120	60	140	70	140	70	400	200
Sous total	200	100	180	90	180	90	560	280
Total	300	150	250	125	250	125	800	400

Et la répartition géographique ci-dessous :

Régions	TPE&PE		ME		GE		Total	
	Echantillon de sondage	Nb. minimum de réponses	Echantillon de sondage	Nb. minimum de réponses	Echantillon de sondage	Nb. minimum de réponses	Echantillon de sondage	Nb .minimum de réponses
Douala	120	60	150	75	172	86	442	221
Yaoundé	84	42	64	32	46	23	194	97
Nord	12	6	8	4	8	4	28	14
Nord-ouest	26	13	8	4	8	4	42	21
Ouest	32	16	12	6	8	4	52	26
Sud-ouest	26	13	8	4	8	4	42	21
Total	300	150	250	125	250	125	800	400

9.2.1.4 Plan de sondage et tirage de l'échantillon

La stratégie d'échantillonnage pour l'enquête dépend de la taille des entreprises.

Pour les **moyennes et grandes entreprises**, on a procédé à un tirage systématique au sein de chaque strate sur la base du recensement effectué en 2009 par l'INS. Pour constituer les strates, les entreprises ont été classées par région et par secteur d'activité avant de procéder au tirage. Cette méthode permettra de diversifier le plus possible les entreprises de l'échantillon par activité économique.

Pour les **très petites et petites entreprises**, il semble difficile de procéder à un tirage à partir du répertoire de l'INS car ces entreprises sont pour la plupart assez changeantes et difficiles à repérer sur le terrain. En outre, cette catégorie d'entreprises connaît généralement des difficultés similaires et par conséquent, il suffit d'en choisir un certain nombre suffisamment dispersé pour avoir une bonne idée de leurs opinions. Pour contourner ces difficultés, il a été mis en œuvre un **sondage auréolaire**. Pour cela, un certain nombre de zones de recensement (ZR) dans des quartiers à fortes concentration de petites entreprises ont été sélectionnées avec l'aide des experts de l'INS. Un itinéraire de parcourt dans ces ZR et un quota d'entreprises à atteindre par secteur d'activité ont ensuite été fixés.

9.2.1.5 Représentativité de l'échantillon d'étude et extrapolation des résultats

L'extrapolation peut être effectuée en fonction de la strate. La stratification utilisée alors est une combinaison de deux variables à savoir le type d'entreprises (3 modalités) et la région (6 modalités). Il y a au final deux modalités pour la région car Yaoundé et Douala ont été mis ensemble lors du tirage et toutes les autres régions de l'échantillon ont été regroupées. On compte alors 6 strates pour l'échantillon d'étude, indicées par h , avec $h = 1$ à 6. L'avantage qu'offre la stratification est que les sous-échantillons à l'intérieur des différentes strates sont indépendants.

Pour le tirage des ME et GE, l'on a procédé à un tirage stratifié à un degré. Le mode de tirage ayant été systématique, la probabilité d'inclusion p_i^h d'une entreprise i de la strate h est celle d'un SAS (sondage aléatoire simple), à savoir :

$p_i^h = \frac{n_h}{N_h}$, où n_h représente le nombre d'entreprises sélectionnées dans la strate h et N_h le nombre total d'entreprises dans la strate h .

Avec cette probabilité, la moyenne pondérée d'une variable aléatoire X observée dans l'échantillon est égale à la moyenne simple (non pondérée) dans l'échantillon, et ceci est également valable pour les proportions. En d'autres termes, pour estimer le pourcentage des chefs d'entreprises de la strate h exprimant une opinion donnée, il suffit de calculer ce pourcentage dans l'échantillon tiré pour la strate h .

En ce qui concerne les PE et TPE, l'on suppose que l'échantillon d'une strate h est représentatif de la strate et, par conséquent, la même remarque que précédemment reste valable.

L'on peut donc estimer aisément le pourcentage p_h d'individus de la strate h exprimant une opinion donnée. La proportion P pour l'ensemble des strates se déduit par la formule suivante :

$$P = \frac{\sum_{h=1}^H N_h p_h}{N}, \text{ où } N = \sum_{h=1}^H N_h.$$

9.3 Présentation des données

9.3.1 Description de l'enquête

Tableau 26 : Travailleurs en fonction de la taille et du secteur d'activité

Secteur	Sous-secteur	GE	ME	Non indiqué	Total
Primaire	Agriculture et sylviculture	7	3	0	10
	Elevage	2	1	0	3
	Pêche et pisciculture	0	1	0	1
	Sous total	9	5	0	14
Secondaire	Extraction	2	0	0	2
	Industrie alimentaire	21	10	0	31
	Autres industries manufacturières	23	14	0	37
	Electricité eau et gaz	6	2	0	8
	Construction	9	13	1	23
	Sous total	61	39	1	101

Secteur	Sous-secteur	GE	ME	Non indiqué	Total
Tertiaire	Commerce	43	82	0	125
	Transport	11	12	0	23
	Banque et assurance	48	40	1	89
	Autres services	15	6	0	21
	Sous total	117	140	1	258
Non-déclaré		2	4	0	6
	Total	189	188	2	379

9.4 Les réponses des entreprises sont de bonne qualité

9.4.1 Des taux de non réponses faibles

L'étude des valeurs manquantes de la base de données employeurs indique que toutes les variables continues, soit 6 variables, ont un taux de valeurs manquantes inférieur à 5%. 96% des valeurs discrètes, soit 112 variables, ont un taux de valeurs manquantes inférieur à 5%. Seules 4 variables ont un taux de valeurs manquantes supérieur à 5%. (Tableau 27, Tableau 28).

Figure 56 : Taux de valeurs manquantes pour les variables discrètes pour la base de données employeurs

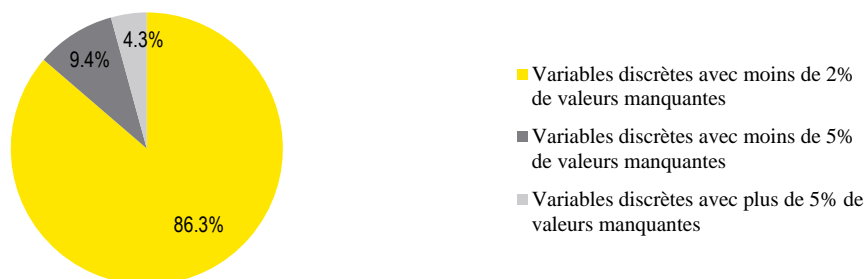


Tableau 27 : Taux de valeurs manquantes pour les variables continues pour la base de données employeurs

Identité	Question	Grande entreprise	Moyenne entreprise	Autres
S0Q03	Age de l'employeur/patron	1,2%	1,6%	0,8%
S0Q04	Expérience professionnelle	1,2%	1,8%	0,8%
S0Q12 A	Nombre d'employés permanents en 2011	1,2%	2,8%	1,0%
S0Q12 B	Nombre d'employés temporaires en 2011	2,0%	2,8%	1,2%
S0Q12 C	Nombre total d'employés en 2011	1,6%	1,8%	0,0%
S0Q16	Age de l'entreprise	0,6%	1,0%	0,2%

Tableau 28 : Taux de valeurs manquantes pour les variables discrètes pour la base de données employeurs

Identité	Question	Valeurs manquantes	Taux en %
S0Q05	Niveau de scolarisation	4	0,8%
S0Q06	Classe d'activité principale de l'entreprise	8	1,6%
S0Q09	Chiffre d'affaires en 2011	7	1,4%
S0Q10	Evolution du chiffre d'affaires sur les trois dernières années	6	1,2%
S0Q11	Nombre d'heures de fonctionnement de l'entreprise par semaine	5	1,0%

Identité	Question	Valeurs manquantes	Taux en %
S0Q17A	L'entreprise exporte des biens ou services	7	1,4%
S0Q17B	L'entreprise importe des biens ou services	4	0,8%
S0Q17C	L'entreprise a d'autres relations économiques hors du Cameroun	5	1,0%
S1Q01	Situation politique favorable au développement de l'entreprise	2	0,4%
S1Q02	La corruption gêne les performances	2	0,4%
S1Q03	Efficacité du Gouvernement dans la lutte contre la corruption	3	0,6%
S1Q04	Respect du droit syndical des employés	3	0,6%
S1Q05	L'adhésion à un syndicat bénéfique pour un employé	2	0,4%
S1Q06	Encouragement des négociations collectives entre employeurs	2	0,4%
S1Q07	Efficacité des institutions pour régler les conflits employeurs-employés	1	0,2%
S1Q08	L'adhésion à une organisation patronale bénéfique pour une entreprise	5	1,0%
S1Q09	Influence de la législation actuelle du travail sur l'entreprise	1	0,2%
S1Q10	Les droits de l'Homme sont respectés au Cameroun	1	0,2%
S1Q11A	Compréhension et respect des dispositions sur la liberté d'association et de négociations collectives	2	0,4%
S1Q11B	Compréhension et respect des dispositions sur l'élimination du travail force et obligatoire	2	0,4%
S1Q11C	Compréhension et respect des dispositions sur l'élimination de la discrimination en matière d'emploi et de profession	2	0,4%
S1Q11D	Compréhension et respect des dispositions sur l'abolition du travail des enfants	2	0,4%
S2Q01A	Les investissements et les dépenses publiques favorisent le développement de l'entreprise	3	0,6%
S2Q01B	Au cours des 2 dernières années, l'entreprise a-t-elle souffert de la hausse des prix/du coût des marchandises	4	0,8%
S2Q02A	L'impôt sur le revenu des sociétés entrave-t-il le développement de l'entreprise?	3	0,6%
S2Q02B	L'impôt sur le revenu des personnes physiques (IRPP) entrave-il le développement de l'entreprise?	6	1,2%
S2Q02C	La TVA et autres taxes indirectes entravent-elles le développement de l'entreprise?	4	0,8%
S2Q03	Les tarifs douaniers entravent-ils le développement de l'entreprise?	4	0,8%
S2Q04	Satisfaction vis à vis de l'efficacité des services douaniers lors des procédures import / export	5	1,0%
S2Q05	Importance du commerce avec les pays voisins pour la croissance de l'entreprise	9	1,8%
S2Q06A	Influence sur l'entreprise des formalités de création d'entreprise	6	1,2%
S2Q06B	Influence sur l'entreprise de l'obtention d'un permis de construire	6	1,2%
S2Q06C	Influence sur l'entreprise de l'enregistrement des titres de propriété	6	1,2%
S2Q06D	Influence sur l'entreprise des mécanismes d'exécution des contrats	6	1,2%
S2Q07	Impacts des coûts administratifs obstacle sur la création d'une entreprise	4	0,8%
S2Q08A	Informe de la gratuite depuis le 1er janvier 2010 de la délivrance et le renouvellement de la carte du contribuable	5	1,0%
S2Q08B	Depuis le 1er janvier 2010, vous a-t-on demandé de payer le renouvellement de cette carte?	16	3,1%
S2Q08C	Etes-vous informé de l'exonération d'impôt accordée à la création d'une entreprise?	6	1,2%
S2Q08D	Etes-vous au courant de la création en avril 2010 de deux de facilitation de création d'entreprise	5	1,0%

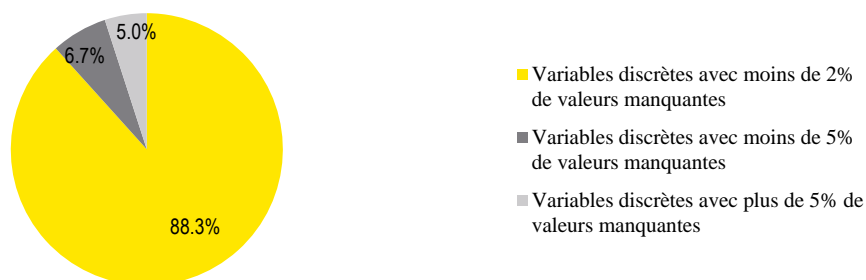
Identité	Question	Valeurs manquantes	Taux en %
S2Q08E	Connaissance des avantages de ces centres	5	1,0%
S2Q08F	Est au courant que 3 Centres de Gestions Agréés sont opérationnels depuis avril 2010	6	1,2%
S2Q08G	Connaissance des avantages des CGA	7	1,4%
S2Q09	Pensez-vous que l'ensemble des reformes ci-dessus améliore le climat des affaires?	5	1,0%
S2Q10	Le droit du travail connu et respecté par les entreprises	5	1,0%
S2Q11	Efficacité de l'administration judiciaire pour régler les litiges commerciaux	4	0,8%
S2Q12	Efficacité de la police à protéger les entreprises du comportement criminel	2	0,4%
S2Q13	Les droits de propriété physiques sont-ils bien définis et protégés?	9	1,8%
S2Q14	Définition et protection des droits de marque, d'auteurs et d'invention bien définis et protégés	9	1,8%
S2Q15	Concurrence déloyale dans l'activité	2	0,4%
S2Q18	Infrastructures relatives aux TIC sont-elles suffisamment développées?	3	0,6%
S2Q19	Lois camerounaises relatives aux TIC sont:	5	1,0%
S2Q20	Régularité de l'usage des TIC dans le cadre de ses activités	3	0,6%
S2Q21	Mode principal de financement des activités dans l'entreprise	8	1,6%
S2Q22A	L'accès au crédit pour l'entreprise:	7	1,4%
S2Q22B	L'accès des entreprises aux autres types de crédit:	53	10,5%
S2Q23	Problèmes rencontrés lors de dépôt de demande de financement	22	4,3%
S2Q24	Les femmes ont moins ou plus de chances que les hommes a accès au crédit	5	1,0%
S2Q25A	Qualité des routes	3	0,6%
S2Q25B	Qualité des chemins de fer	9	1,8%
S2Q25C	Qualité des infrastructures portuaires	10	2,0%
S2Q25D	Qualité des infrastructures de fourniture d'électricité	9	1,8%
S2Q25E	Qualité de l'eau et de l'assainissement	9	1,8%
S2Q25F	Qualité globale de l'ensemble des infrastructures	9	1,8%
S3Q01A	Perception de l'attitude jeune par rapport à l'entreprenariat	2	0,4%
S3Q01B	Cette attitude est-elle identique chez les filles et les garçons?	15	2,9%
S3Q02A	Quantité des jeunes ayant des qualifications et compétences requises pour créer et gérer leur entreprise	11	2,2%
S3Q02B	Différence entre jeunes filles et jeunes garçons du point des compétences entrepreneuriales	12	2,4%
S3Q03B	Les entreprises nouvellement créées ont-elles accès facilement à la formation en gestion d'affaires	2	0,4%
S3Q04	L'enseignement professionnel répond aux besoins des entreprises	3	0,6%
S3Q05	Les travailleurs ont les qualifications recherchées par les entreprises	4	0,8%
S3Q06	Position adoptée par les entreprises concernant la formation de son personnel	3	0,6%
S3Q07	Influence de l'émigration des travailleurs dans le développement de l'entreprise	3	0,6%
S3Q08A	Les hommes et les femmes ont le même accès à l'éducation	3	0,6%
S3Q08B	Les hommes et les femmes ont le même accès à la formation professionnelle et technique	2	0,4%
S3Q08C	Les hommes et femmes ont le même accès aux opportunités d'emploi	2	0,4%

Identité	Question	Valeurs manquantes	Taux en %
S3Q09	Existence des lois soutenant l'égalité des hommes et les femmes sur les lieux de travail	17	3,3%
S3Q10	Niveau de nuisance de l'état de santé des employés	2	0,4%
S3Q11	Niveau de garantie de la sécurité au travail par les entreprises	3	0,6%
S3Q12	Niveau de gêne des cotisations sociales pour les entreprises	6	1,2%
S3Q13A	Niveau de développement du système de protection sociale	4	0,8%
S3Q14	Le dialogue social est essentiel pour obtenir des résultats	9	1,8%
S4Q02	Existence d'une législation adéquate pour protéger l'environnement	8	1,6%
S5Q01A	Impact de la concurrence déloyale sur les activités de l'entreprise	8	1,6%
S5Q01B	Impact de la difficulté de l'accès au financement sur les activités de l'entreprise	9	1,8%
S5Q01C	Impact des délestages et coupure d'électricité sur les activités de l'entreprise	2	0,4%
S5Q01D	Impact des tracasseries administratives sur les activités de l'entreprise	3	0,6%
S5Q01E	Impact de la mauvaise gouvernance des opérateurs du secteur privé sur les activités de l'entreprise	10	2,0%
S5Q01F	Impact de la criminalité sur les activités de l'entreprise	6	1,2%
S5Q01G	Impact de la fiscalité directe et indirecte sur les activités de l'entreprise	6	1,2%
S5Q01H	Impact de la réglementation et tarifs douaniers sur les activités de l'entreprise	8	1,6%
S5Q01I	Impact de la l'instabilité politique sur les activités de l'entreprise	11	2,2%
S5Q01J	Impact des difficultés d'accès à la propriété sur les activités de l'entreprise	12	2,4%
S5Q01K	Impact du dysfonctionnement du système judiciaire sur les activités de l'entreprise	12	2,4%
S5Q01L	Impact de la législation sur le travail sur les activités de l'entreprise	15	2,9%
S5Q01M	Impact de la sécurité sociale sur les activités de l'entreprise	11	2,2%
S5Q01N	Impact des problèmes environnementaux sur les activités de l'entreprise	8	1,6%
S5Q02A	Première contrainte majeure au développement de l'entreprise	41	8,1%
S5Q02B	Deuxième contrainte majeure au développement de l'entreprise	43	8,5%
S5Q02C	Troisième contrainte majeure au développement de l'entreprise	58	11,5%

Tableau 29 : Taux de valeurs manquantes pour les variables continues pour la base de données travailleurs

Identité	Question	Valeurs manquantes	Taux en %
S0Q03	Age du répondant	5	1,3%
S0Q04	Expérience professionnelle	10	2,6%

L'étude des valeurs manquantes de la base de données travailleurs indique que toutes les variables continues, soit 2 variables, ont un taux de valeurs manquantes inférieur à 5%. 95% des valeurs discrètes, soit 57 variables, ont un taux de valeurs manquantes inférieur à 5%. Seules 3 variables discrètes ont un taux de valeurs manquantes supérieur à 5%.

Figure 57 : Taux de valeurs manquantes pour les variables discrètes pour la base de données travailleurs**Tableau 30 : Taux de valeurs manquantes pour les variables discrètes pour la base de données travailleurs**

Identité	Question	Valeurs manquantes	Taux en %
S1Q01	La corruption gêne les performances	3	0,8%
S1Q02	Efficacité du Gouvernement dans la lutte contre la corruption	2	0,5%
S1Q03	Respect du droit syndical des employés	3	0,8%
S1Q04	L'adhésion à un syndicat bénéfique pour un employé	2	0,5%
S1Q05	Encouragement des négociations collectives entre employeurs	2	0,5%
S1Q06	Efficacité des institutions pour régler les conflits employeurs-employés	2	0,5%
S1Q07	Influence de la législation actuelle du travail sur l'entreprise	2	0,5%
S1Q18	Respect des droits de l'Homme	1	0,3%
S1Q09A	La liberté d'association et de négociations collectives sont-elles respectées par les entreprises?	2	0,5%
S1Q09B	L'élimination du travail forcé et obligatoire sont-elles respectées par les entreprises?	3	0,8%
S1Q09C	L'élimination de la discrimination en matière d'emploi et de profession sont-elles respectées par les entreprises?	1	0,3%
S1Q09D	L'abolition du travail des enfants est-il respecté par les entreprises?	2	0,5%
S2Q01	Au cours des 2 dernières années, l'entreprise a-t-elle souffert de la hausse des prix/du coût des marchandises	1	0,3%
S2Q02	Impacts des coûts administratifs obstacle sur la création d'une entreprise	3	0,8%
S2Q03	Le droit du travail connu et respecte par les entreprises	2	0,5%
S2Q04	Efficacité de la police a protégé les entreprises du comportement criminel	2	0,5%
S2Q05	Souffrez-vous dans votre activité de concurrence déloyale	3	0,8%
S2Q07	Régularité de l'usage des TIC dans le cadre de ses activités	5	1,3%
S2Q08A	L'accès au crédit:	3	0,8%
S2Q08B	L'accès aux autres types de crédit:	12	3,2%
S2Q09	Les femmes ont moins ou plus de chances que les hommes a accès au crédit	7	1,8%
S2Q10A	Qualité des routes	2	0,5%
S2Q10B	Qualité des chemins de fer	6	1,6%
S2Q10C	Qualité des infrastructures portuaires	6	1,6%
S2Q10D	Qualité des infrastructures de fourniture d'électricité	3	0,8%
S2Q10E	Qualité de l'eau et de l'assainissement	3	0,8%
S2Q10F	Qualité globale de l'ensemble des infrastructures	11	2,9%
S3Q01A	Perception de l'attitude des jeunes par rapport à l'entrepreneuriat	2	0,5%
S3Q01B	Cette attitude est-elle identique chez les filles et les garçons?	6	1,6%
S3Q02A	Quantité des jeunes ayant des qualifications et compétences requises pour	4	1,1%

Identité	Question	Valeurs manquantes	Taux en %
	créer et gérer leur entreprise		
S3Q02B	Différence entre jeunes filles et jeunes garçons du point des compétences entrepreneuriales	4	1,1%
S3Q04	L'enseignement professionnel répond aux besoins des entreprises	3	0,8%
S3Q05	Les travailleurs ont les qualifications recherchées par les entreprises	2	0,5%
S3Q06	Position adoptée par les entreprises concernant la formation de son personnel	4	1,1%
S3Q07	Influence de l'émigration des travailleurs dans le développement de l'entreprise	6	1,6%
S3Q08A	Les hommes et les femmes ont le même accès à l'éducation	2	0,5%
S3Q08B	Les hommes et les femmes ont le même accès à la formation professionnelle et technique	2	0,5%
S3Q08C	Les hommes et femmes ont le même accès aux opportunités d'emploi	3	0,8%
S3Q09	Existence des lois soutenant l'égalité des hommes et les femmes sur les lieux de travail	8	2,1%
S3Q10	Niveau de nuisance de l'état de santé des employés	3	0,8%
S3Q11	Niveau de garantie de la sécurité au travail par les entreprises	2	0,5%
S3Q13A	Niveau de développement du système de protection sociale	5	1,3%
S3Q14	Le dialogue social est essentiel pour obtenir des résultats	4	1,1%
S4Q02	Existence d'une législation adéquate pour protéger l'environnement	13	3,4%
S5Q01A	Première contrainte majeure au développement de l'entreprise	77	20,3%
S5Q01B	Deuxième contrainte majeure au développement de l'entreprise	106	28,0%
S5Q01C	Troisième contrainte majeure au développement de l'entreprise	175	46,2%

9.4.2 Peu de réponses aberrantes

La détermination des valeurs aberrantes concernant les variables continues, elle est effectuée en calculant la moyenne, l'écart-type, le percentile à 95% et 99%, le minimum et le maximum en croisant avec la taille de l'entreprise. Dans la base de données, il y est indiqué trois types d'entreprise :

- ▶ Grande entreprise (GE)
- ▶ Moyenne entreprise (ME)
- ▶ Autres représentant les petites entreprises et les très petites entreprises (PE et TPE).

Une analyse du tableau permet de relever les valeurs aberrantes suivantes :

- ▶ Une ou plusieurs moyennes entreprises possèdent un employeur dont l'âge est inférieur à 10 ans ;
- ▶ Plusieurs grandes et moyennes entreprises possèdent aucun employé permanent et aucun employé au total en 2011, ce qui n'est pas possible par définition. Le 5ème centile indique qu'au moins 5% des entreprises moyennes et grandes possèdent un nombre incohérent d'employés.

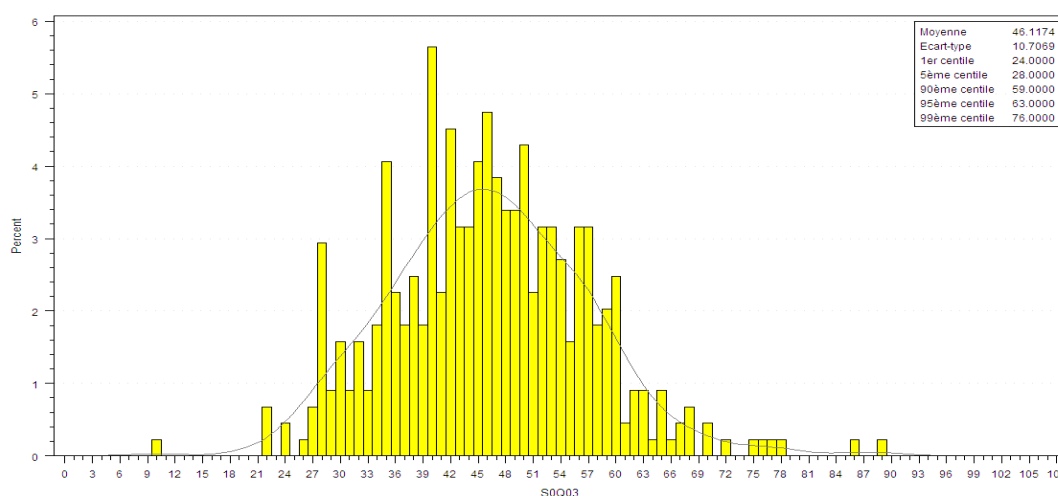
Tableau 31 : Indicateurs statistiques pour les variables continues pour la base de données employeurs

Identité	Type	Moyenne	Ecart-type	99ème centile	95ème centile	1er centile	5ème centile	Minimum	Maximum
S0Q03	Autres	40,0	10,0	75	57	22	28	22	89
S0Q03	GE	50,4	9,6	78	66	31	35	31	86
S0Q03	ME	47,7	9,9	70	65	24	30	10	70
S0Q04	Autres	10,4	7,4	36	25	1	2	1	38
S0Q04	GE	20,4	10,8	50	37	2	5	2	59
S0Q04	ME	17,5	9,6	42	35	3	4	0	42
S0Q12A	Autres	3,4	5,9	24	8	0	0	0	60
S0Q12A	GE	159,6	280,5	1699	658	1	4	0	1800
S0Q12A	ME	44,5	309,1	163	96	0	1	0	3900
S0Q12B	Autres	1,2	2,8	19	4	0	0	0	20
S0Q12B	GE	85,7	549,0	1345	193	0	0	0	6360
S0Q12B	ME	10,6	41,4	69	45	0	0	0	500
S0Q12C	Autres	4,5	7,7	26	12	0	0	0	80
S0Q12C	GE	242,8	678,0	3145	750	2	5	0	7116
S0Q12C	ME	55,2	349,0	225	146	0	3	0	4400
S0Q16	Autres	7,8	6,3	36	17	1	2	1	43
S0Q16	GE	23,0	16,3	82	59	3	6	2	82
S0Q16	ME	14,6	11,6	62	40	2	3	1	63

9.4.3 Age des entrepreneurs

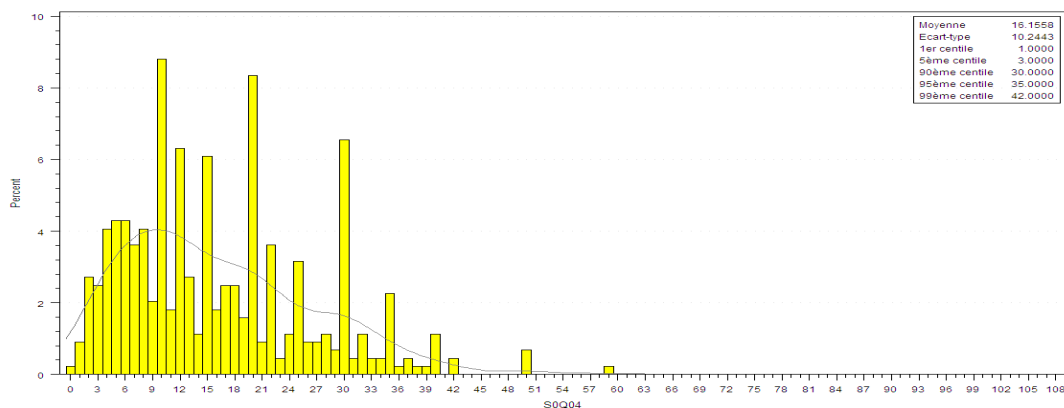
La Figure 58 présente la distribution de l'âge des entrepreneurs interrogés. La courbe grisée représente l'estimation non paramétrique de la distribution de l'âge. La moyenne d'âge est d'environ 46 ans et certains entrepreneurs ont moins de 12 ans.

Sur les entreprises sondées, l'âge moyen des entrepreneurs est de 50,6 ans pour les GE, 48,1 ans pour les ME et 39,9 ans pour les PE et TPE. L'âge moyen est positivement corrélé à la taille de l'entreprise.

Figure 58 : Distribution de l'âge des répondants pour les employeurs (S0Q03)

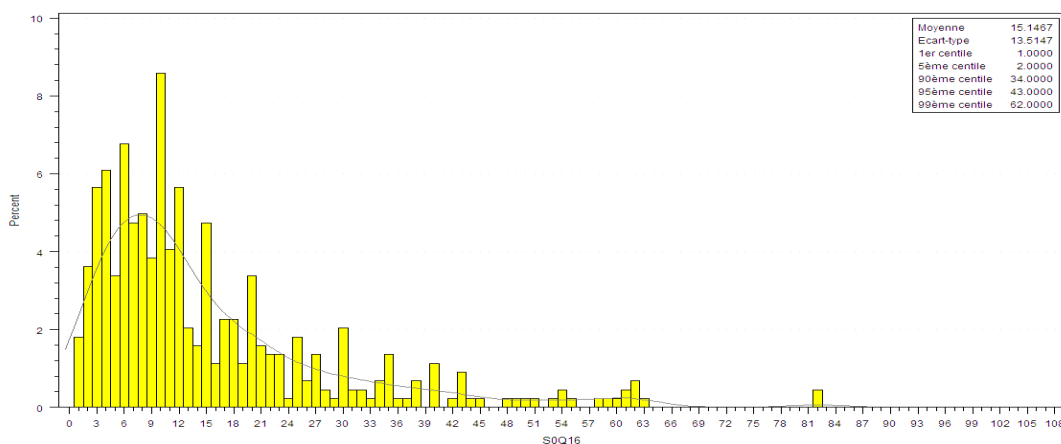
La courbe grisée représente une estimation non paramétrique de la distribution de l'âge des répondants.

Figure 59 : Distribution de l'expérience professionnelle des répondants pour les employeurs (SQ04)



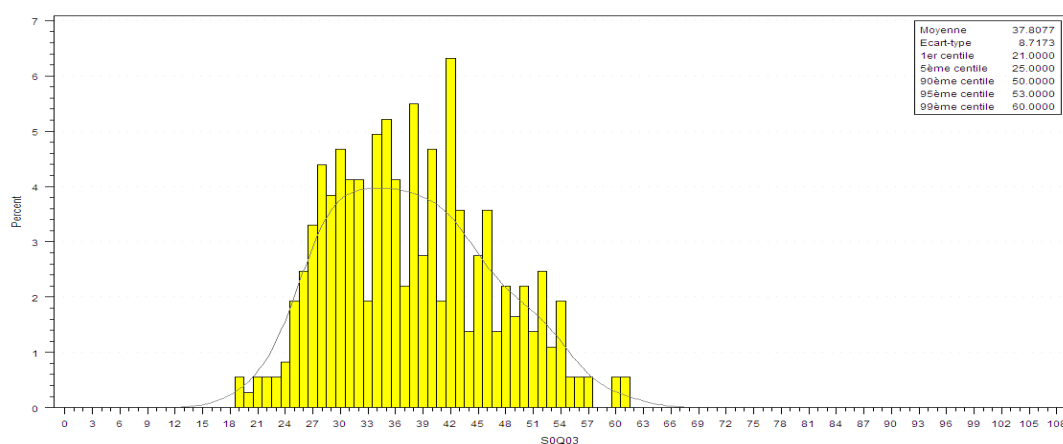
La courbe grise représente une estimation non paramétrique de la distribution de l'expérience professionnelle des répondants. La courbe possède de nombreuses bosses. Cela peut s'expliquer par le fait qu'il y ait une forte représentation des âges quinquennaux de l'expérience professionnelle, dû probablement à des approximations des répondants.

Figure 60 : Distribution de l'âge de l'entreprise pour les employeurs (SQ16)

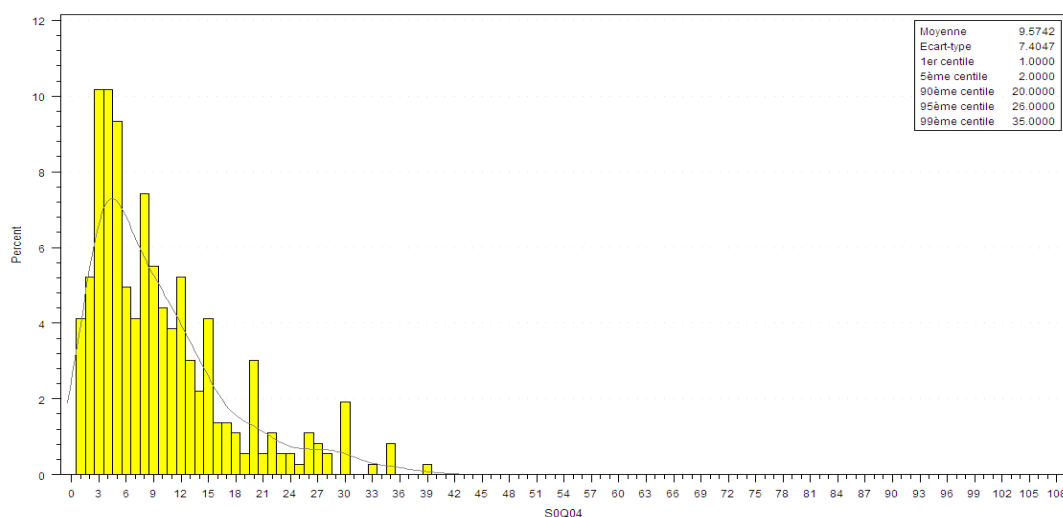


La courbe grise représente une estimation non paramétrique de la distribution de l'âge des entreprises. L'étude montre qu'il ne semble pas y avoir de valeurs aberrantes sur l'âge des entreprises.

De façon analogue à la base de données employeurs, l'étude des valeurs aberrantes est effectuée uniquement sur les variables continues.

Figure 61 : Distribution de l'âge des répondants pour les travailleurs (S0Q03)

La courbe grise représente l'estimation non paramétrique de la distribution de l'âge des répondants. Il n'y a pas de valeurs aberrantes.

Figure 62 : Distribution de l'expérience des répondants pour les travailleurs (S0Q04)

La courbe grise représente l'estimation non paramétrique de la distribution de l'expérience professionnelle des répondants. Il n'y a pas de valeurs aberrantes.

La figure ci-dessous montre la ventilation des taux de réponse « Ne sait pas » en fonction de la taille des entreprises. L'analyse montre que les PE et les TPE ont un taux de réponse « Ne sait pas » sensiblement inférieur aux GE et ME. Ces résultats sont attendus car le champ d'étude du questionnaire couvre les 17 critères définis par l'OIT. Certains de ces critères ne concernent pas les TPE et PE, par exemple « Les tarifs douaniers entravent-ils le développement de votre entreprise ? »

Figure 63 : Taux de réponse « Ne sait pas » en fonction de la taille des entreprises

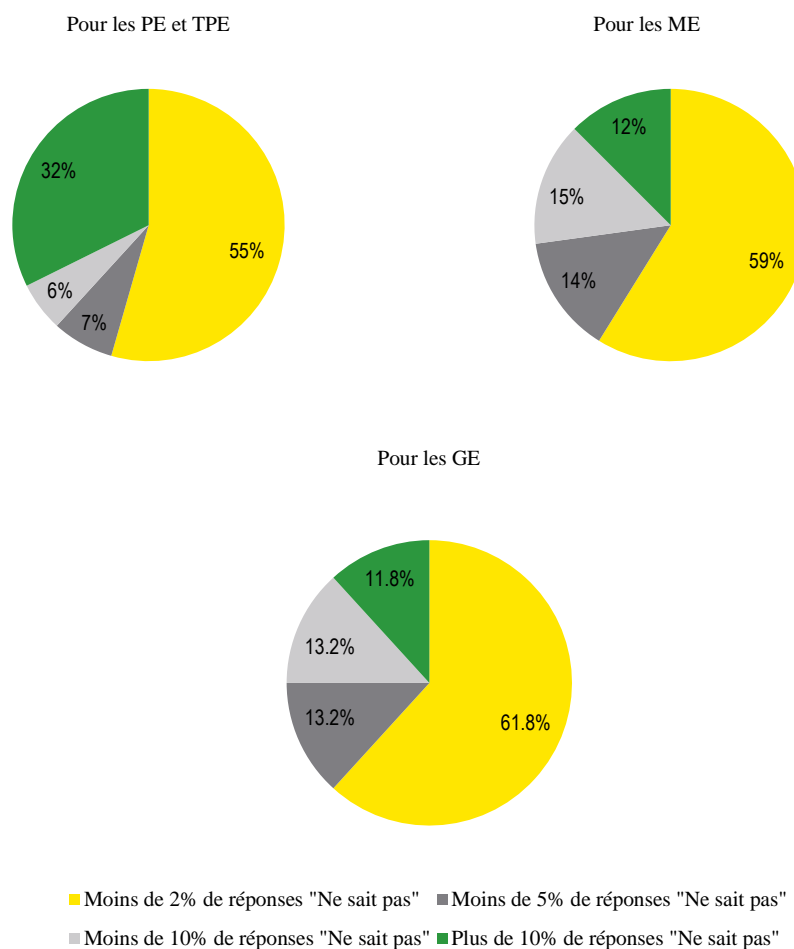


Figure 64 : Taux de réponse « Ne sait pas » dans la base de données employeurs

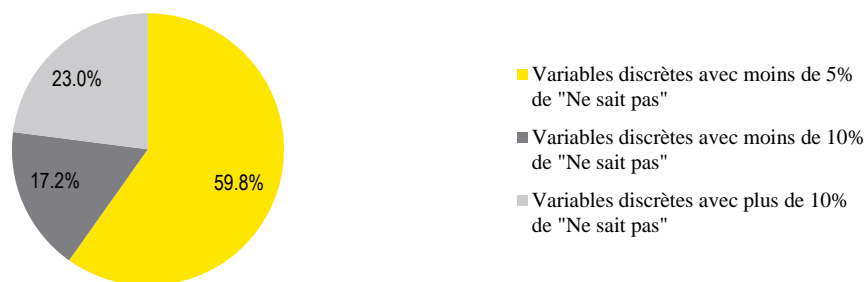


Tableau 32: Taux de réponse « Ne sait pas » sur les variables discrètes pour la base de données employeurs

Identité	Question	Ne sait pas	Taux
S1Q04	Respect du droit syndical des employés	54	10,8%
S1Q05	L'adhésion à un syndicat bénéfique pour un employé	64	12,8%
S1Q06	Encouragement des négociations collectives entre employeurs	67	13,4%
S1Q08	L'adhésion à une organisation patronale bénéfique pour une entreprise	83	16,7%
S1Q09	Influence de la législation actuelle du travail sur l'entreprise	64	12,8%
S1Q11A	Compréhension et respect des dispositions sur la liberté d'association et de négociations collectives	90	18,0%
S1Q11B	Compréhension et respect des dispositions sur l'élimination du travail force et obligatoire	67	13,4%
S1Q11C	Compréhension et respect des dispositions sur l'élimination de la discrimination en matière d'emploi et de profession	69	13,8%
S2Q03	Les tarifs douaniers entravent-ils le développement de l'entreprise?	54	10,9%
S2Q04	Satisfaction vis à vis de l'efficacité des services douaniers lors des procédures import / export	137	27,6%
S2Q05	Importance du commerce avec les pays voisins pour la croissance de l'entreprise	68	13,8%
S2Q06A	Influence sur l'entreprise des formalités de création d'entreprise	75	15,2%
S2Q06B	Influence sur l'entreprise de l'obtention d'un permis de construire	74	14,9%
S2Q06C	Influence sur l'entreprise de l'enregistrement des titres de propriété	78	15,8%
S2Q06D	Influence sur l'entreprise des mécanismes d'exécution des contrats	75	15,2%
S2Q07	Impacts des coûts administratifs obstacle sur la création d'une entreprise	60	12,1%
S2Q09	Pensez-vous que l'ensemble des reformes ci-dessus améliore le climat des affaires?	67	13,5%
S2Q13	Les droits de propriété physiques sont-ils bien définis et protégés?	133	27,0%
S2Q14	Définition et protection des droits de marque, d'auteurs et d'invention bien définis et protégés	120	24,4%
S2Q19	Lois camerounaises relatives aux TIC sont:	58	11,7%
S2Q22B	L'accès des entreprises aux autres types de crédit:	65	14,5%
S2Q24	Les femmes ont moins ou plus de chances que les hommes a accès au crédit	95	19,2%
S2Q25B	Qualité des chemins de fer	57	11,6%
S2Q25C	Qualité des infrastructures portuaires	83	16,9%
S3Q03B	Les entreprises nouvellement créées ont-elles accès facilement à la formation en gestion d'affaires	116	23,2%
S3Q07	Influence de l'émigration des travailleurs dans le développement de l'entreprise	63	12,7%
S3Q12	Niveau de gêne des cotisations sociales pour les entreprises	54	10,9%
S4Q02	Existence d'une législation adéquate pour protéger l'environnement	113	22,9%

Tableau 33 : Cohérences testées pour la base de données employeurs

Test	Lien de cohérence entre les questions	Questions concernées
1	Nombre actuel d'employé total = Nombre actuel d'employé permanent + Nombre actuel d'employé temporaire	S0Q12A S0Q12B S0Q12C
2	Vérifier les définitions de la méthodologie de l'enquête : moyenne entreprise, grande entreprise	S0Q09 S0Q12A S0Q12B S0Q12C Type
3	Age du répondant \approx Expérience professionnelle + Niveau d'études	S0Q03 S0Q04 S0Q05
4	La réponse de « Pour votre entreprise, l'accès au crédit est-il? » doit être cohérente avec la réponse de « Quel est l'impact [de la difficulté d'accès au financement] sur les activités de votre entreprise? »	S2Q22 S5Q01B
5	La réponse de « Souffrez-vous de concurrence déloyale? » doit être cohérente avec la réponse de « Quel est l'impact de la [concurrence déloyale] sur les activités de votre entreprise? »	S2Q15 S5Q01A
6	La réponse de « La situation politique du pays est-elle favorable au développement de votre entreprise? » doit être cohérente avec la réponse de « Quel est l'impact de la [instabilité politique] sur les activités de votre entreprise? »	S1Q01 S5Q01F
7	La réponse de « Comment la législation actuelle du travail est-elle influence-t-elle votre entreprise? » doit être cohérente avec la réponse de « Quel est l'impact de la [législation sur le travail] sur les activités de votre entreprise? »	S1Q09 S5Q01L
8	La réponse de « Les tarifs douaniers entravent-ils le développement de votre entreprise? » doit être cohérente avec la réponse de « Quel est l'impact de la [réglementation et tarifs douaniers] sur les activités de votre entreprise? »	S2Q03 S5Q01H
9	La réponse de « Comment appréciez la qualité des infrastructures de fourniture d'électricité au Cameroun? » doit être cohérente avec la réponse de « Quel est l'impact de la [délestages et coupure d'électricité] sur les activités de votre entreprise? »	S2Q25D S5Q01C
10	« 1ère contrainte majeures pour l'entreprise » Regarder son impact	S5Q02A S5Q01A-N
11	« 2ème contrainte majeures pour l'entreprise » Regarder son impact	S5Q02B S5Q01A-N
12	« 3ème contrainte majeures pour l'entreprise » Regarder son impact	S5Q02C S5Q01A-N

Tableau 34 : Résultats des tests de cohérence pour la base de données employeurs

Test	Observations de réponses incohérentes	Observations de réponses cohérentes	Observations dont la cohérence n'a pas pu être testée	Total
1	54	417	30	501
2	227	267	7	501
3	3	479	19	501
4	13	474	14	501
5	23	469	9	501
6	105	388	8	501
7	19	467	15	501
8	18	473	10	501
9	11	479	11	501
10	92	368	41	501
11	132	326	43	501
12	151	292	58	501

Tableau 35 : Tests de cohérences pour la base de données travailleurs

Test	Lien de cohérence entre les questions	Questions concernées
1	Age du répondant \approx Expérience professionnelle + Niveau d'études	SOQ03 SOQ04 SOQ05

Tableau 36 : Résultats des liens de cohérence pour la base de données travailleurs

Test	Observations de réponses incohérentes	Observations de réponses cohérentes	Observations dont la cohérence n'a pas pu être testée	Total
1	1	368	10	379

Tableau 37 : Répartition du secteur d'activité par taille d'entreprise

Secteur	Sous-secteur	GE	ME	PE & TPE
Primaire	Agriculture et sylviculture	2,5%	1,6%	0,0%
	Elevage	0,6%	0,5%	0,0%
	Pêche et pisciculture	1,3%	0,5%	0,0%
	Sous total	4,4%	2,7%	0,0%
Secondaire	Extraction	0,6%	0,5%	0,0%
	Industrie alimentaire	11,3%	4,9%	6,0%
	Autres industries manufacturières	10,6%	6,0%	8,0%
	Electricité eau et gaz	3,1%	0,5%	1,3%
	Construction	5,0%	7,7%	0,7%
Sous total	30,6%	19,7%	16,0%	
Tertiaire	Commerce	25,0%	23,5%	44,0%
	Transport	10,0%	2,7%	0,0%
	Banque et assurance	7,5%	6,0%	0,0%
	Autres services	22,5%	45,4%	40,0%
	Sous total	65,0%	77,6%	84,0%

Tableau 38 : Répartition du secteur d'activité par entreprises formelles / Informelles

Secteur	Sous-secteur	Formel	Informel
Primaire	Agriculture et sylviculture	2%	0%
	Elevage	0%	0%
	Pêche et pisciculture	1%	0%
	Sous total	3%	0%
Secondaire	Extraction	0%	0%
	Industrie alimentaire	8%	3%
	Autres industries manufacturières	6%	16%
	Electricité eau et gaz	1%	2%
	Construction	6%	0%
Sous total	23%	21%	
Tertiaire	Commerce	30%	33%
	Transport	5%	0%
	Banque et assurance	6%	0%
	Autres services	35%	43%
	Sous total	75%	75%
Total		100%	100%

Tableau 39 : Répartition du secteur d'activité par entreprises économiquement solides / faibles

Secteur	Sous-secteur	Entreprises économiquement solides	Entreprises économiquement faibles
Primaire	Agriculture et sylviculture	2%	1%
	Elevage	1%	0%
	Pêche et pisciculture	1%	0%
	Sous total	4%	2%
Secondaire	Extraction	1%	0%
	Industrie alimentaire	11%	6%
	Autres industries manufacturières	12%	6%
	Electricité eau et gaz	2%	2%
	Construction	7%	3%
	Sous total	32%	17%
Tertiaire	Commerce	21%	35%
	Transport	8%	2%
	Banque et assurance	7%	3%
	Autres services	28%	41%
	Sous total	64%	81%
Total			
Non -déclaré			

9.5 Opinions des entreprises

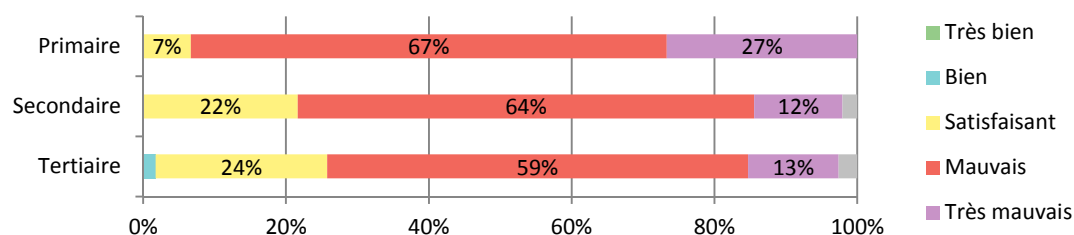
Cette sous-section présente les opinions des entreprises camerounaises exprimées au travers du questionnaire. Ces opinions ont été catégorisées en suivant les critères de l'OIT pour décrire l'environnement des affaires. Pour chacune des opinions, les analyses ont été effectuées en fonction de la taille de l'entreprise, du secteur d'activité et de la ville d'implantation des entreprises.

9.5.1 Infrastructures matérielles

9.5.1.1 Par secteur d'activité

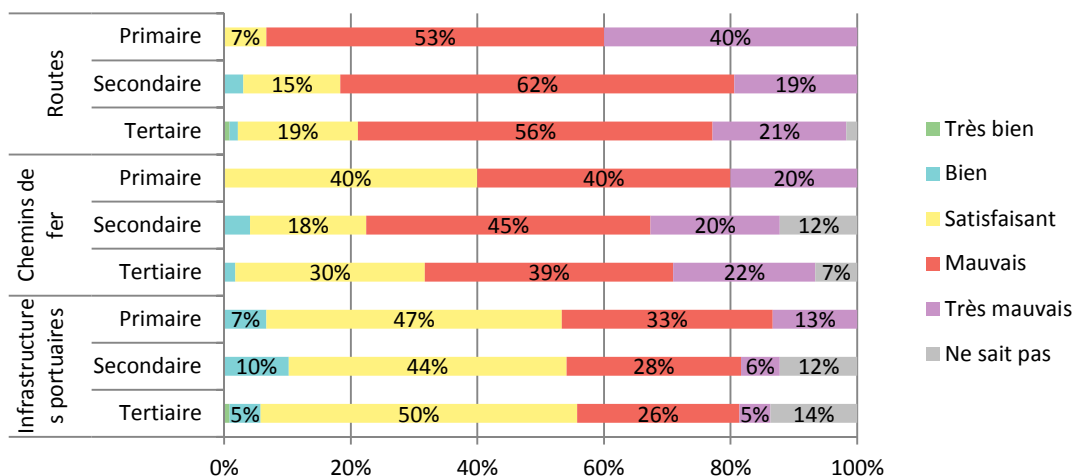
L'analyse par secteur d'activité ne concerne que les grandes et moyennes entreprises. En outre, compte tenu d'un faible nombre d'entreprises dans le secteur primaire (12), les résultats pour ce secteur sont illustratifs.

La Figure 65 présente la qualité globale de l'ensemble des infrastructures par secteur d'activité. Comme précédemment, les entreprises de tous les secteurs d'activité sont généralement mécontentes de la qualité globale des infrastructures.

Figure 65 : Qualité globale de l'ensemble des infrastructures par secteur d'activité

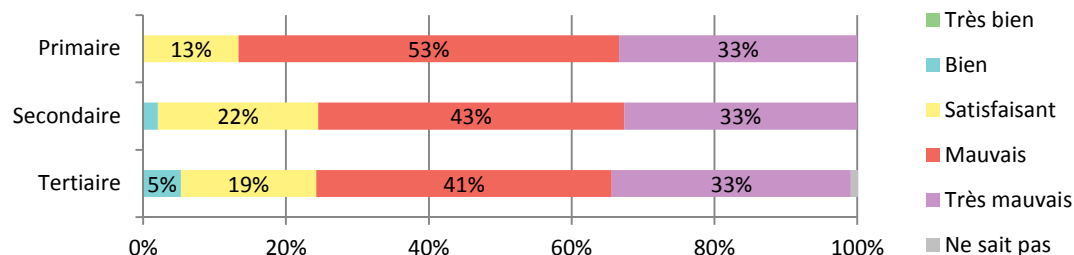
La Figure 66 présente l'opinion des entreprises sur la qualité des infrastructures des transports (infrastructures portuaires, chemins de fer et routes) par secteur d'activité.

Figure 66 : Qualité des infrastructures des transports par secteur d'activité



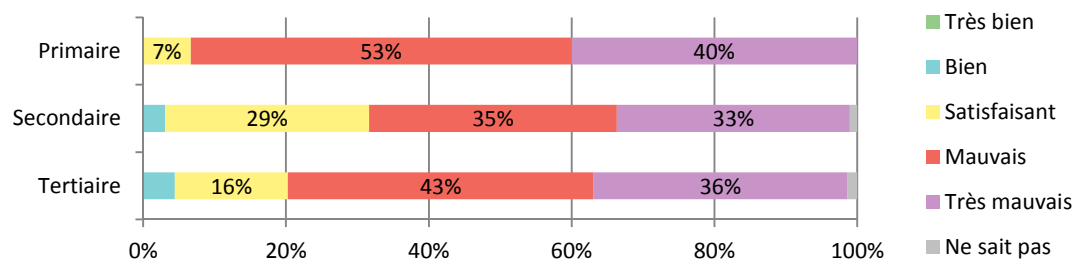
La Figure 67 présente l'opinion des entreprises sondées sur la qualité des infrastructures d'électricité par secteur d'activité.

Figure 67 : Qualité des infrastructures d'électricité par secteur d'activité



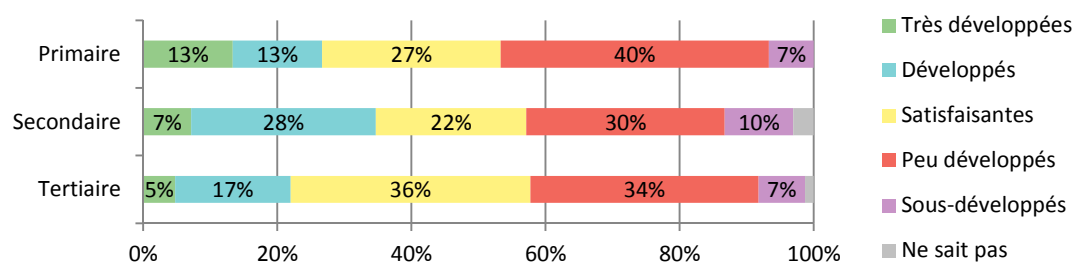
La Figure 68 présente l'opinion des entreprises sondées sur la qualité des infrastructures de l'eau et l'assainissement par secteur d'activité.

Figure 68 : Qualité des infrastructures de l'eau et l'assainissement par secteur d'activité



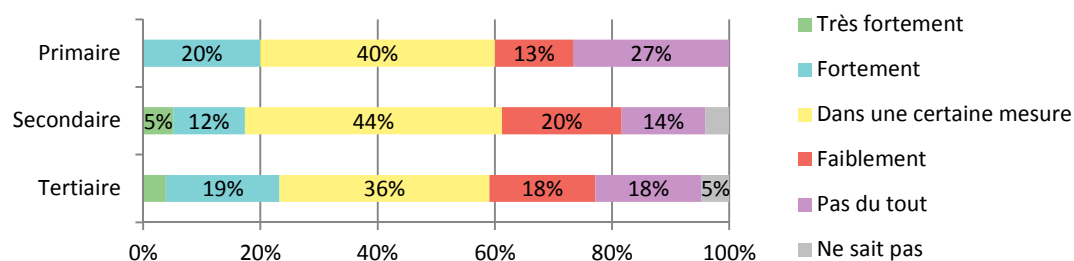
La Figure 69 présente l'opinion des entreprises interrogées sur les infrastructures relatives aux TIC par secteur d'activité.

Figure 69 : Développement des infrastructures relatives aux TIC par secteur d'activité



La Figure 70 présente l'opinion des entreprises sur les investissements et les dépenses publiques par secteur d'activité.

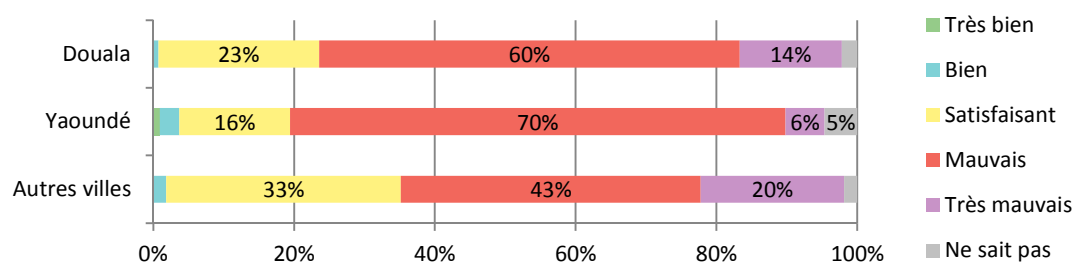
Figure 70 : Les investissements et les dépenses publiques favorisent-ils le développement de l'entreprise? Par secteur d'activité



9.5.1.2 Par ville

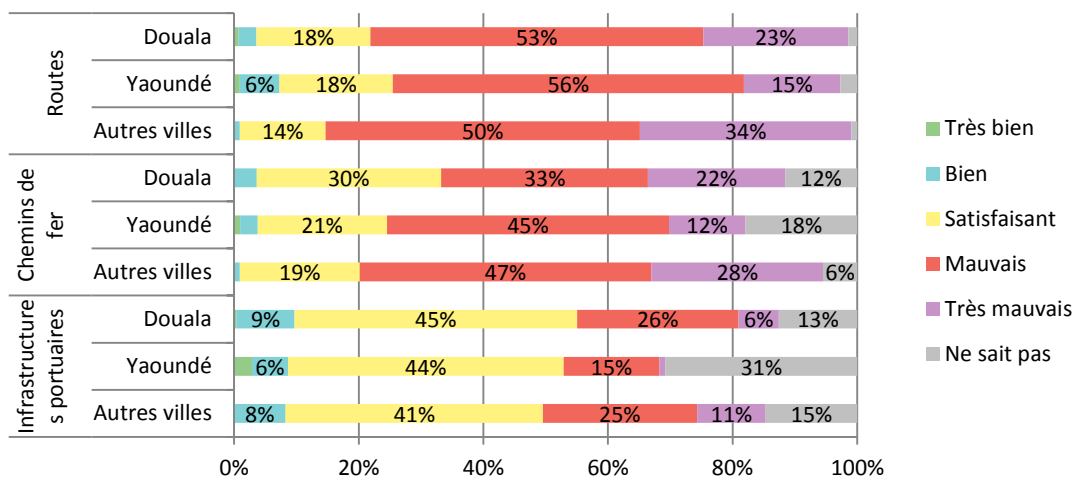
La Figure 71 présente l'opinion des entreprises sur la qualité globale des infrastructures par ville. Si l'on regarde l'opinion des entreprises en fonction de leur lieu d'implantation, on constate comme précédemment que les entreprises sont globalement insatisfaites de la qualité des infrastructures.

Figure 71 : Qualité globale de l'ensemble des infrastructures par ville



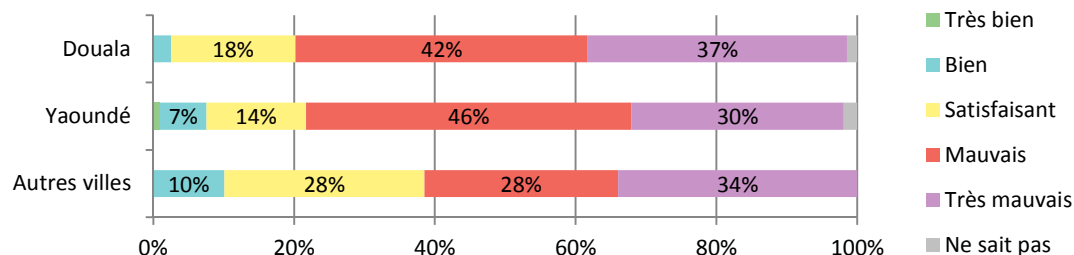
La Figure 72 présente l'opinion des entreprises sur la qualité globale des transports par ville. Les infrastructures portuaires sont satisfaisantes pour toutes les villes. Le taux de réponse élevé de « ne sait pas » pour les entreprises localisées à Yaoundé n'est pas surprenant puisque cette dernière ne dispose pas de littoral. La qualité des routes est mauvaise pour l'ensemble des villes. Les entreprises sondées localisées à Douala sont plus satisfaites de la qualité des chemins de fer que les autres villes.

Figure 72 : Qualité des infrastructures des transports par ville



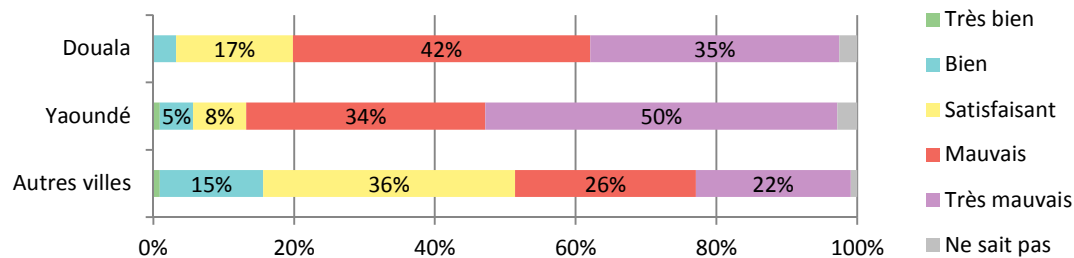
La Figure 73 présente l'opinion des entreprises interrogées sur la qualité des infrastructures d'électricité.

Figure 73 : Qualité des infrastructures d'électricité par ville



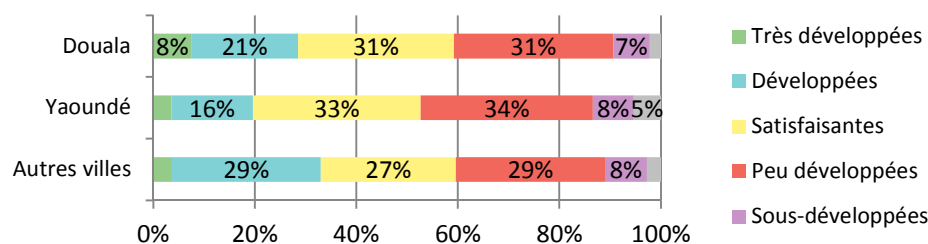
La Figure 74 présente l'opinion des entreprises sur la qualité de l'eau et l'assainissement par ville. Les entreprises localisées à Douala et Yaoundé ne sont pas satisfaites de la qualité de ces infrastructures contrairement aux autres villes.

Figure 74 : Qualité des infrastructures de l'eau et l'assainissement par ville



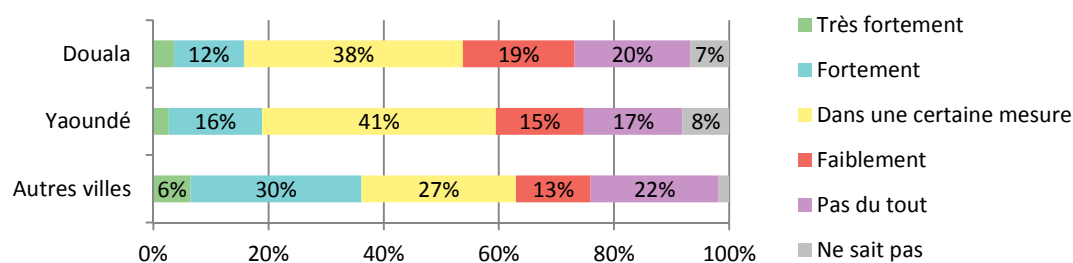
La Figure 75 présente l'opinion des entreprises sondées sur la qualité des infrastructures relatives aux TIC.

Figure 75 : Développement des infrastructures relatives aux TIC par ville



La Figure 76 présente l'opinion des entreprises sondées sur les investissements et dépenses effectués par le gouvernement.

Figure 76 : Les investissements et les dépenses publiques favorisent-ils le développement de l'entreprise? Par ville



9.5.2 Protection sociale

9.5.2.1 Par secteur d'activité

Les Figure 77,

Figure 78, Figure 79 et

Figure 80 présentent les mêmes résultats que précédemment en fonction du secteur d'activité et non de la taille de l'entreprise.

Comme précédemment, pour tous les secteurs d'activité, les entreprises pensent que :

- ▶ La protection sociale est insuffisante.
- ▶ Le développement d'une assurance maladie universelle, un système de retraite et des prestations sociales pour les enfants à charge amélioreraient la protection sociale.
- ▶ La sécurité du travail n'est pas garantie.
- ▶ Les cotisations sociales ne gênent pas le développement des entreprises.

Figure 77 : Le système de protection sociale est-il bien développé au Cameroun? Par secteur d'activité

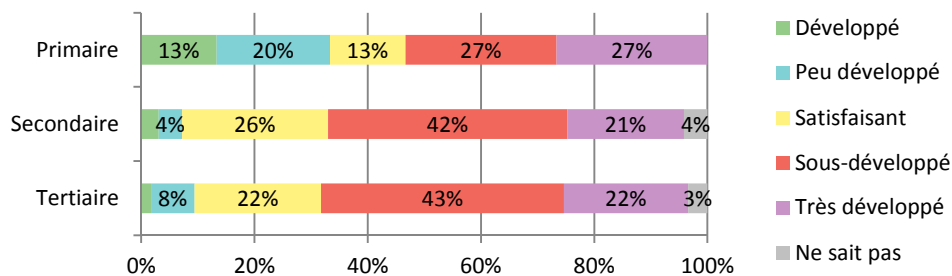
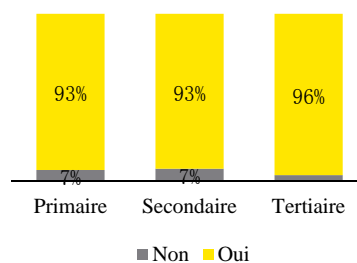
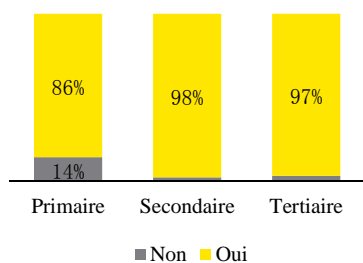


Figure 78 : Opinion sur les améliorations du système de protection sociale en fonction du secteur d'activité

Une Assurance Maladie Universelle serait-elle une solution pour améliorer la protection sociale?

Le système de retraite serait-il une solution pour améliorer la protection sociale?



La prestation sociale pour enfant à charge serait-elle une solution pour améliorer la protection sociale?

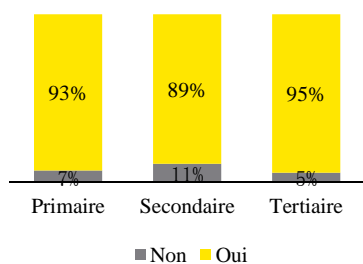


Figure 79 : La sécurité au travail est-elle garantie par les entreprises camerounaises? Par secteur d'activité

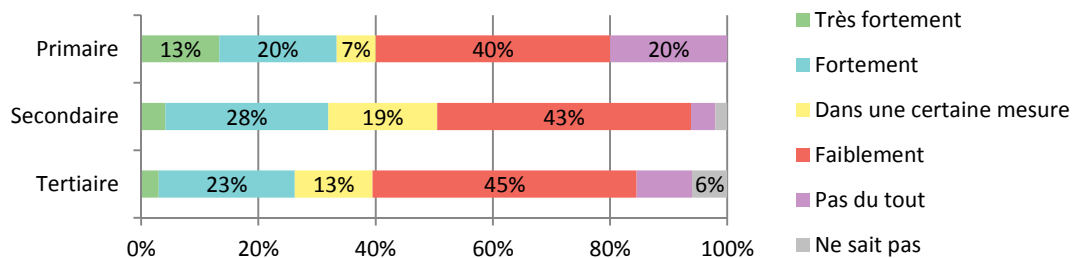
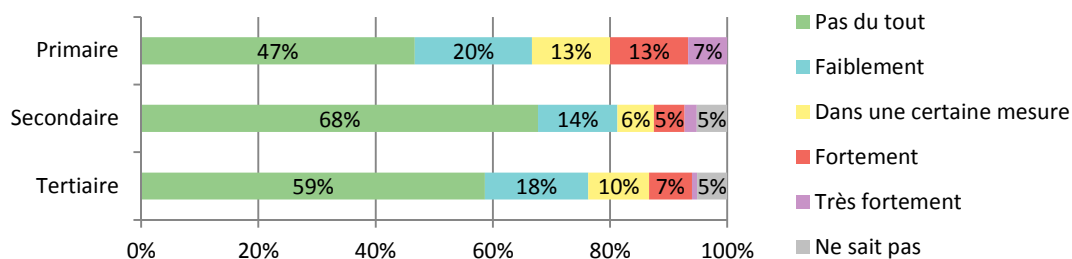


Figure 80 : Les cotisations sociales versées à la sécurité sociale gênent-elles le développement de votre entreprise? Par secteur d'activité



9.5.2.2 Par ville

Les Figure 81,

Figure 82 et

Figure 83 présentent l'opinion des entreprises en fonction de leur localisation, sur le système de protection sociale, la sécurité au travail et les cotisations sociales respectivement.

Figure 81 : Le système de protection sociale est-il bien développé au Cameroun? Par ville

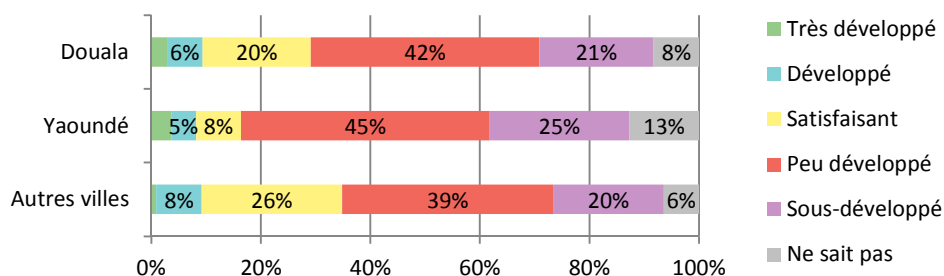


Figure 82 : La sécurité au travail est-elle garantie par les entreprises camerounaises? Par ville

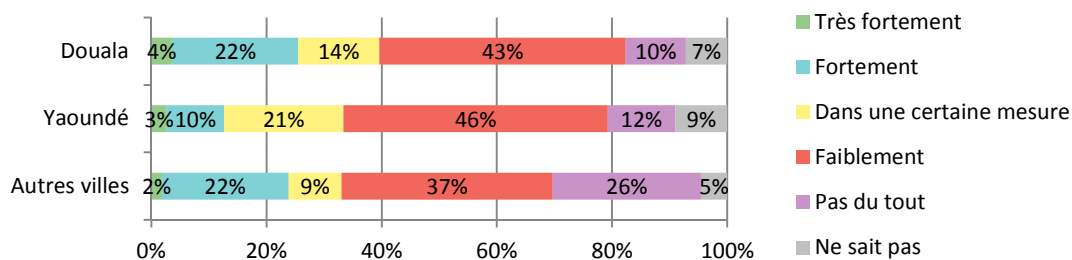
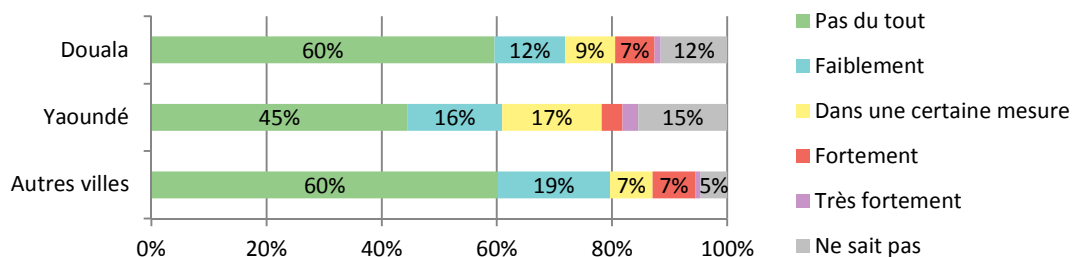


Figure 83 : Les cotisations sociales versées à la sécurité sociale gênent-elles le développement de votre entreprise? Par ville

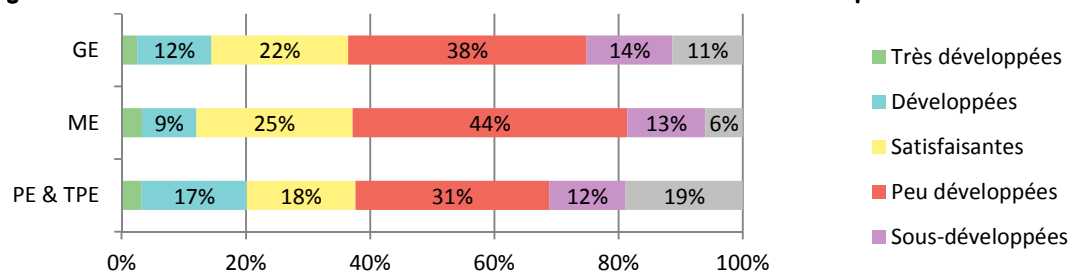


9.5.3 Environnement juridique et réglementaire

Les Figure 84, Figure 85 et Figure 86 présentent l'opinion des entreprises sur les lois camerounaises relatives à l'utilisation des TIC, par taille d'entreprise, secteur d'activité et localisation, respectivement. De manière générale, les entreprises jugent ces lois peu développées.

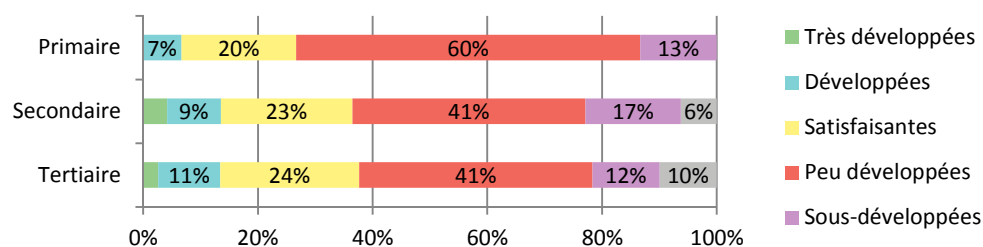
9.5.3.1 Par taille d'entreprise

Figure 84 : Comment sont les lois camerounaises relatives à l'utilisation des TIC? Par taille d'entreprise



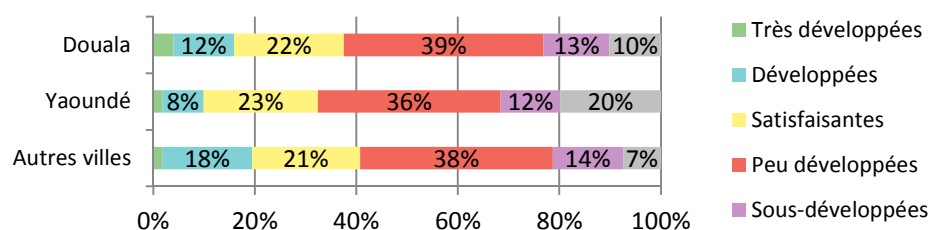
9.5.3.2 Par secteur d'activité

Figure 85 : Comment sont les lois camerounaises relatives à l'utilisation des TIC? Par secteur d'activité



9.5.3.3 Par ville

Figure 86 : Comment sont les lois camerounaises relatives à l'utilisation des TIC? Par ville



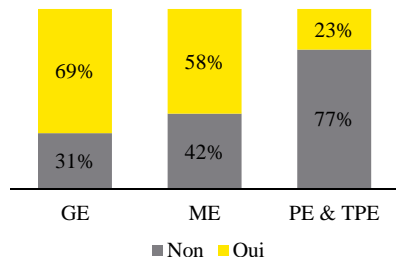
9.5.4 Gouvernance des entreprises

9.5.4.1 Par taille d'entreprise

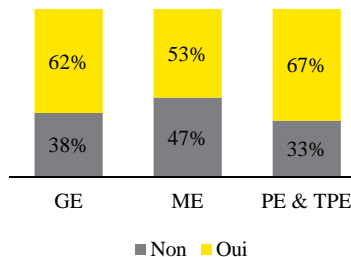
Les Figure 87 et Figure 88 présentent le niveau de connaissances des entreprises sur les centres de facilitation de création d'entreprises et des CGA ainsi que sur les réformes, respectivement, en fonction de leur taille. Plus une entreprise est grande, plus elle est informée.

Figure 87 : Connaissance des centres de facilitation de création d'entreprises et des CGA (Uniquement pour les entreprises localisées à Douala ou Yaoundé)

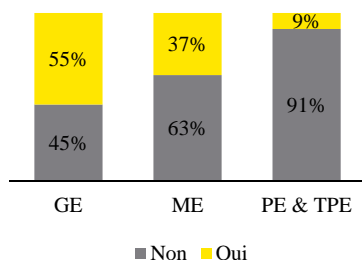
Etes-vous au courant de la création en avril 2010, à Douala et à Yaoundé, de deux centres de facilitation de création d'entreprises?



Connaissez-vous les avantages qu'offrent ces deux centres de facilitation de création d'entreprise? (S2Q08e) (Pour les entreprises ayant répondu « Oui » à la question précédente)



Etes-vous au courant que trois CGA, à Douala et à Yaoundé, sont opérationnels depuis le mois d'avril 2010?



Connaissez-vous les avantages qu'offrent les trois Centres de Gestion Agréés? (S2Q08g) (S'ils ont répondu « Oui » à la précédente)

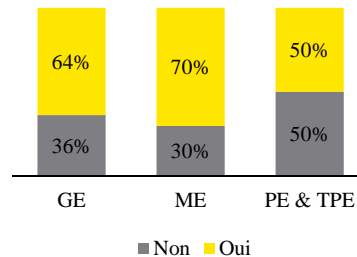
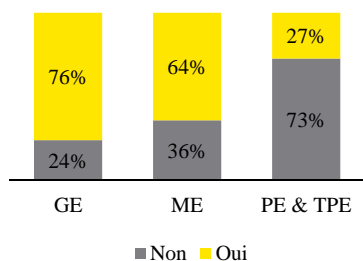
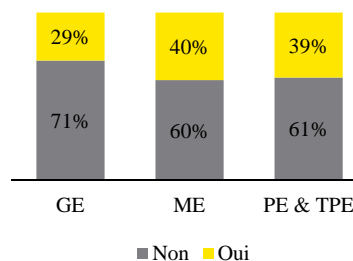


Figure 88 : Connaissance des réformes par taille d'entreprise

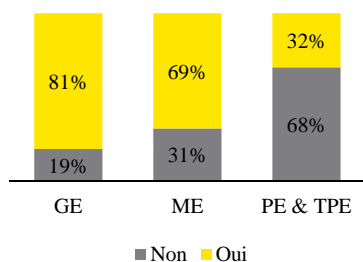
Etes-vous au courant que, depuis le 1er janvier 2010, la délivrance et le renouvellement de la carte du contribuable sont gratuits?



Depuis le 1er janvier, vous a-t-on demandé de payer le renouvellement de cette carte?

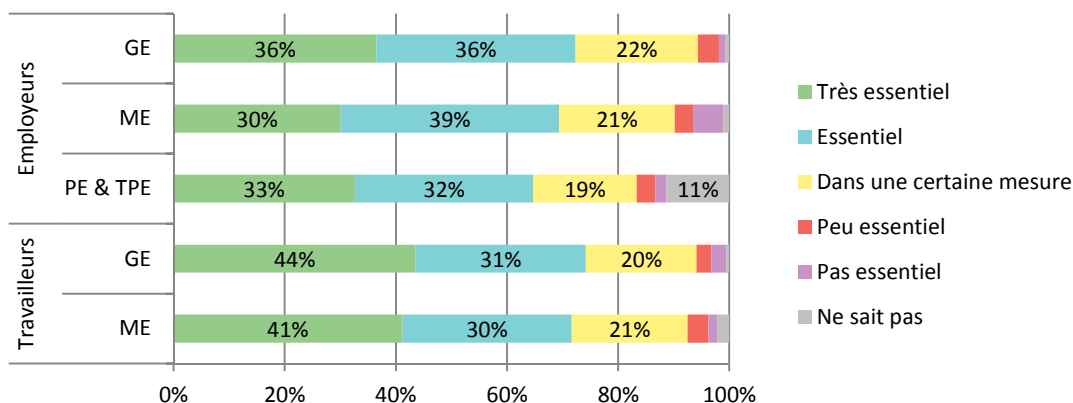


Etes-vous au courant de l'exonération d'impôts accordée lors de la création d'une entreprise?



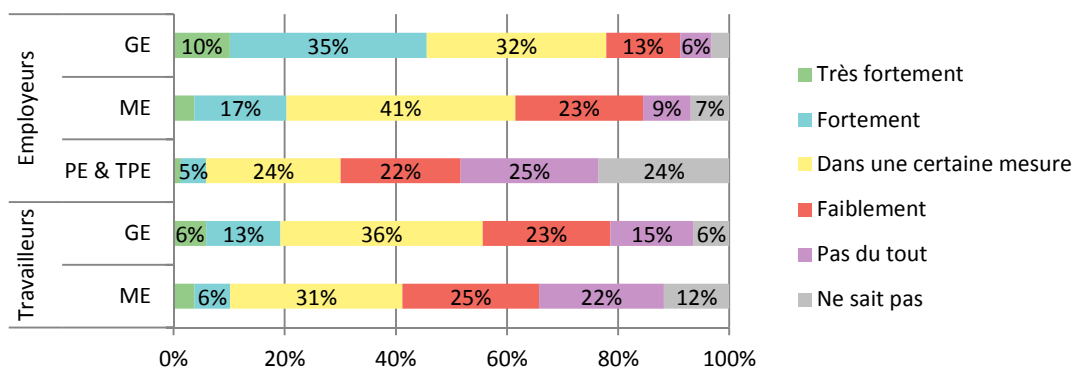
D'après la Figure 89, la majorité des entreprises pense que le dialogue social est essentiel.

Figure 89 : Le dialogue social est-il essentiel pour obtenir des résultats mutuellement bénéfiques aux travailleurs et employeurs? Par taille d'entreprise



Cependant, d'après la Figure 90, en pratique le droit syndical n'est pas respecté. Cette opinion est plus prononcée pour les entreprises de petite taille et on observe une corrélation entre la taille de l'entreprise et le respect du droit. Cette relation semble être confirmée par les employés.

Figure 90 : En pratique, le droit syndical des employés est-il respecté? Par taille d'entreprise



Les Figure 91 et Figure 92 présentent l'opinion des entreprises et employés sur l'encouragement par le gouvernement des négociations collectives et l'efficacité des institutions pour régler les conflits. D'une manière générale, plus une entreprise est grande et plus elle pense que dans une certaine mesure le gouvernement et les institutions encouragent de manière efficace le dialogue social.

Figure 91 : Les négociations collectives entre employeurs et employés sont-elles encouragées par le gouvernement? Par taille d'entreprise

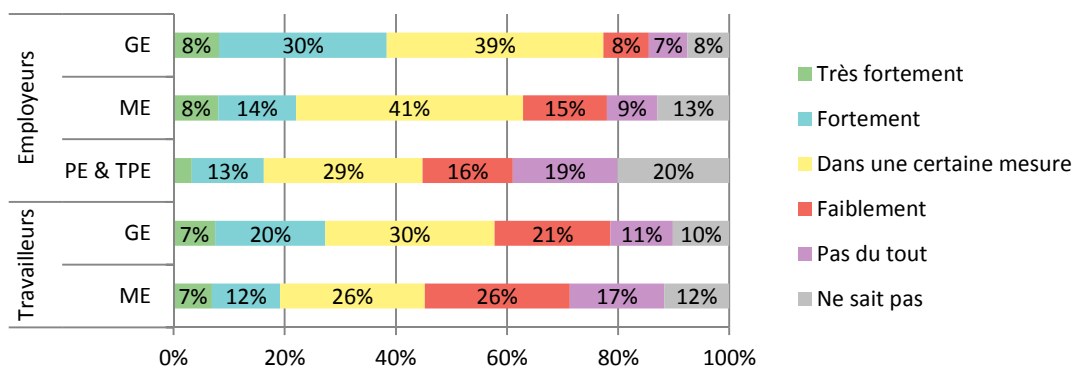
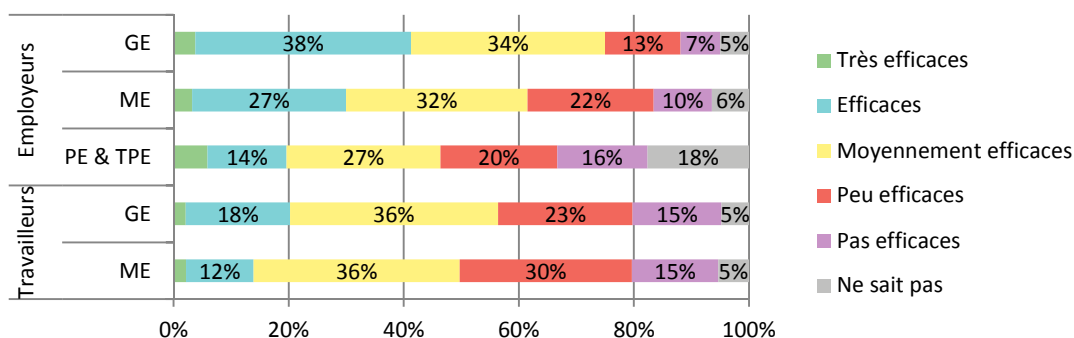


Figure 92 : Les institutions sont-elles efficaces pour régler les conflits employeurs-employés? Par taille d'entreprise



9.5.4.2 Par secteur d'activité

Les Figure 93, Figure 94,

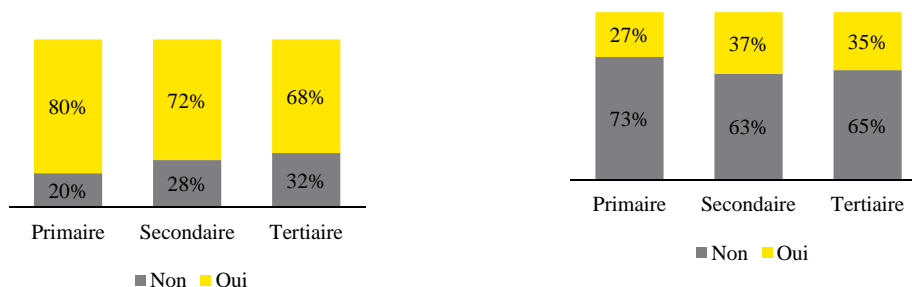
Figure 95,

Figure 96 et Figure 97 présentent les mêmes résultats que la section précédente en fonction du secteur d'activité. Les différences de résultats observées dans ces figures s'expliquent par la différence de distribution entre la taille des entreprises et les secteurs d'activité.

Figure 93 : Connaissance des réformes en fonction du secteur d'activité

Etes-vous au courant que, depuis le 1er janvier 2010, la délivrance et le renouvellement de la carte du contribuable sont gratuits ?

Depuis le 1er janvier, vous a-t-on demandé de payer le renouvellement de cette carte ?



Etes-vous au courant de l'exonération d'impôts accordée lors de la création d'une entreprise ?

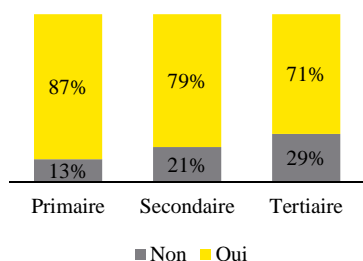


Figure 94 : Le dialogue social est-il essentiel pour obtenir des résultats mutuellement bénéfiques aux travailleurs et employeurs? Par secteur d'activité

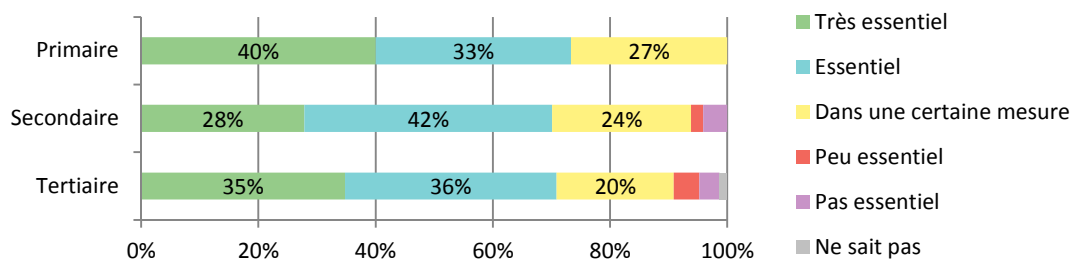


Figure 95 : En pratique, le droit syndical des employés est-il respecté? Par secteur d'activité

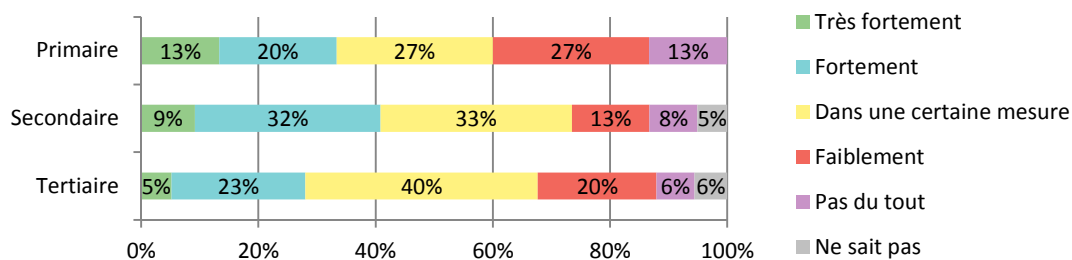


Figure 96 : Les négociations collectives entre employeurs et employés sont-elles encouragées par le gouvernement? Par secteur d'activité

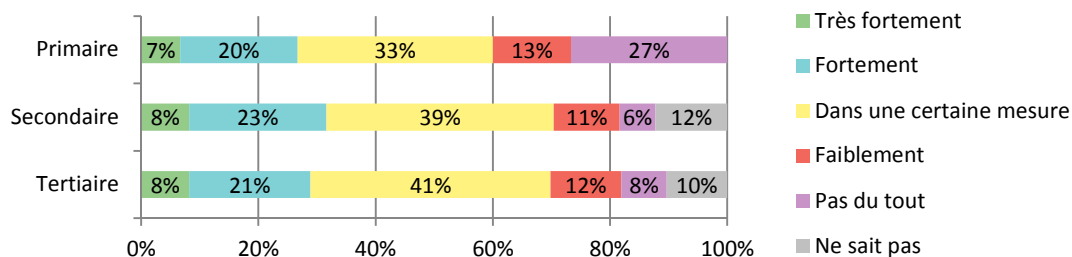
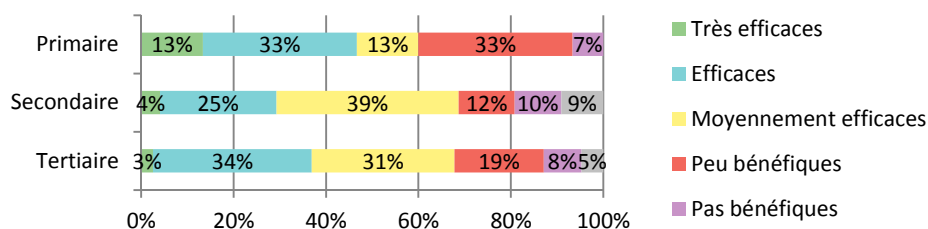


Figure 97 : Les institutions sont-elles efficaces pour régler les conflits employeurs-employés? Par secteur d'activité



9.5.4.3 Par ville

Les Figure 98,

Figure 99 et

Figure 101 présentent les mêmes résultats en fonction de la localisation des entreprises. Les différences d'opinion observées dans ces figures s'expliquent par une concentration plus importante des entreprises petites, moyennes ou grandes dans les villes concernées.

Figure 98 : Le dialogue social est-il essentiel pour obtenir des résultats mutuellement bénéfiques aux travailleurs et employeurs? Par ville

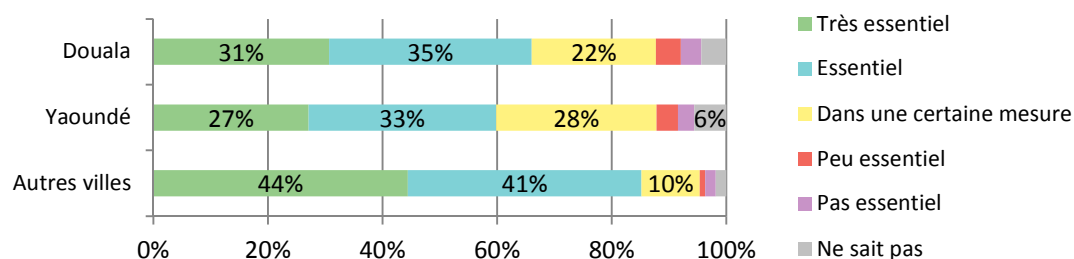


Figure 99 : En pratique, le droit syndical des employés est-il respecté? Par ville

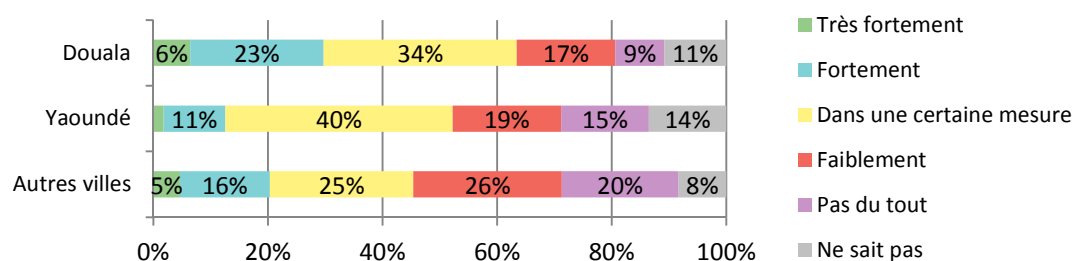


Figure 100 : Les négociations collectives entre employeurs et employés sont-elles encouragées par le gouvernement? Par ville

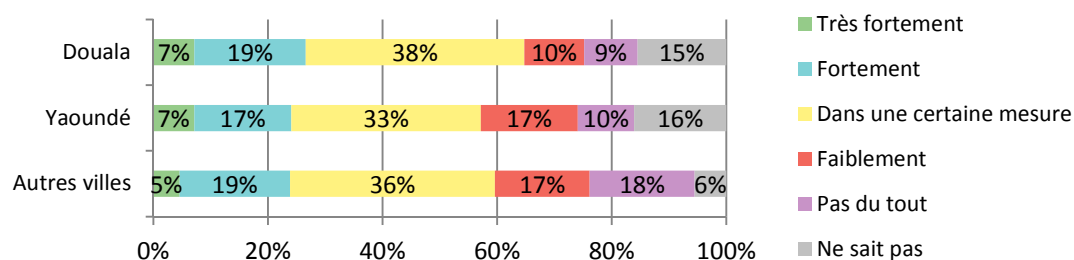
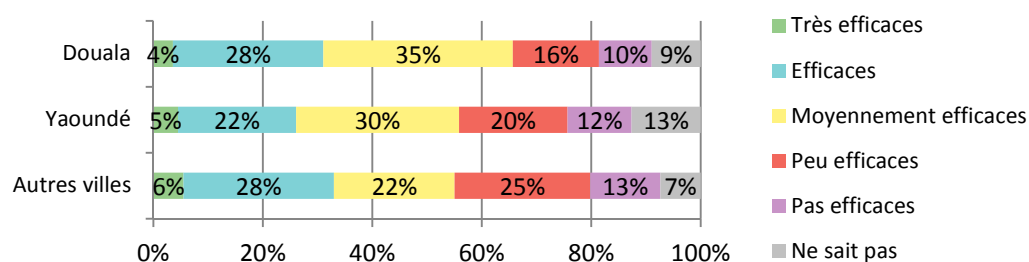


Figure 101 : Les institutions sont-elles efficaces pour régler les conflits employeurs-employés? Par ville

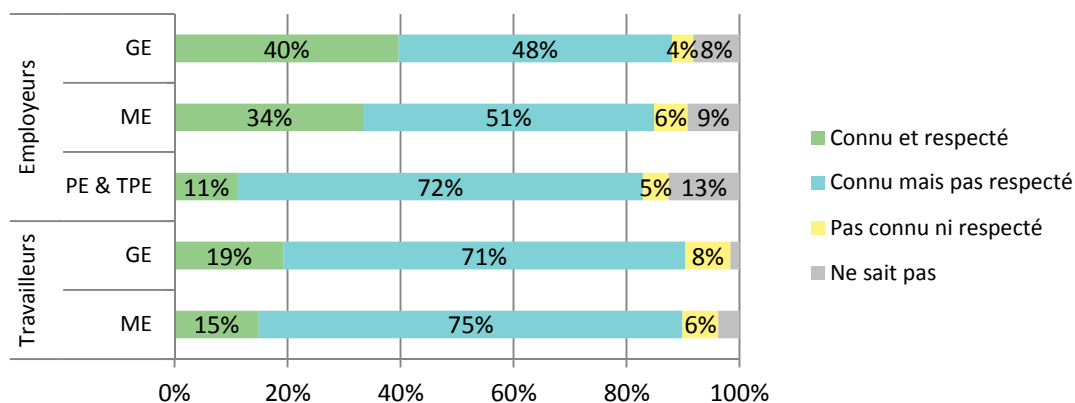


9.5.5 Etat de droit et protection des droits de propriété

9.5.5.1 Par taille d'entreprise

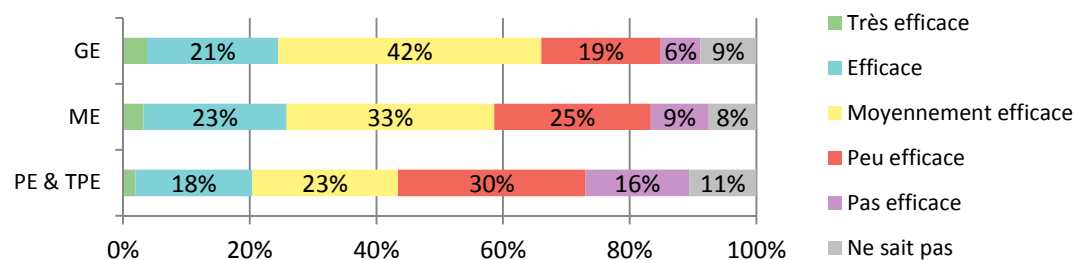
D'après la Figure 102, le droit du travail est connu mais pas respecté par les entreprises.

Figure 102 : Le droit du travail est-il connu et respecté par les entreprises? Par taille d'entreprise



D'après la Figure 103, l'administration judiciaire n'est pas efficace pour régler les litiges commerciaux.

Figure 103 : L'administration judiciaire est-elle efficace pour régler des litiges commerciaux? Par taille d'entreprise



9.5.5.2 Par secteur d'activité

Les Figure 104 à Figure 106 présentent les mêmes résultats par secteur d'activité.

Figure 104 : Le droit du travail est-il connu et respecté par les entreprises? Par secteur d'activité

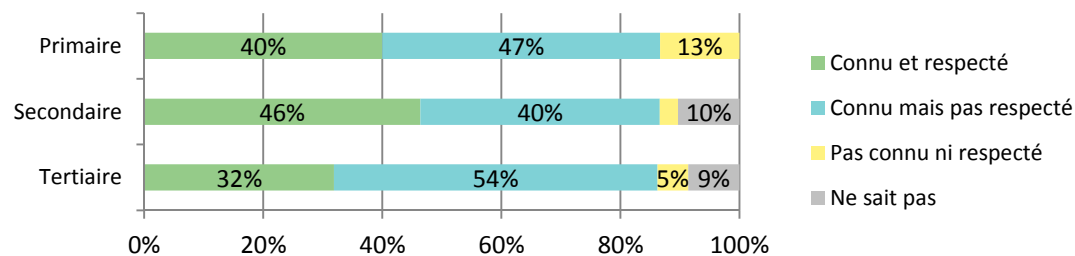


Figure 105 : Les droits de propriété physique sont-ils bien définis et protégés? Par secteur d'activité

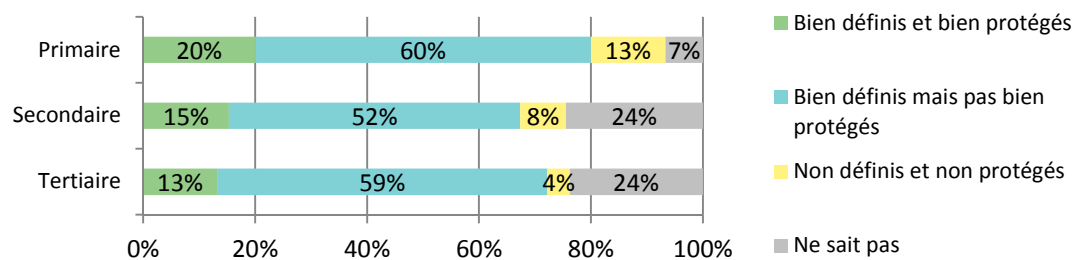
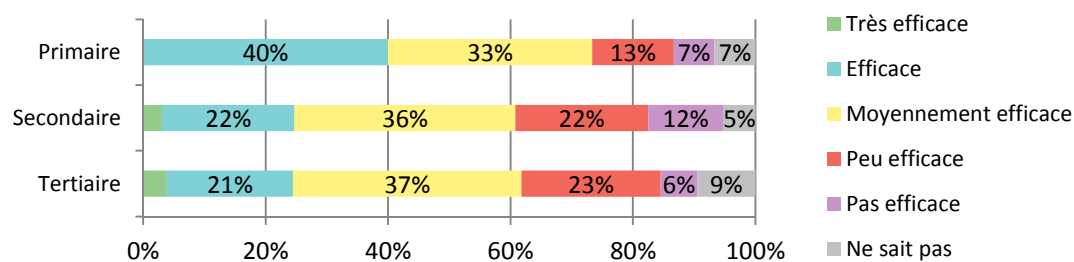


Figure 106 : L'administration judiciaire est-elle efficace pour régler des litiges commerciaux? Par secteur d'activité



9.5.5.3 Par ville

Les Figure 107 à

Figure 109 présentent les mêmes résultats en fonction de la localisation des entreprises.

Figure 107 : Le droit du travail est-il connu et respecté par les entreprises? Par ville

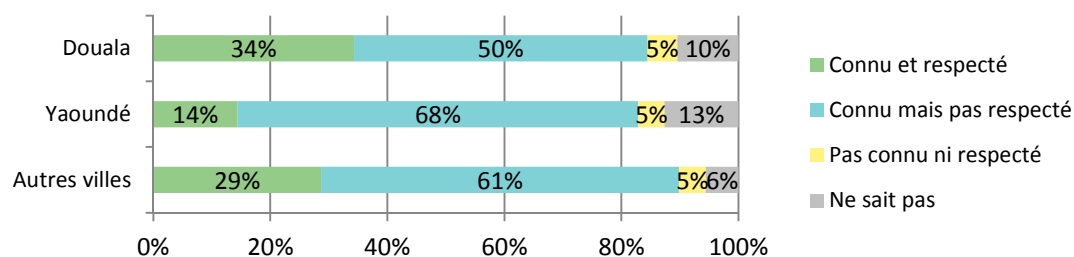


Figure 108 : Les droits de propriété physique sont-ils bien définis et protégés? Par ville

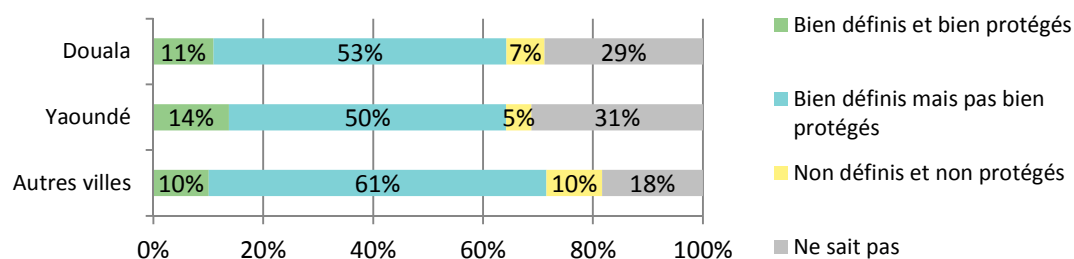
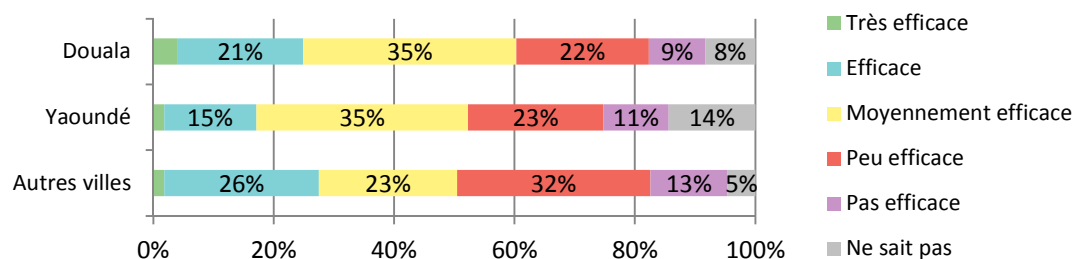


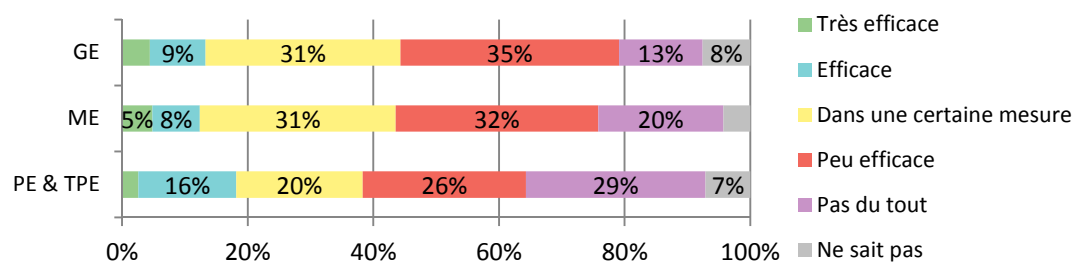
Figure 109 : L'administration judiciaire est-elle efficace pour régler des litiges commerciaux? Par ville

9.5.6 Efficacité des services publics

De manière générale, les entreprises jugent les services publics comme inefficaces.

9.5.6.1 Par taille d'entreprise

D'après la Figure 110, le gouvernement n'est pas efficace pour lutter contre la corruption.

Figure 110 : Le Gouvernement est-il efficace pour lutter contre la corruption? Par taille d'entreprise

9.5.6.2 Par secteur d'activité

Les Figure 111 et

Figure 112 présentent les mêmes résultats en fonction du secteur d'activité.

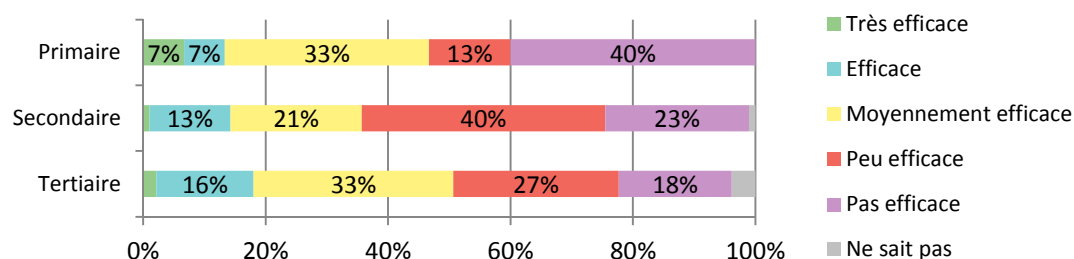
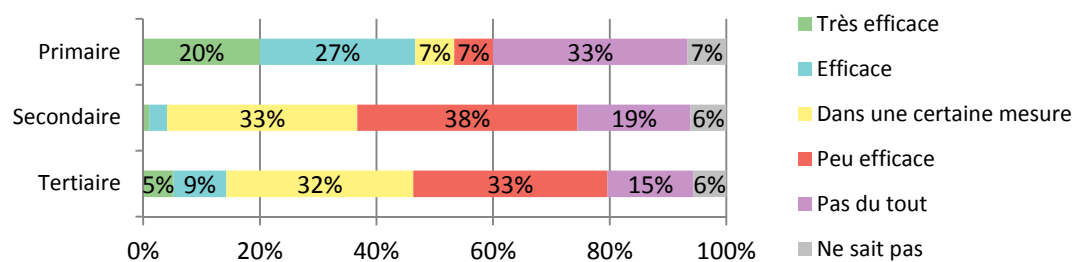
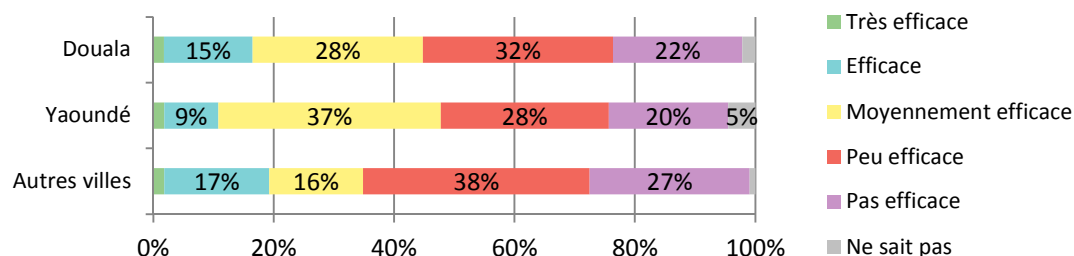
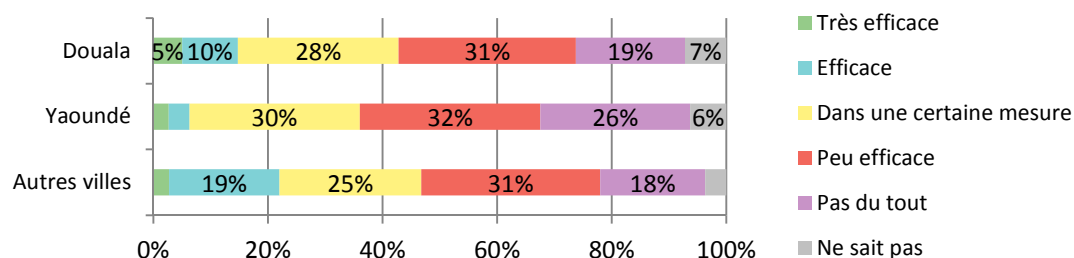
Figure 111 : La capacité de la police à protéger les entreprises du comportement criminel est-elle efficace? Par secteur d'activité

Figure 112 : Le gouvernement est-il efficace pour lutter contre la corruption? Par secteur d'activité

9.5.6.3 Par ville

Les Figure 113 et

Figure 114 présentent les mêmes résultats en fonction de la localisation.

Figure 113 : La capacité de la police à protéger les entreprises du comportement criminel est-elle efficace? Par ville**Figure 114 : Le Gouvernement est-il efficace pour lutter contre la corruption? Par ville**

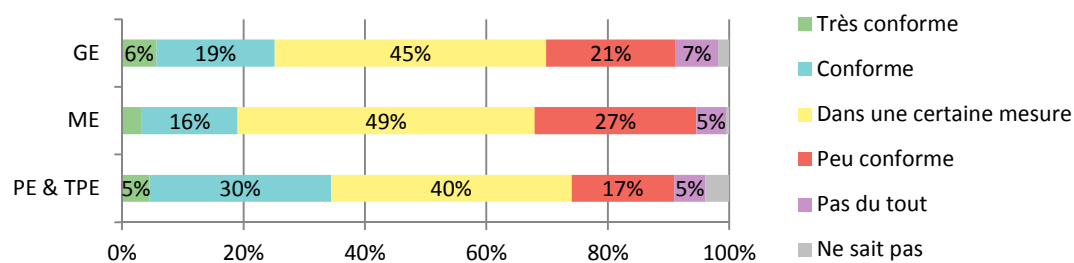
9.5.7 Education, formation et apprentissage tout au long de la vie

Cette section présente l'opinion des entreprises sur les qualifications des employés et sur leurs besoins de formation. Globalement, les entreprises trouvent que le niveau de qualification des employés est inadéquat. En outre, elles expriment un besoin de formation en gestion d'entreprise, comptabilité, marketing, élaboration d'un business plan et au niveau technique. Enfin, plus une entreprise est grande, plus elle investit dans la formation de ses employés.

9.5.7.1 Par taille d'entreprise

La Figure 115 présente l'opinion des entreprises sur le niveau de qualification de leurs employés.

Figure 115 : Pensez-vous que les travailleurs ont les qualifications recherchées par les entreprises camerounaises? Par taille d'entreprise



9.5.7.2 Par secteur d'activité

Les

Figure 116 à

Figure 118 présentent les mêmes opinions par secteur d'activité.

Figure 116 : Pensez-vous que les travailleurs ont les qualifications recherchées par les entreprises camerounaises? Par secteur d'activité

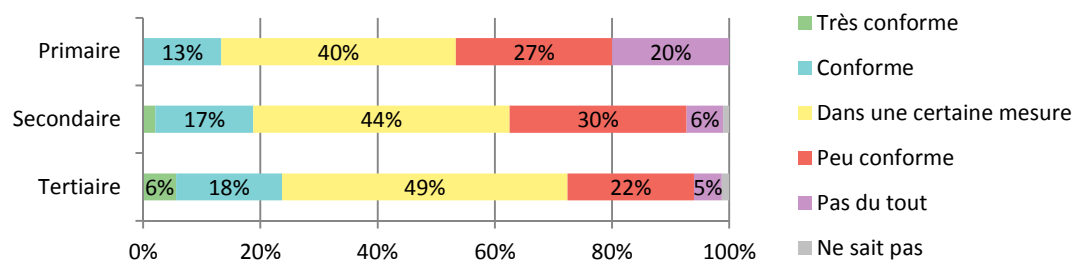


Figure 117 : Besoin de formation par secteur d'activité

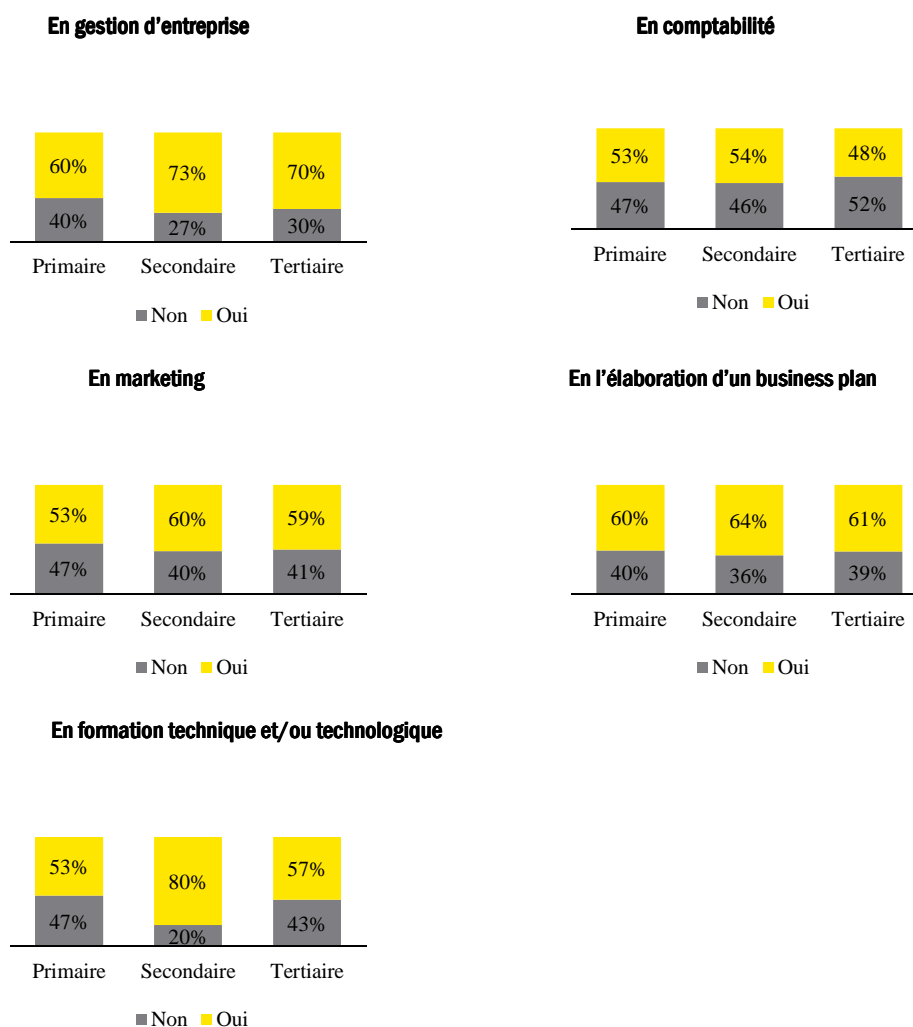
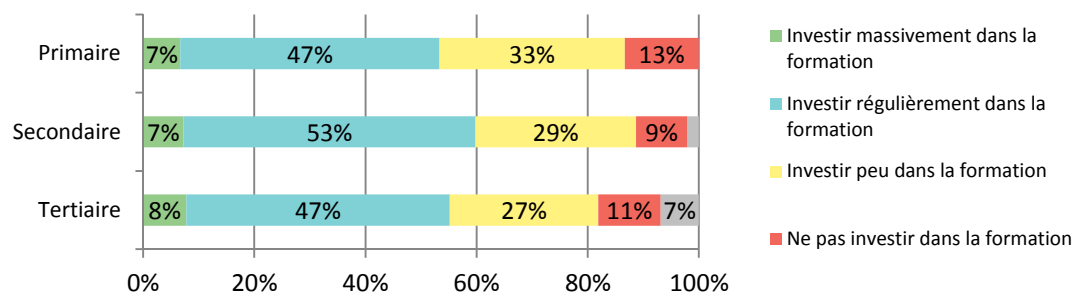


Figure 118 : Quelle position adopte votre entreprise concernant la formation de son personnel? Par secteur d'activité



9.5.7.3 Par ville

Les Figure 119 à

Figure 121 présentent les mêmes opinions en fonction de la localisation des entreprises.

Figure 119 : Pensez-vous que les travailleurs ont les qualifications recherchées par les entreprises camerounaises? Par ville

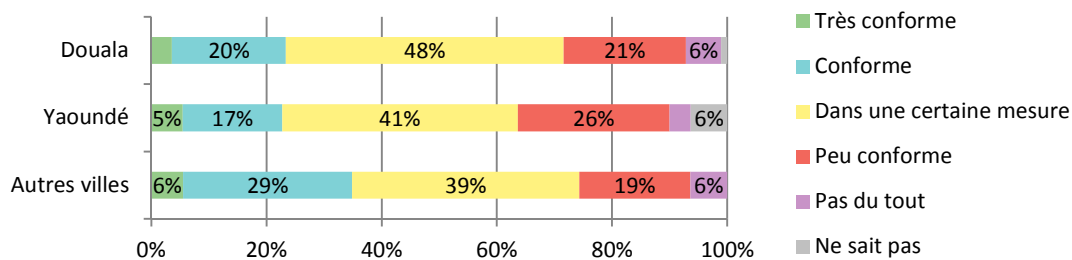
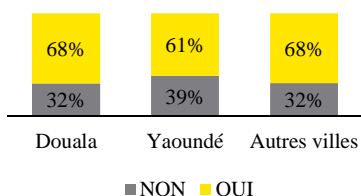
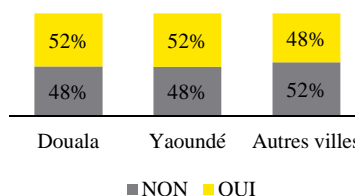


Figure 120 : Besoin de formation par ville

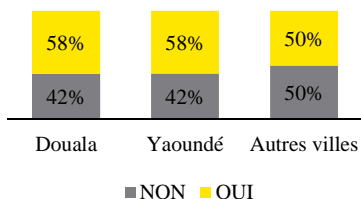
En gestion d'entreprise



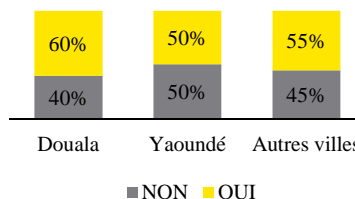
En comptabilité



En marketing



En l'élaboration d'un business plan



En formation technique et/ou technologique

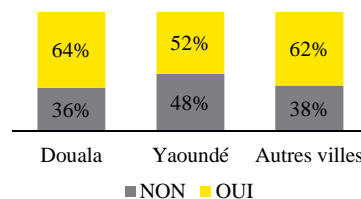
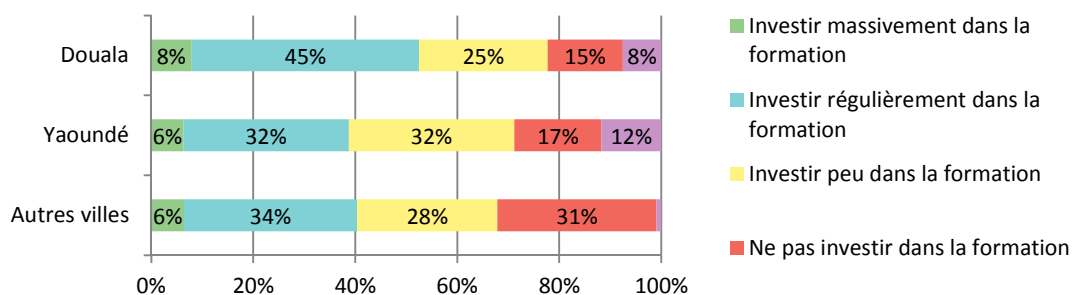


Figure 121 : Quelle position adopte votre entreprise concernant la formation de son personnel? Par ville



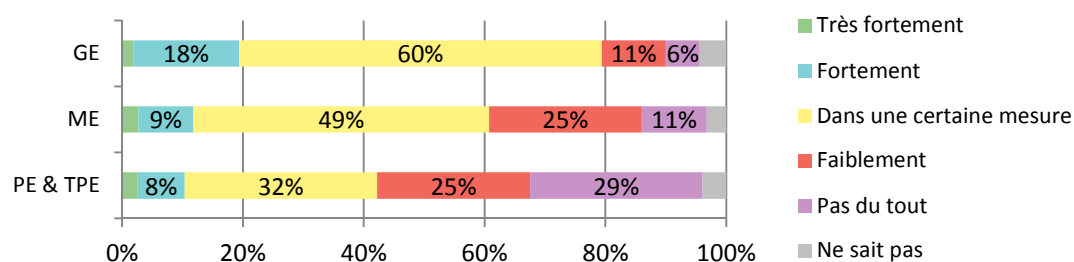
9.5.8 Respect des droits humains universels et des normes internationales du travail

Cette section considère le respect des droits humains et des normes internationales du travail. Il apparaît que plus une entreprise est grande, plus les droits de l'Homme sont respectés. D'une manière générale, les conventions internationales sont connues des entreprises mais non respectées.

9.5.8.1 Par taille d'entreprise

La Figure 122 présente l'opinion des entreprises sur le respect des droits de l'Homme en fonction de la taille de l'entreprise.

Figure 122 : Les droits de l'homme sont-ils respectés au Cameroun? Par taille d'entreprise



9.5.8.2 Par secteur d'activité

Les Figure 123 et Figure 124 présentent les mêmes résultats par secteur d'activité.

Figure 123 : Les droits de l'Homme sont-ils respectés au Cameroun? Par secteur d'activité

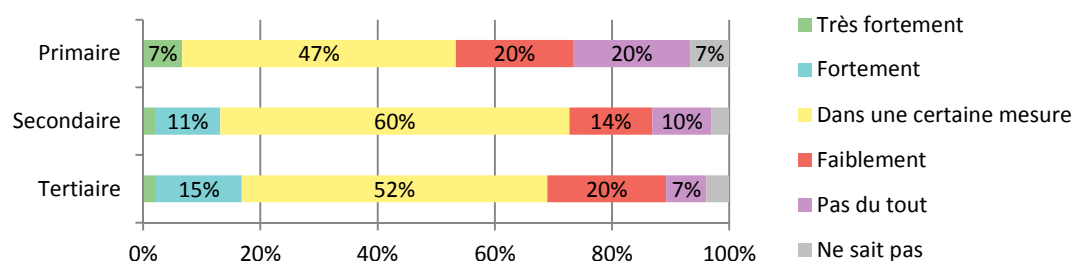
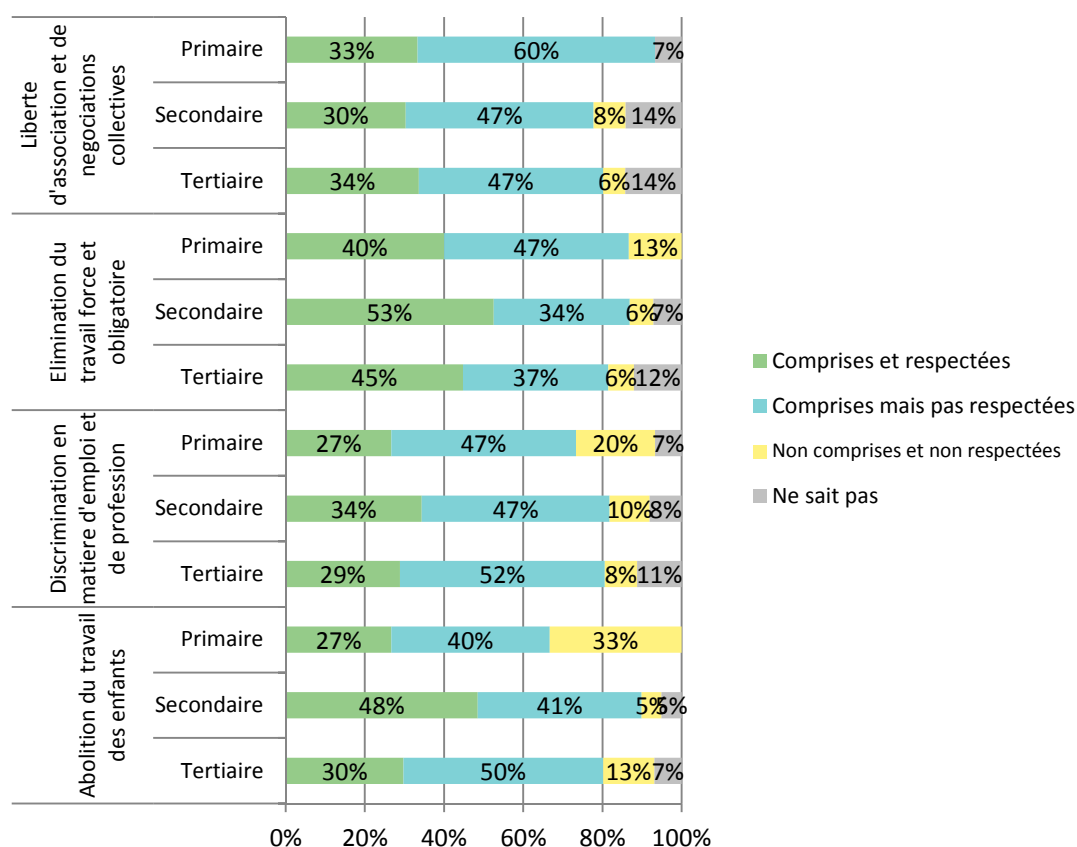


Figure 124 : Le Cameroun ayant signé la totalité des conventions internationales du travail, pensez-vous que les dispositions suivantes soient comprises et respectées par les entreprises nationales? Par secteur d'activité



9.5.8.3 Par ville

Les Figure 125 et Figure 126 présentent les mêmes résultats en fonction de la localisation des entreprises.

Figure 125 : Les droits de l'Homme sont-ils respectés au Cameroun? Par ville

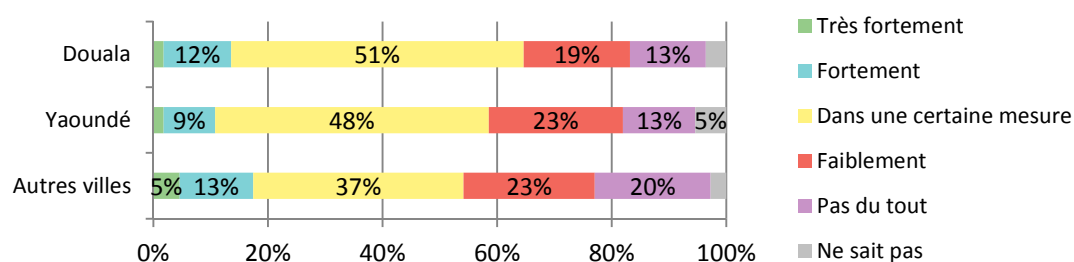
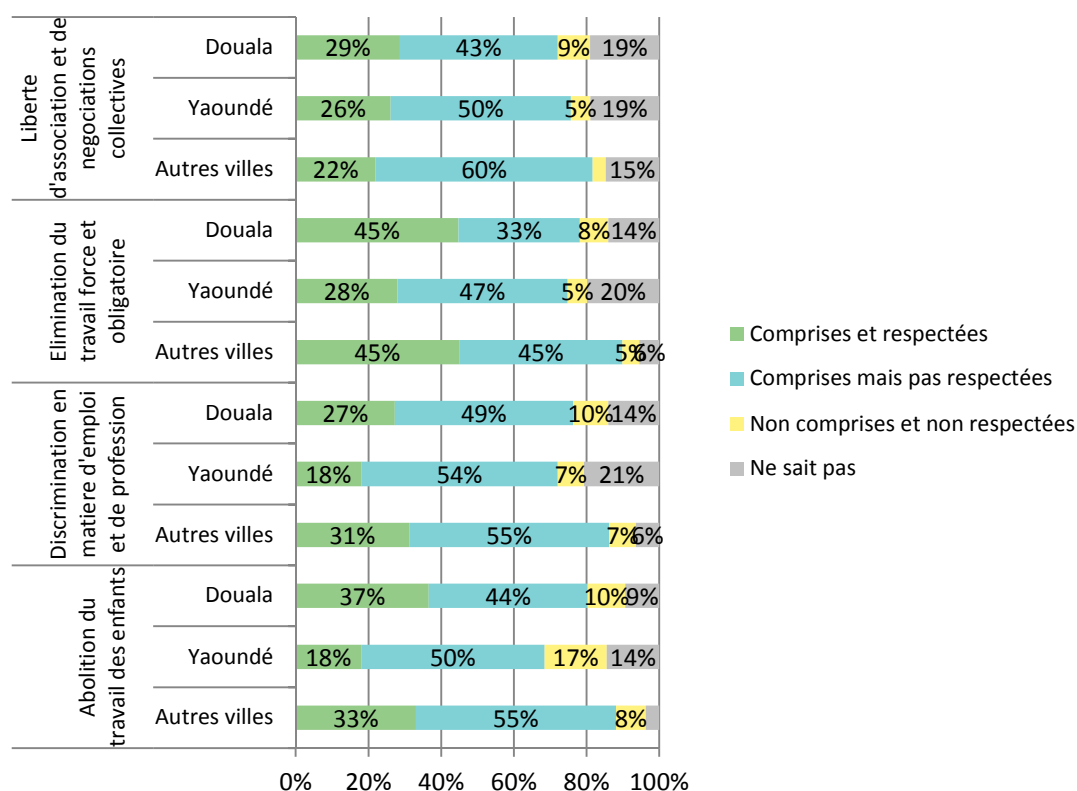


Figure 126 : Le Cameroun ayant signé la totalité des conventions internationales du travail, pensez-vous que les dispositions suivantes soient comprises et respectées par les entreprises nationales? Par ville



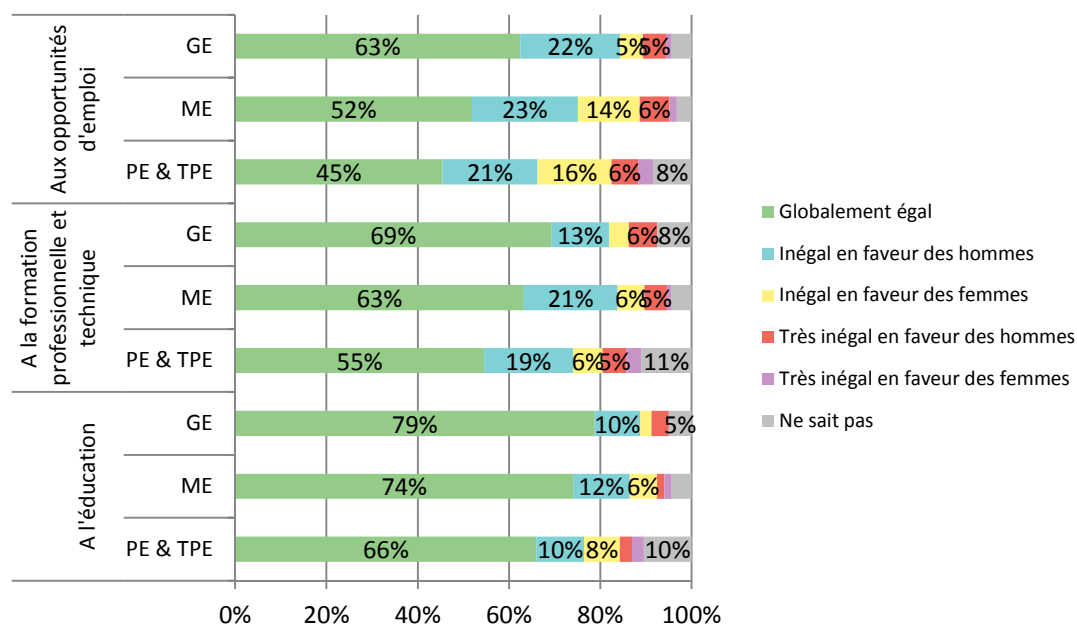
9.5.9 Justice sociale et insertion sociale

Cette section considère la justice sociale. De manière générale, le droit des femmes est respecté au Cameroun.

9.5.9.1 Par taille d'entreprise

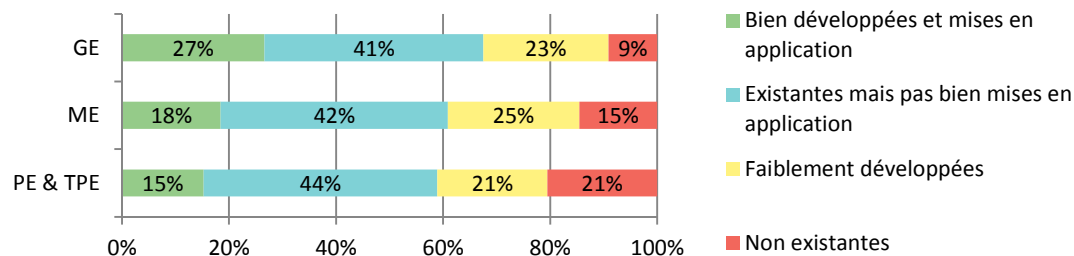
La Figure 127 montre que d'après les entreprises, toutes tailles confondues, il y a peu de discrimination envers les femmes. Elles ont le même accès à l'éducation, à la formation et aux opportunités d'emploi.

Figure 127 : Les hommes et les femmes disposent-ils des mêmes accès? Par taille d'entreprise



Cependant, la Figure 128 montre que les lois sur l'égalité hommes-femmes ne sont pas toujours bien appliquées.

Figure 128 : Existe-il des lois camerounaises soutenant l'égalité hommes-femmes sur les lieux de travail? Par taille d'entreprise



9.5.9.2 Par secteur d'activité

Les Figure 129 et Figure 130 présentent les mêmes résultats par secteur d'activité.

Figure 129 : Les hommes et les femmes disposent-ils des mêmes accès? Par secteur d'activité

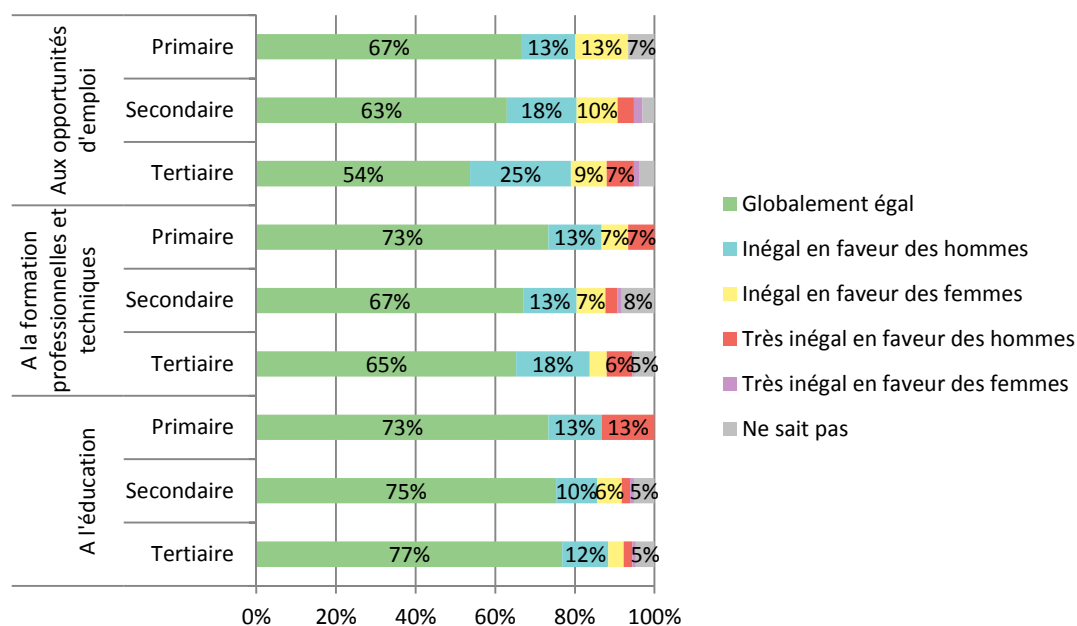
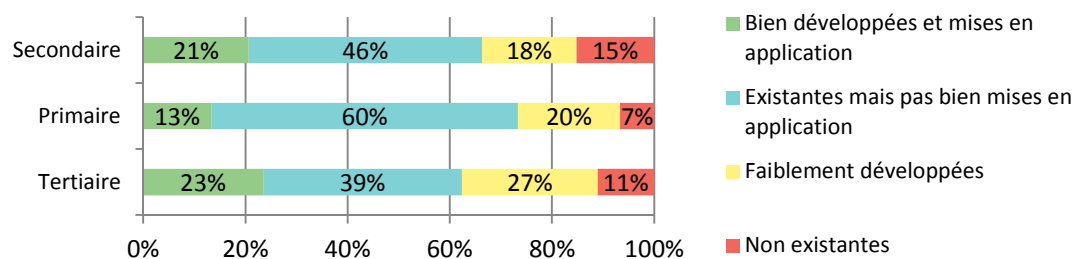


Figure 130 : Existe-il des lois camerounaises soutenant l'égalité hommes-femmes sur les lieux de travail? Par secteur d'activité



9.5.9.3 Par ville

Les Figure 131 et Figure 132 présentent les mêmes résultats en fonction de la localisation des entreprises.

Figure 131 : Les hommes et les femmes disposent-ils des mêmes accès? Par ville

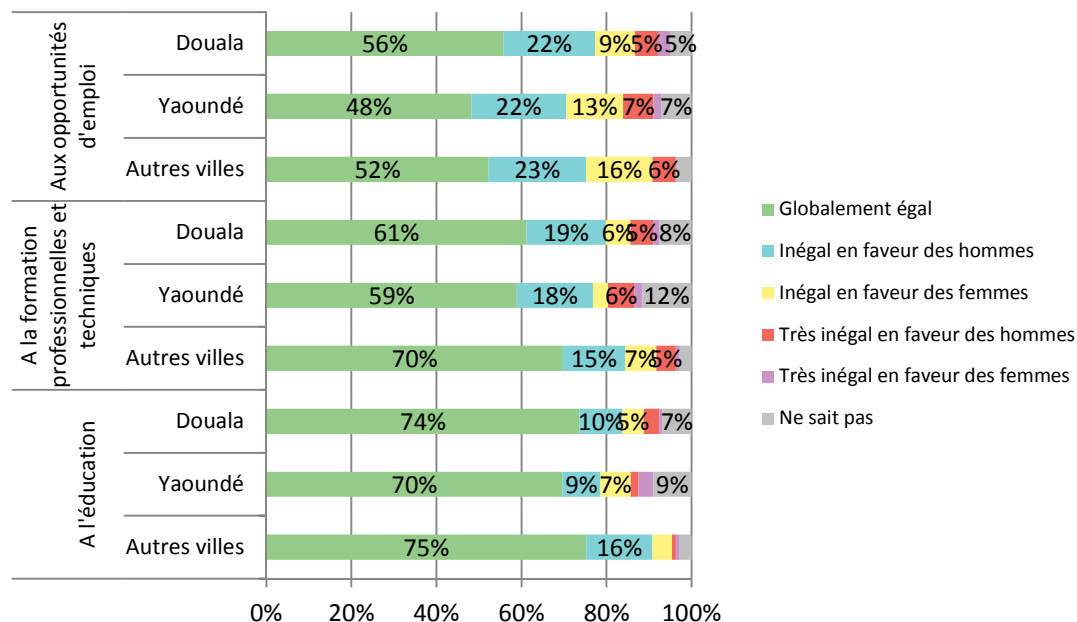
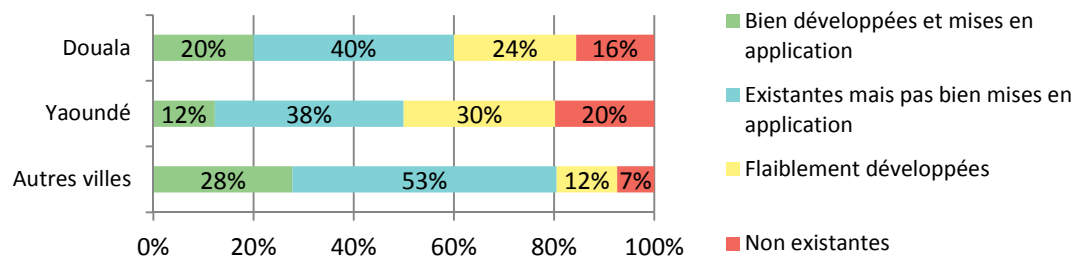


Figure 132 : Existe-il des lois camerounaises soutenant l'égalité hommes-femmes sur les lieux de travail? Par ville

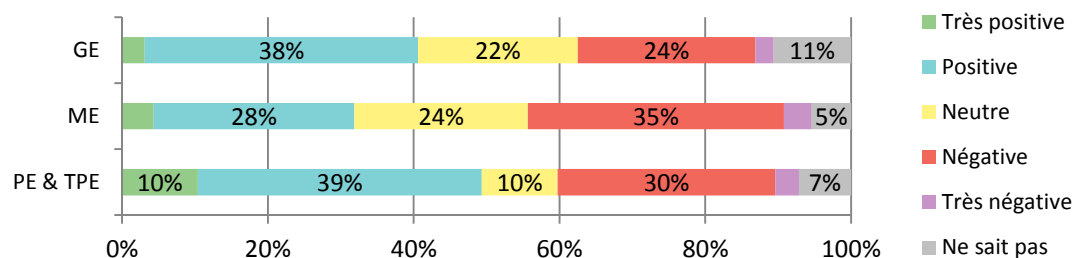


9.5.10 Culture d'entreprise

Cette section considère la culture d'entreprise. Les entreprises n'ont pas d'avis tranchés sur la perception des jeunes de l'entreprenariat.

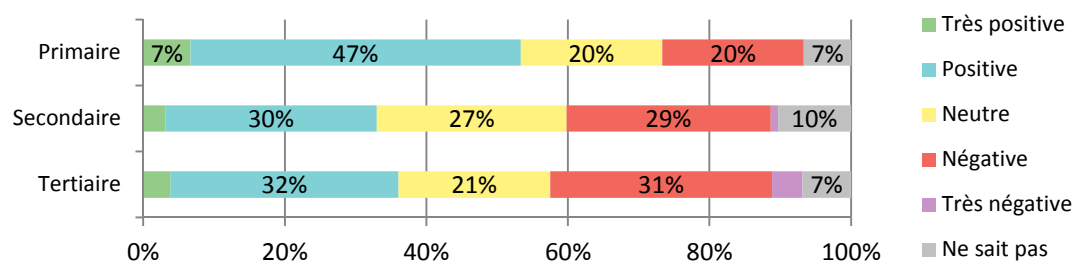
9.5.10.1 Par taille d'entreprise

Figure 133 : Selon vous, quelles perceptions ont les jeunes de l'entreprenariat? Par taille d'entreprise



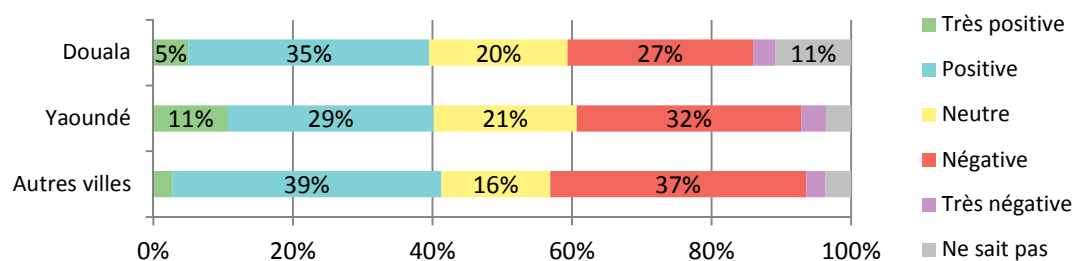
9.5.10.2 Par secteur d'activité

Figure 134 : Selon vous, quelles perceptions ont les jeunes de l'entrepreneuriat? Par secteur d'activité



9.5.10.3 Par ville

Figure 135 : Selon vous, quelles perceptions ont les jeunes de l'entrepreneuriat? Par ville



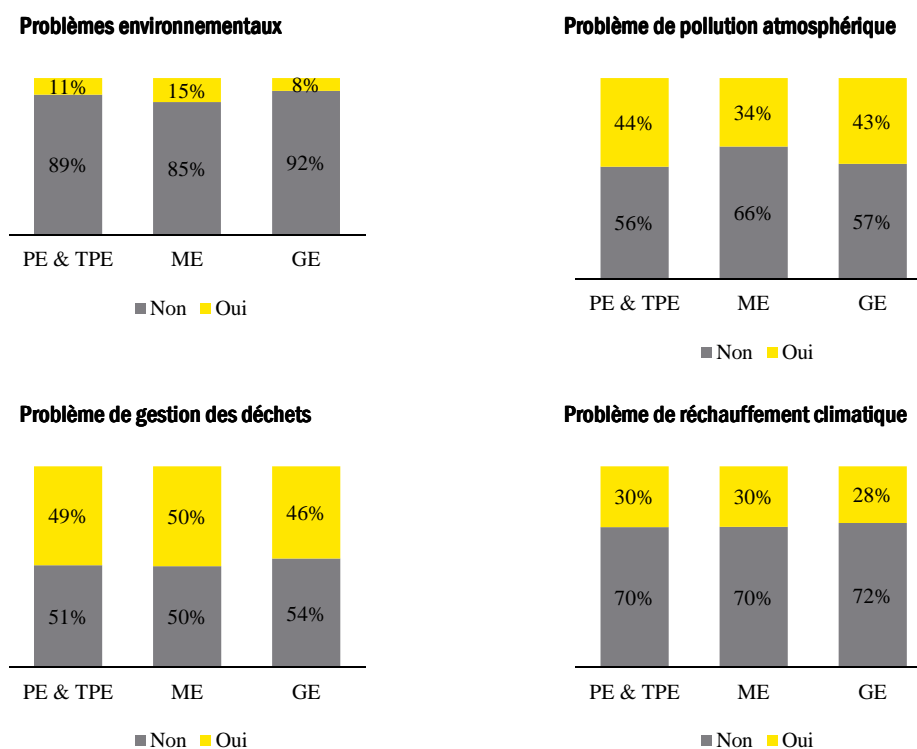
9.5.11 Gestion responsable de l'environnement

Cette section considère les éventuels problèmes environnementaux auxquels font face les entreprises ainsi que leur opinion sur la législation environnementale.

9.5.11.1 Par taille d'entreprise

La Figure 136 présente les problèmes environnementaux auxquels font face les entreprises en fonction de leur taille.

Figure 136 : Votre entreprise fait-elle face à ces problèmes? Par taille d'entreprise



9.5.11.2 Par secteur d'activité

Les Figure 137 et Figure 138 présentent les mêmes résultats par secteur d'activité.

Figure 137 : Votre entreprise fait-elle face à ces problèmes ? Par secteur d'activité

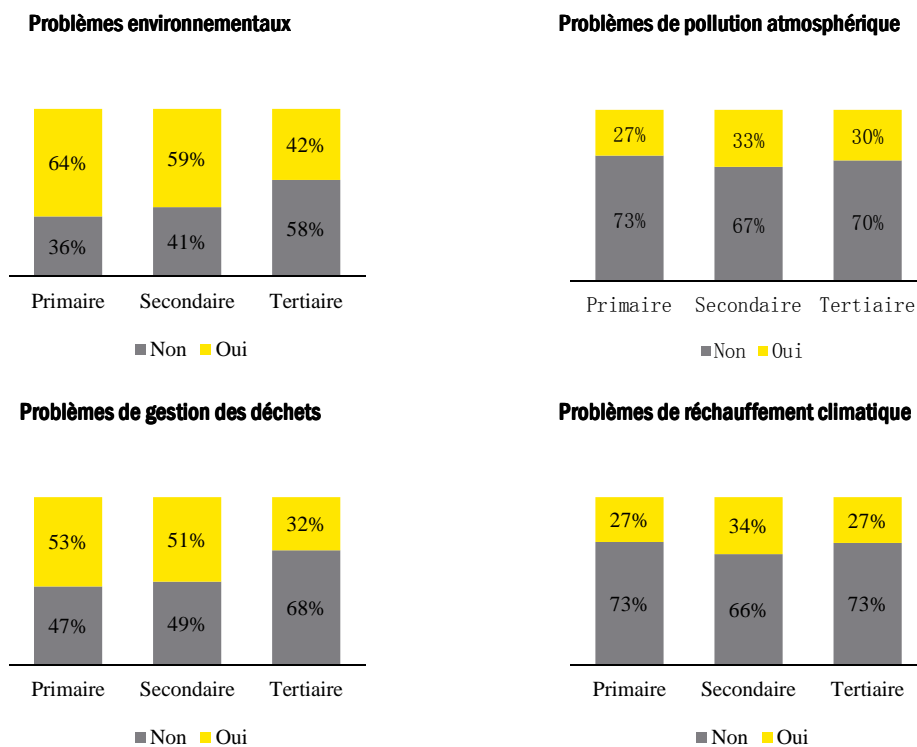
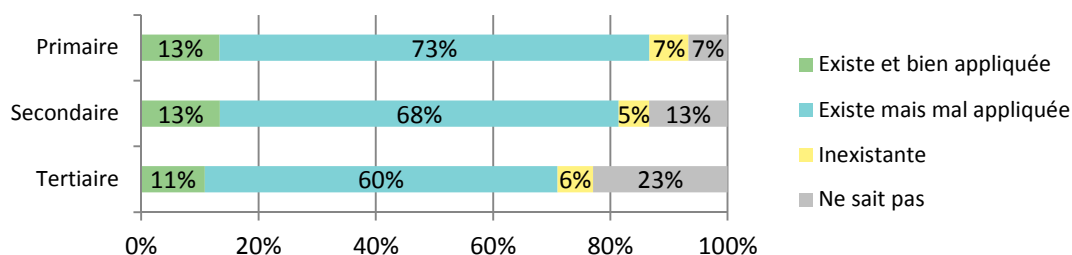


Figure 138 : Au Cameroun, existe-il une législation adéquate et appliquée pour protéger l'environnement? Par secteur d'activité



9.5.11.3 Par ville

Les Figure 139 et Figure 140 présentent les mêmes résultats par localisation.

Figure 139 : Votre entreprise fait-elle face à ces problèmes ? Par ville

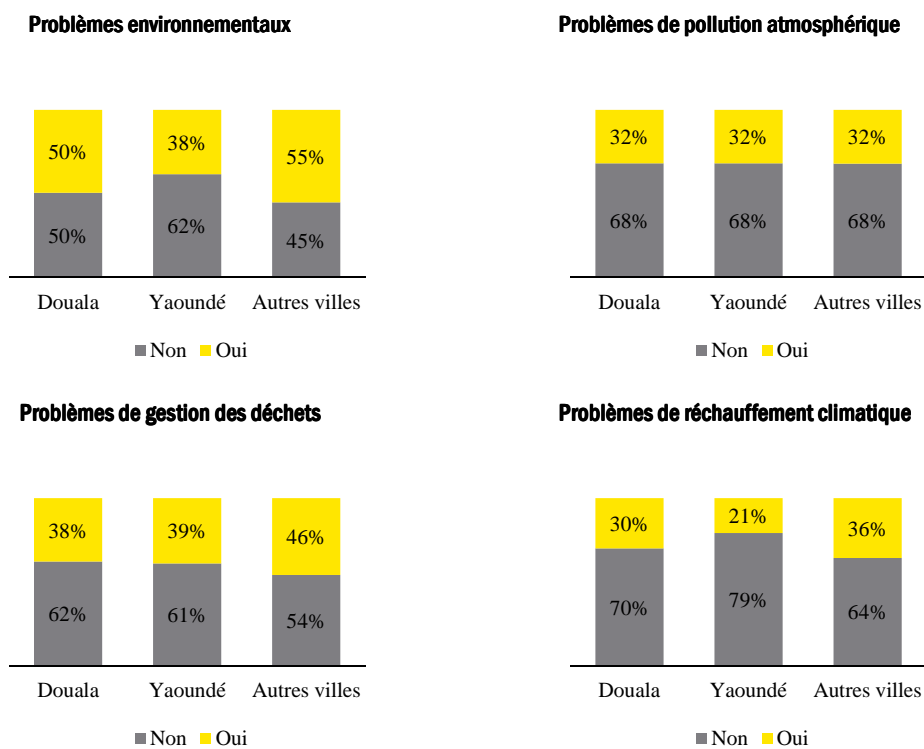


Figure 140 : Au Cameroun, existe-il une législation adéquate et appliquée pour protéger l'environnement? Par ville

